



Commission
européenne



L'EUROBAROMÈTRE DE FLASH

Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

RAPPORT SUR

L'EUROBAROMÈTRE

MARS - AVRIL 2025



Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Enquête réalisée par Ipsos European Public Affairs à la demande de la Commission européenne, direction générale de la politique régionale et urbaine

Enquête coordonnée par la Commission européenne, direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Intitulé du projet	Eurobaromètre Flash 561 – Opinion publique sur les défis urbains et les investissements dans les villes
	Rapport
	FR
Numéro de catalogue	KN-01-25-047-FR-N
ISBN	978-92-68-28516-9
	doi:10.2776/1770413

© Union européenne,
2025

<https://europa.eu/eurobarometer>



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobarometer» n'existait qu'en anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais disponibles dans toutes les langues officielles.

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontakto \(europokune.eu\)](mailto:Kontakto@europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Table des matières

Introduction.....	4
Principales constatations.....	6
Défis locaux dans les villes, les banlieues et les zones rurales.....	6
Domaines d'investissement prioritaires.....	6
Défis liés au changement climatique et à l'environnement.....	7
Coopération entre les zones urbaines et rurales.....	8
Participation à la prise de décision locale.....	8
Soutenir la qualité de vie des villes.....	9
1. Défis locaux dans les villes, les banlieues et les zones rurales.....	10
1.1. Problèmes les plus urgents.....	10
1.2. Aspects à améliorer le plus.....	16
2. Domaines d'investissement prioritaires.....	23
2.1. Actions visant à améliorer le caractère abordable des logements.....	23
2.2. Renforcer l'économie locale et le marché de l'emploi.....	30
2.3. Actions visant à renforcer l'inclusion sociale.....	37
2.4. Investissements dans l'amélioration de la mobilité.....	44
3. Défis liés au changement climatique et à l'environnement.....	51
4. Coopération entre les zones urbaines et rurales.....	57
5. Participation à la prise de décision locale.....	64
5.1. Perceptions sur la prise de décision locale.....	64
5.2. Façons d'être impliqué dans la prise de décision locale.....	70
6. Soutenir la qualité de vie des villes.....	76
6.1. Changements récents dans la qualité de vie.....	76
6.2. Sensibilisation au soutien de l'UE pour améliorer la qualité de vie dans les villes.....	79
Spécifications techniques.....	82
Commentaires.....	85
Comme d'habitude (encore plus que d'habitude), les différences sont plus importantes entre les pays qu'entre les groupes sociaux.....	85
Les priorités pour améliorer la vie des gens varient d'un pays à l'autre.....	87
Questionnaire.....	89

Introduction

Aujourd'hui, 75 % de la population de l'Union européenne (UE) vit dans des villes et des zones urbaines. Ce chiffre devrait atteindre 78 % d'ici 2050. Les villes sont les moteurs économiques de l'UE. Ils contribuent à une part importante du PIB et de l'emploi. Les villes sont donc essentielles pour les transitions écologique, numérique et démographique que l'UE doit réaliser de manière juste et équitable. Les villes offrent des possibilités aux citoyens en ce qui concerne l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services essentiels, la jouissance de la culture et une qualité de vie élevée.

Toutefois, les villes sont également confrontées à une concentration de défis en raison de la forte densité de population, du manque croissant de logements abordables et de qualité, de la ségrégation sociale, des poches de pauvreté, des effets de la crise du climat et de la biodiversité, etc. Au fur et à mesure que les défis persistent, l'UE investit dans ses villes et ses zones urbaines.

Le degré d'urbanisation (DEGURBA) est une classification qui indique le caractère d'une zone. Il classe le territoire d'un pays sur un continuum urbain-rural. DEGURBA combine la taille de la population et les seuils de densité de population pour établir trois classes distinctes:

- villes
- villes et banlieues
- zones rurales¹

Au nom de la Commission européenne, direction générale de la politique régionale et urbaine, Ipsos European Public Affairs a interrogé des échantillons représentatifs de citoyens de l'UE (âgés de 15 ans et plus) dans les villes, les banlieues et les zones rurales de

chacun des 27 États membres de l'UE.² Entre le 26 mars et le 8 avril 2025, 31 855 entretiens ont été menés via des entretiens en ligne assistés par ordinateur (CAWI), à l'aide de panels en ligne Ipsos et de leur réseau de partenaires.

1 Pour de plus amples informations, voir: <https://ec.europa.eu/eurostat/web/degree-of-urbanisation/information-data>

2 À Chypre, au Luxembourg et à Malte, les échantillons ne couvraient que les villes, les banlieues et les villes.

Notes

- Les résultats des enquêtes sont soumis à des tolérances d'échantillonnage, ce qui signifie que toutes les différences apparentes entre les pays et les groupes sociodémographiques peuvent ne pas être statistiquement significatives. Ainsi, seules les différences statistiquement significatives (au niveau de confiance de 5 %) – c'est-à-dire lorsqu'il peut être raisonnablement certain qu'elles ne se sont probablement pas produites par hasard – sont mises en évidence dans le texte.
- Les données d'enquête sont pondérées en fonction de l'âge marginal selon la répartition de la population selon le sexe en utilisant la pondération post-stratification. Les résultats moyens de l'UE-27 sont pondérés en fonction de la taille de la population de plus de 15 ans vivant dans les villes, les banlieues et les zones rurales de chacun des 27 États membres.
- Les pourcentages de réponse dépassent 100 % si la question permettait aux répondants de sélectionner plusieurs réponses.
- Dans le présent rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle, comme indiqué ci-dessous.

Tri des graphiques dans ce rapport

Résultats UE (total)

- Les graphiques présentant les résultats, en moyenne, dans l'ensemble de l'UE sont classés par ordre décroissant en fonction de la part des répondants dans l'ensemble de l'UE qui sélectionnent une réponse (questions à réponses multiples) ou de la part des répondants dans l'ensemble de l'UE qui sélectionnent la réponse analysée (pour

les questions de grille fondées sur un certain nombre de déclarations).

Graphiques axés sur les villes (et les villes vs les villes, les banlieues et les zones rurales)

- Pour les questions à réponses multiples, les graphiques de ce rapport sont classés par ordre décroissant en fonction de la proportion de répondants dans les villes qui sélectionnent chacune des réponses. Si deux réponses sont sélectionnées par une part égale de répondants dans les villes, le tri est basé sur les parts moyennes pour les villes, les villes et les banlieues, et les zones rurales.
- Pour les questions à réponse unique sous forme de grille (sur la base d'un certain nombre d'énoncés), le tri des énoncés est basé sur la part des répondants dans les villes qui sélectionnent la réponse analysée (par exemple, «un problème immédiat et urgent»). Si la part analysée est la même pour deux déclarations, le tri examine d'abord si la part analysée est la somme de deux réponses (par exemple, «totalement d'accord» et «un peu d'accord») – dans ce cas, la déclaration présentant la plus grande part de la réponse la plus extrême (par exemple, «totalement d'accord») sera classée en premier. Si une seule réponse est analysée et que cette réponse est sélectionnée pour deux déclarations ou plus par une part égale de répondants dans les villes, le tri des déclarations est à nouveau basé sur les parts moyennes pour les villes, les villes et les banlieues, et les zones rurales.

BE	Belgique	FR	France	NL	Pays-Bas
BG	Bulgarie	HR	Croatie	AT	Autriche
CZ	Tchéquie	IT	Italie	PL	Pologne
DK	Danemark	CY	République de Chypre*	PT	Portugal
DE	Allemagne	LV	Lettonie	RO	Roumanie
EE	Estonie	LT	Lituanie	SI	Slovénie
IE	Irlande	LU	Luxembourg	SK	Slovaquie
EL	Grèce	HU	Hongrie	FI	Finlande
ES	Espagne	MT	Malte	SE	Suède

Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Pour des raisons pratiques, les entretiens ne sont menés que dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Principales constatations

Défis locaux dans les villes, les banlieues et les zones rurales

Problèmes les plus urgents

■ Le manque de logements abordables est de loin le problème le plus urgent pour les personnes interrogées vivant dans les villes, 51 % d'entre elles estimant qu'il s'agit d'un problème immédiat et urgent. Un tiers des répondants (33 %) déclarent que le chômage ou le manque de possibilités d'emploi est un problème urgent dans leur ville; des chiffres similaires sont également observés pour le manque de services publics de qualité (32 %) et la pauvreté ou le sans-abrisme (32 %).

■ Les répondants vivant dans les villes et dans les banlieues identifient différents problèmes comme étant les plus urgents. Par exemple, bien que le manque de logements abordables soit le problème le plus important dans les villes, les banlieues, il existe une différence notable dans la perception: 51% des citadins considèrent qu'il s'agit d'un problème urgent, contre 37% des habitants des banlieues et des zones rurales. Dans les zones rurales, 28 % des personnes interrogées répondent que le manque de logements abordables est un problème immédiat et urgent, tandis qu'une part plus importante (36 %) s'inquiète du manque de services publics de qualité.

Aspects à améliorer le plus

■ Les deux aspects qui doivent le plus être améliorés pour les répondants vivant dans les villes sont la qualité des services publics (sélectionnés par 42 %) et la sécurité et la sûreté dans les espaces publics (36 %). Celles-ci sont suivies par la disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées, ainsi que par le développement économique et les opportunités commerciales, chacun cité par 29% des répondants.

■ Les répondants vivant dans les villes (36 %) sont plus enclins que ceux vivant dans les banlieues (24 %) ou dans les zones rurales (14 %) à penser que la sécurité et la sûreté dans les espaces publics doivent être améliorées là où ils vivent. La disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées est considérée comme un problème par une plus grande proportion de répondants dans les villes et les banlieues (34 %) et les zones rurales (42 %) que dans les zones rurales (29 %); il en va de même pour la question du développement économique et des débouchés commerciaux.

Domaines prioritaires d'investissement

Actions visant à améliorer le caractère abordable des logements

Près de neuf répondants sur dix vivant dans les villes (88%) pensent que leur ville bénéficierait de la rénovation de logements existants pour réduire les factures d'énergie. La majorité des citadins pensent également que le caractère abordable du logement dans leur ville pourrait être amélioré en construisant davantage de nouveaux logements abordables (par exemple en fournissant des incitations) (83 %), en surveillant les prix des loyers et en mettant en place des programmes d'aide au loyer (par exemple des plafonds de loyer, des bons de loyer) (82 %), en fournissant un soutien financier ou des incitations fiscales aux primo-accédants et aux groupes vulnérables (82 %), et en prenant des mesures pour contrôler la spéculation immobilière (par exemple en taxant les biens vacants, en réglementant les locations à court terme ou en plafonnant le nombre de touristes) (75 %).

■ Les répondants dans les villes, les banlieues et les zones rurales ne diffèrent pas beaucoup dans les parts totales qui attendent des avantages des différentes mesures visant à améliorer l'accessibilité financière là où ils vivent.

Renforcer l'économie locale et le marché de l'emploi

- Toutes les actions répertoriées dans l'enquête bénéficient d'un niveau élevé de soutien parmi les répondants vivant dans les villes. Près de neuf répondants sur dix (88%) pensent que soutenir les petites et moyennes entreprises locales est une action importante pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans leur ville. Des proportions un peu plus faibles estiment qu'il serait important de développer les compétences entrepreneuriales des jeunes (83 %) ou de requalifier et de renforcer les compétences des travailleurs (83 %). Environ les trois quarts (74 %) répondent que l'amélioration des services et infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises (par exemple, l'accès à l'internet à haut débit, le Wi-Fi, les services numériques) renforcera l'économie locale et le marché du travail dans leur ville.
- Les répondants vivant dans les villes, les banlieues et les zones rurales ne diffèrent pas beaucoup dans l'importance qu'ils attachent aux différentes actions visant à renforcer l'économie locale et le marché du travail dans le lieu où ils vivent.

Actions visant à renforcer l'inclusion sociale

- Le domaine d'investissement visant à renforcer l'inclusion sociale choisi le plus par les répondants vivant dans les villes est l'amélioration des options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables) (42 %). Viennent ensuite l'aide à la recherche d'emploi et à l'accès au travail (35 %) et l'accès aux soins de santé (34 %), mentionnés chacun par environ un tiers des résidents de la ville, et l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide, cités par environ trois sur dix (29 %).
- Une proportion plus élevée de personnes interrogées vivant dans les villes (42 %) et dans les villes et banlieues (40 %) mentionnent de meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin

comme domaine d'investissement, par rapport à celles vivant dans les zones rurales (31 %). En revanche, les répondants des zones rurales (41 %) sont plus susceptibles que ceux des villes (34 %) et des villes et banlieues (35 %) de citer l'accès aux soins de santé comme un domaine d'investissement pour renforcer l'inclusion sociale là où ils vivent.

Investissements dans l'amélioration de la mobilité

- L'augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tramway, métro) est la zone la plus mentionnée par les répondants vivant dans les villes (51 %). Viennent ensuite les options de transport pour se rendre dans les municipalités avoisinantes (38 %) et l'amélioration de la gestion du trafic (38 %). Les pistes cyclables (29%) et les zones piétonnes (27%) sont mentionnées par plus d'un quart des répondants vivant dans les villes.
- Les répondants vivant dans les zones rurales (50%) sont plus susceptibles de mentionner que les investissements sont les plus nécessaires dans les options de transport pour se rendre dans les municipalités environnantes, par rapport à ceux vivant dans les villes et banlieues (40%) ou les villes (38%). Inversement, les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les villes et les banlieues et dans les zones rurales de mentionner comme domaines d'investissement prioritaires: amélioration de la gestion du trafic (38 % contre 22 %-31 %), des zones piétonnes (27 % contre 21 %-23 %) et des zones sans voitures (20 % contre 11 %-14 %).

Défis liés au changement climatique et à l'environnement

- Environ les trois quarts des personnes interrogées vivant dans les villes (74 %) déclarent que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour lutter contre l'efficacité énergétique des bâtiments.

De même, près des trois quarts (73 %) des personnes interrogées dans les villes répondent qu'aucune mesure n'est prise ou que les mesures prises pour faire face aux menaces provenant des vagues de chaleur ou des inondations sont insuffisantes (par exemple, en créant des rues riches en ombres, des lieux de confinement de l'eau, etc.); la même proportion (73 %) est également observée pour les actions visant à lutter contre la pollution atmosphérique.

- Les citoyens (73%) sont plus susceptibles que les répondants des villes et banlieues (69%) et des zones rurales (61%) de répondre que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour lutter contre la pollution atmosphérique. Inversement, les citoyens (69%) sont moins susceptibles que ceux vivant dans les villes et banlieues (75%) et dans les zones rurales (78%) de penser qu'aucune mesure n'est prise ou que des mesures insuffisantes sont prises dans le domaine des transports publics durables comme alternative à l'utilisation de la voiture.

Coopération entre les zones urbaines et rurales

- Lorsqu'on leur demande de choisir le type de coopération urbaine-rurale qui pourrait être le plus bénéfique pour les habitants de leur ville, la plus grande partie des répondants vivant dans les villes choisissent d'améliorer les liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins (46 %). L'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé est la deuxième forme de coopération urbaine-rurale la plus élevée (mentionnée par 39 %). Il s'agit ensuite de remédier aux pénuries sur le marché du travail en attirant davantage de personnes de la région (32 %) et en améliorant l'accès à des produits alimentaires de haute qualité produits à proximité (32 %).
- Les répondants des zones rurales (53 %) sont plus susceptibles que ceux des villes et banlieues (47 %) et des villes (46 %) de penser que l'amélioration des liaisons de

transport public entre les villes et les villes et villages voisins serait bénéfique pour la coopération entre les zones urbaines et rurales. Une tendance similaire est observée en ce qui concerne l'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé. Toutes les autres formes de coopération sont plus susceptibles d'être citées par les répondants vivant dans les villes que par les répondants vivant dans les zones rurales.

Participation à la prise de décision locale

Perceptions sur la prise de décision locale

- Bien que 65% des citoyens vivant dans les villes soient d'accord lorsqu'on leur demande s'ils souhaitent être plus impliqués dans les décisions affectant le lieu où ils vivent, seulement 37% conviennent que leurs autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions. Environ un répondant sur deux (51 %) est d'accord lorsqu'on lui demande s'il est conscient des possibilités d'influencer les décisions touchant l'endroit où il vit.
- Les personnes interrogées dans les zones rurales sont un peu plus susceptibles de convenir que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur leur lieu de résidence (43 % contre 37 % dans les villes et les banlieues).

Façons d'être impliqué dans la prise de décision locale

- Environ un répondant sur cinq (21 %) dans les villes a signé une pétition. Des parts plus modestes, bien que toujours supérieures à 10 % chacune, ont contribué à des enquêtes sur les politiques et services locaux (15 %), ont participé à une consultation citoyenne (13 %) ou ont participé à des réunions publiques ou à des événements organisés par le conseil local (12 %). Environ quatre répondants sur dix (42 %) vivant dans les villes indiquent ne pas avoir participé à la prise de décision locale au cours des cinq dernières années.

- Les répondants des zones rurales sont un peu plus susceptibles de déclarer avoir assisté à une réunion ou à un événement public organisé par leur conseil local (16 % contre 12 % à 13 % dans les villes et les banlieues) ou avoir contacté leurs représentants élus (12 % contre 8 % à 10 %). La proportion de répondants ayant répondu qu'ils n'ont participé à aucune forme de prise de décision locale au cours des cinq dernières années est légèrement plus élevée dans les villes et les banlieues (46 % contre 41 % à 42 % dans les villes et les zones rurales).

dans les villes, les banlieues et les zones rurales.

Soutenir la qualité de vie des villes

Changements récents dans la qualité de vie

- Plus d'un tiers des citoyens vivant dans les villes (36 %) répondent que la qualité de vie dans leur ville s'est améliorée. Un tiers des répondants (33 %) n'ont constaté aucun changement, tandis que trois sur dix (30 %) signalent une détérioration de la qualité de vie de leur ville.
- La perception de l'habitabilité est un peu moins positive dans les villes et les banlieues, où une part plus faible a constaté une amélioration de l'habitabilité (32 % contre 36 % dans les villes). Dans l'ensemble, les répondants des zones rurales sont les plus positifs, environ deux fois plus d'entre eux déclarant que la qualité de vie là où ils vivent s'est améliorée plutôt que détériorée (39 % contre 20 %).

Sensibilisation au soutien de l'UE pour améliorer la qualité de vie dans les villes

Près d'un répondant sur deux vivant dans des villes (47 %) déclare être au courant de projets ou d'interventions de l'UE en faveur de la qualité de vie et du développement durable (dont 25 % sont au courant de tels projets et interventions dans leur propre ville et 22 % de projets et d'interventions dans d'autres endroits, mais pas dans leur propre ville).

- La prise de conscience du soutien de l'UE en faveur de l'amélioration de la qualité de vie dans les villes se situe au même niveau

1. Défis locaux dans les villes, les banlieues et les zones rurales

1.1. Problèmes les plus urgents

On a présenté aux répondants une liste de problèmes et on leur a demandé d'évaluer l'importance de chacun dans l'endroit où ils vivent.

La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 40 % des citoyens considèrent le manque de logements abordables comme un problème immédiat et urgent sur leur lieu de résidence; ce qui s'accompagne d'un manque de services publics de qualité (par exemple, soins de santé, garde d'enfants, éducation et soins aux personnes âgées) (32 %) et d'un chômage ou d'un manque de possibilités d'emploi (31 %).

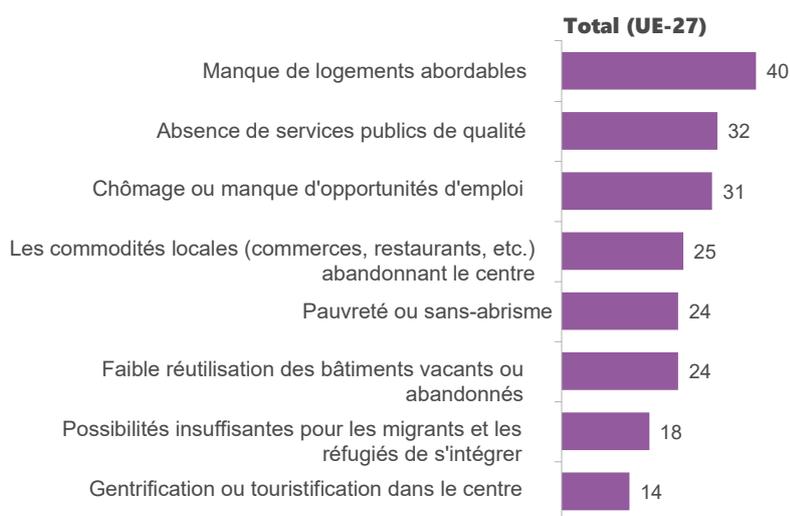
Les équipements locaux (commerces, restaurants, etc.) qui abandonnent le centre (25

%), la pauvreté ou le sans-abrisme (24 %) et la faible réutilisation des bâtiments vacants ou abandonnés (24 %) sont chacun cités comme un problème immédiat et urgent par environ un quart des répondants dans l'ensemble de l'UE.

Le manque de possibilités d'intégration pour les migrants et les réfugiés est considéré comme un problème immédiat et urgent par environ un répondant sur six (18 %). Un répondant sur sept (14 %) répond de la même façon à propos de la gentrification ou de la touristification dans le centre.

Q2 Dans l'endroit où vous vivez, à quel point un problème, le cas échéant, pensez-vous que chacun des problèmes suivants sont?

% «Un problème immédiat et urgent»



(%) Base:n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Vues des citoyens vivant dans les villes

Le manque de logements abordables est de loin le problème le plus urgent pour les répondants vivant dans les villes, environ la moitié (51 %) le considérant comme un problème immédiat et urgent. Un autre 30% pense que c'est un problème à traiter à l'avenir, tandis que seulement 15% répondent que ce n'est pas vraiment un problème dans leur ville.

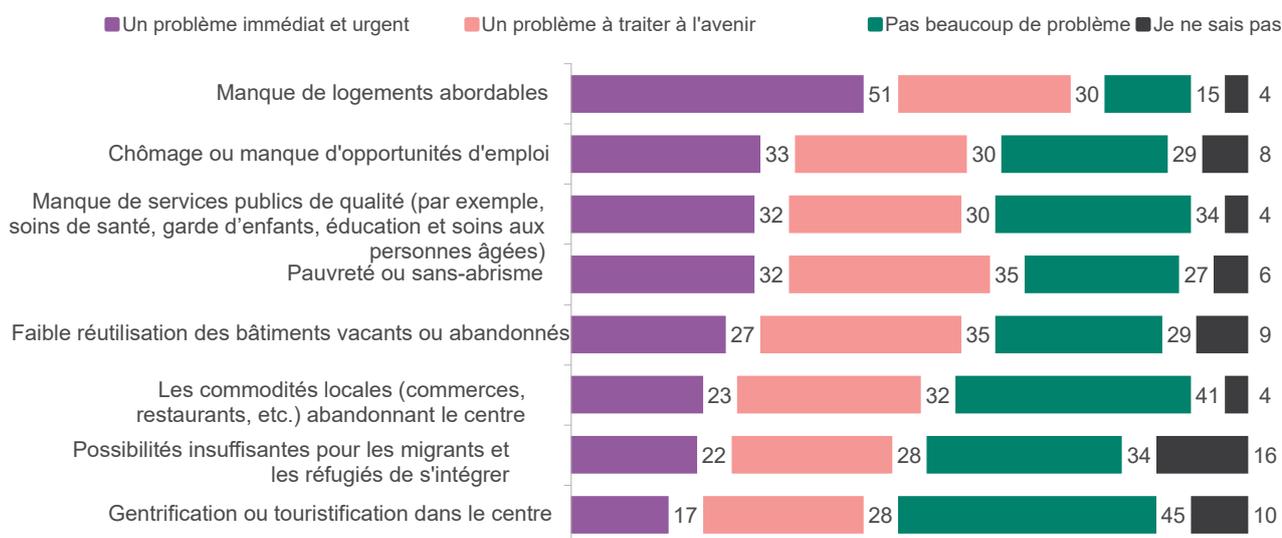
Un tiers des répondants (33 %) déclarent que le chômage ou le manque de possibilités d'emploi est un problème urgent dans leur ville; des chiffres similaires sont également observés pour le manque de services publics de qualité (32 %) et la pauvreté ou le sans-abrisme (32 %). Pour chacune de ces trois questions, au moins trois répondants sur dix dans les villes estiment qu'il s'agit davantage d'un problème à traiter à l'avenir (entre 30 % et 35 %).

La faible réutilisation des bâtiments vacants ou abandonnés (27%), les équipements locaux (magasins, restaurants, etc.) abandonnant le centre (23%) et l'insuffisance des possibilités d'intégration pour les migrants et les réfugiés (22%) sont cités comme un problème immédiat et urgent par plus d'un répondant sur cinq dans les villes. La gentrification ou la touristification

dans le centre est considérée comme un problème immédiat et urgent par 17% des répondants dans les villes.

Q2 Dans l'endroit où vous vivez, à quel point un problème, le cas échéant, pensez-vous que chacun des problèmes suivants sont?

Vues des citoyens vivant dans les villes



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Résultats par pays axés sur les villes

Dans 16 États membres, au moins la moitié des répondants vivant dans des villes répondent que le manque de logements abordables est un problème immédiat et urgent dans leur ville, les parts les plus élevées étant observées en Irlande (72 %), en Espagne (69 %) et au Luxembourg (68 %). En revanche, à Malte (26%), en Finlande (29%), en Lituanie (32%) et en Belgique (36%), pas plus d'un tiers des personnes interrogées le pensent.

Une majorité de citoyens en Espagne (59%) et en Italie (57%) répondent que le chômage ou le manque de possibilités d'emploi est un problème immédiat et urgent dans leur ville. Cette part est nettement plus faible au Danemark et aux Pays-Bas (12 % chacun), en Autriche (13 %) et en Tchéquie (15 %).

Plus de la moitié des habitants des villes hongroises (53%) pensent que le manque de services publics de qualité est un problème immédiat et urgent dans leur ville. Au Luxembourg (11 %) et aux Pays-Bas (12 %), environ un répondant sur dix partage ce point de vue.

La pauvreté et le sans-abrisme sont considérés comme un problème immédiat et urgent par environ la moitié des habitants des villes de Hongrie et de Slovaquie (49 % dans les deux cas). En comparaison, moins d'une personne sur cinq pense la même chose au Danemark (13 %) et en Allemagne (18 %).

En ce qui concerne les autres questions énumérées dans l'enquête, la variation entre les pays est la suivante:

- Les bâtiments vacants et abandonnés sont sélectionnés par 11% des citoyens en Finlande et 40% en Espagne
- Les équipements locaux (magasins, restaurants, etc.) qui abandonnent le centre sont sélectionnés entre 7% en Lituanie et 32% en Italie
- Les possibilités d'intégration insuffisantes pour les migrants et les réfugiés sont sélectionnées entre 10 % en Tchéquie, en

Hongrie, en Lettonie et en Lituanie et 37 % en Italie.

- La gentrification ou la touristification dans le centre est sélectionnée entre 6% en Lituanie et 30% en Espagne.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q2 Dans l'endroit où vous vivez, à quel point un problème, le cas échéant, pensez-vous que chacun des problèmes suivants sont? % «Un problème immédiat et urgent»

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Manque de logements abordables	Chômage ou manque d'opportunités d'emploi	Manque de services publics de qualité (par exemple, soins de santé, garde d'enfants, éducation et soins aux personnes âgées)	Pauvreté ou sans-abrisme	Faible réutilisation des bâtiments vacants ou abandonnés	Les commodités locales (commerces, restaurants, etc.) abandonnant le centre	Possibilités insuffisantes pour les migrants et les réfugiés de s'intégrer	Gentrification ou touristification dans le centre
UE-27	51	33	32	32	27	23	22	17
BE	36	27	22	36	28	25	14	13
BG	50	41	48	45	29	13	15	19
CZ	63	15	20	34	19	9	10	9
DK	48	12	22	13	12	21	15	7
DE	50	16	22	18	21	27	21	10
EE	44	34	33	29	19	14	14	10
IE	72	28	40	39	38	22	27	12
EL	51	39	44	43	35	27	26	26
ES	69	59	42	44	40	30	33	30
FR	44	24	25	31	20	21	15	14
HR	42	32	40	35	33	16	18	18
IT	37	57	47	41	36	32	37	25
CY	64	39	32	46	28	20	32	17
LV	41	32	40	38	36	26	10	27
LT	32	29	36	25	15	7	10	6
LU	68	20	11	31	22	23	18	8
HU	57	36	53	49	25	13	10	9
MT	26	21	26	26	20	24	22	23
NL	65	12	12	29	20	18	14	10
AT	50	22	24	21	27	24	30	10
PL	53	27	33	24	26	11	12	12
PT	60	35	34	36	33	16	19	19
RO	53	44	45	40	31	11	13	21
SI	65	25	42	29	33	18	21	18
SK	46	30	41	49	29	24	14	11
FI	29	32	31	26	11	16	22	11
SE	39	29	24	25	14	21	29	12

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les villes, les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans la plupart des États membres, les citoyens considèrent que le manque de logements abordables est un problème plus urgent là où ils vivent que dans les zones rurales. Les différences les plus importantes entre les villes et les zones rurales à cet égard sont observées en Tchéquie (63 % dans les villes contre 33 % dans les zones rurales), en Hongrie (57 % contre 26 %) et au Danemark (48 % contre 19 %). Cependant, il existe également des exceptions, telles que l'Irlande (72% dans les villes contre 69% dans les zones rurales) et la Lituanie (32% contre 29%), où les citoyens ne sont pas beaucoup plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de considérer cette question comme urgente.

En ce qui concerne le chômage ou le manque de possibilités d'emploi, les répondants des villes d'Espagne (59 % contre 46 %-49 %), d'Italie (57 % contre 44 %-45 %), de Belgique (27 % contre 15 %-18 %) et d'Autriche (22 % contre 11 %-13 %) sont plus susceptibles que ceux des banlieues ou des villes et ceux des zones rurales de considérer qu'il s'agit d'un problème immédiat et urgent. À l'inverse, en Estonie (34% contre 42-43%), en Lettonie (32% contre 39-45%), en Slovaquie (30% contre 42-46%), en Lituanie (28% contre 41-39%) et en Tchéquie (15% contre 23-24%), les résidents ruraux et suburbains sont plus préoccupés par cette question que les résidents des villes.

La pauvreté et le sans-abrisme sont généralement considérés comme un problème plus urgent et immédiat dans les villes. En Tchéquie, par exemple, 34 % des habitants des villes partagent ce point de vue, contre 14 % dans les banlieues et 9 % dans les zones rurales.

Dans plusieurs États membres, une proportion nettement plus importante de personnes interrogées dans les zones rurales que dans les villes considèrent le manque de services publics de qualité comme un problème urgent et immédiat. Par exemple, en France (37 % contre 25 %) et au Portugal (48 % contre 34 %), les habitants des zones rurales sont plus préoccupés que les répondants vivant dans les

villes. La tendance inverse est observée en Hongrie (53 % dans les villes contre 31 % dans les zones rurales), en Bulgarie (48 % contre 37 %), en Slovénie (42 % contre 19 %), en Croatie (40 % contre 28 %) et en Lettonie (40 % contre 30 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les femmes vivant dans les villes sont plus susceptibles que leurs homologues masculins de considérer les questions suivantes comme immédiates et urgentes: le manque de logements abordables (55 % des femmes contre 47 % des hommes), le chômage ou le manque de possibilités d'emploi (35 % contre 31 %), la faible réutilisation des bâtiments vacants ou abandonnés (29 % contre 25 %) et la pauvreté ou le sans-abrisme (34 % contre 30 %).

Certaines variations peuvent également être notées selon les groupes d'âge. Par exemple, les citoyens de moins de 25 ans sont moins susceptibles que les citoyens plus âgés de considérer que l'abandon du centre par les commodités locales (magasins, restaurants, etc.) constitue un problème immédiat et urgent (17 % contre 22 %-26 %). En outre, la proportion de personnes interrogées dans les villes qui considèrent la gentrification ou la touristification dans le centre comme un problème immédiat est plus élevée chez les 25 à 39 ans (20 %) que chez les 15 à 24 ans (16 %) et les 55 ans et plus (15 %).

Les citoyens qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles que ceux qui ont un faible niveau de scolarité de considérer le manque de logements abordables (53% vs 46%-49%) et la gentrification ou la touristification dans le centre-ville (18% vs 14%-16%) comme des problèmes immédiats et urgents.

Enfin, les répondants des villes ayant des professions différentes ont également des perceptions différentes. Par exemple, les répondants indépendants et salariés sont plus susceptibles que les autres de répondre que l'abandon des commodités locales (magasins, restaurants, etc.) dans le centre-ville (25%-28% vs 19%-22%) et la gentrification ou la touristification dans le centre (18%-23% vs 15%-16%) sont des problèmes immédiats et urgents.

1.2. Aspects à améliorer le plus

On a présenté aux répondants une liste de dix aspects de l'endroit où ils vivent et on leur a demandé lesquels devaient le plus être améliorés.

La perspective de l'UE

La qualité des services publics (par exemple, les soins de santé, la garde d'enfants, l'éducation et les services de soins aux personnes âgées) est l'aspect le plus souvent cité comme nécessitant une amélioration du lieu de résidence des répondants, 44 % des répondants dans l'ensemble de l'UE le mentionnant.

Environ un tiers des répondants (34 %) mentionnent la disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées. Une proportion similaire (33 %) choisit le développement économique et les occasions d'affaires comme un domaine nécessitant une amélioration dans l'endroit où ils vivent.

Environ un quart des répondants (26 %) citent la sécurité et la sûreté dans les espaces publics comme un aspect de l'endroit où ils vivent qui a le plus besoin d'être amélioré.

Moins de répondants choisissent les domaines restants: la qualité de la gestion des déchets, de l'eau et des eaux usées (17 %), la qualité des infrastructures numériques (couverture à large bande et accès à l'internet, par exemple) (16 %), l'accès aux activités culturelles et récréatives (16 %), les mesures de lutte contre la pollution atmosphérique (15 %), les mesures de lutte contre les phénomènes météorologiques extrêmes ou les catastrophes naturelles (13 %) ou l'accès aux espaces verts et aux parcs (13 %).

Q3 Dans l'endroit où vous vivez, lequel des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration? Veuillez sélectionner jusqu'à trois aspects. [Réponses de MULTIPLE]



(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Vues des citoyens vivant dans les villes

Les deux aspects qui doivent le plus être améliorés pour les répondants vivant dans les villes sont la qualité des services publics (par exemple, les soins de santé, la garde d'enfants, l'éducation et les services de soins aux personnes âgées) (sélectionnés par 42 %) et la sécurité et la sûreté dans les espaces publics (36 %). Celles-ci sont suivies par la disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées, ainsi que par le développement économique et les opportunités commerciales, chacun cité par 29% des citoyens.

infrastructures numériques (par exemple, la couverture à haut débit et l'accès à l'internet) (12 %).

Les mesures visant à lutter contre la pollution (21 %) et la qualité de la gestion des déchets, de l'eau et des eaux usées (19 %) sont mentionnées par environ un répondant sur cinq dans les villes.

Moins de répondants dans les villes citent les aspects suivants: l'accès aux espaces verts et aux parcs (16 %), l'accès aux activités culturelles et récréatives (13 %), les mesures visant à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes ou aux catastrophes naturelles (13 %) et la qualité des

Q3 Dans l'endroit où vous vivez, lequel des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration? Veuillez sélectionner jusqu'à trois aspects.[Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

La qualité des services publics est l'aspect le plus fréquemment cité comme nécessitant une amélioration dans les villes (42 %), les villes et les banlieues (43 %) et les zones rurales (46 %).

Les répondants vivant dans les villes (36 %) sont plus enclins que ceux vivant dans les villes et les banlieues (24 %) ou dans les zones rurales (14 %) à penser que la sécurité et la sûreté dans les espaces publics doivent être améliorées là où ils vivent. Une tendance similaire est observée pour les mesures visant à lutter contre la pollution atmosphérique, qui sont également citées plus souvent par les répondants dans les villes (21 %) que par les répondants vivant dans les villes et les banlieues (13 %) et dans les zones rurales (10 %).

La disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées est considérée comme un problème par une plus grande proportion de répondants dans les zones rurales (42 %) et les villes et banlieues (34 %) que dans les villes (29 %); cela vaut également pour les questions de développement économique et d'opportunités commerciales

(37 % dans les villes et les banlieues et 36 % dans les zones rurales contre 29 % dans les villes) et de qualité des infrastructures numériques (16 % dans les villes et les banlieues et 21 % dans les zones rurales contre 12 % dans les villes).

Q3 Dans l'endroit où vous vivez, lequel des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration?

Veillez sélectionner jusqu'à trois aspects. [Réponses multiples]



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

Dans 19 États membres, les répondants des villes sont les plus susceptibles de mentionner la qualité des services publics (par exemple, les soins de santé, la garde d'enfants, l'éducation et les services de soins aux personnes âgées) comme un aspect qui doit le plus être amélioré dans leur ville. En Hongrie (63 %), en Finlande (61 %), en Croatie (59 %) et en Slovaquie (58 %), environ six répondants sur dix dans les villes choisissent cette réponse. En comparaison, pas plus d'un quart des personnes interrogées le mentionnent au Luxembourg (18 %), en Belgique (26 %) et aux Pays-Bas (27 %).

La sécurité et la sûreté dans les espaces publics sont les domaines qui ont le plus besoin d'amélioration parmi les répondants vivant dans des villes en Autriche (51 %), en France (47 %), en Belgique et en Tchéquie (44 % dans les deux cas), au Luxembourg (43 %) et en Suède (39 %). En Allemagne, cet aspect occupe la première place avec la qualité des services publics (tous deux sélectionnés par 41%). Moins d'un quart des citoyens de Malte (18 %), de Croatie (19 %), d'Estonie et de Slovaquie (23 % dans les deux cas) mentionnent la sécurité et la sûreté dans les espaces publics.

Aux Pays-Bas, la disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées est l'aspect le plus souvent cité dans leur ville comme devant être amélioré (36 %). Dans les autres pays, la proportion de répondants ayant choisi cette réponse varie de 13 % au Luxembourg à 40 % en Lituanie.

Le développement économique et les débouchés commerciaux sont cités par environ quatre répondants sur dix vivant dans des villes en Bulgarie (43 %), en Croatie (42 %), en Roumanie (38 %) et en Espagne (37 %). À titre de comparaison, cet aspect est mentionné par moins d'un cinquième des répondants dans les villes de Tchéquie et des Pays-Bas (16 % dans les deux cas) et du Danemark (19 %).

En Bulgarie (41 %), en Hongrie (36 %), en Pologne (35 %) et en Roumanie (33 %), au moins un tiers des citoyens considèrent que les mesures visant à lutter contre la pollution

atmosphérique doivent être améliorées dans leur ville. En Irlande (8 %) et à Malte (10 %), pas plus d'un répondant sur dix ne donne cette réponse.

La Croatie se distingue avec un peu plus de quatre répondants sur dix dans les villes (42%) mentionnant la qualité de la gestion des déchets, de l'eau et des eaux usées comme un aspect qui doit être amélioré le plus dans leur ville. Dans les autres pays, la proportion de répondants dans les villes qui choisissent cet aspect varie entre 6 % en Finlande et environ un tiers en Bulgarie (32 %) et en Roumanie (35 %).

D'autres aspects ne sont cités par pas plus d'un tiers des répondants dans les villes de tous les pays:

- Accès aux espaces verts et parcs: de 10 % en Slovaquie à 35 % à Chypre
- Mesures pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes ou aux catastrophes naturelles: de 8 % en Hongrie et en Lettonie à 26 % à Malte
- Accès aux activités culturelles et récréatives: de 8 % au Danemark et en Slovaquie à 27 % à Malte
- Qualité de l'infrastructure numérique (par exemple, couverture à haut débit et accès à l'internet): de 5 % au Luxembourg à 34 % à Malte.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q3 Dans l'endroit où vous vivez, lequel des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration?

Veillez sélectionner jusqu'à trois aspects. [Réponses de MULTIPLE]

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Qualité des services publics, par exemple les services de soins de santé, de garde d'enfants, d'éducation et de soins aux personnes âgées)	Sécurité et sûreté dans les espaces publics	Disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées	Développement économique et opportunités d'affaires	Mesures de lutte contre la pollution atmosphérique	Qualité de la gestion des déchets, de l'eau et des eaux usées	Accès aux espaces verts et parcs	Accès aux activités culturelles et récréatives	Mesures visant à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes ou aux catastrophes naturelles	Qualité de l'infrastructure numérique (par exemple, couverture à haut débit et accès à l'internet)
UE-27	42	36	29	29	21	19	16	13	13	12
BE	26	44	34	24	20	16	18	11	11	10
BG	51	32	22	43	41	32	15	10	15	8
CZ	40	44	20	16	21	23	22	10	13	7
DK	39	26	29	19	20	14	20	8	18	8
DE	41	41	35	32	14	8	13	9	13	23
EE	42	23	25	33	20	14	21	17	15	9
IE	50	39	37	21	8	22	14	18	12	15
EL	50	31	26	30	19	23	29	12	21	20
ES	44	28	31	37	17	19	10	17	15	13
FR	31	47	23	23	24	17	15	12	12	9
HR	59	19	28	42	23	42	19	10	15	11
IT	52	36	30	32	22	30	15	10	14	9
CY	46	34	39	31	21	21	35	13	22	7
LV	40	28	27	33	19	24	17	12	8	9
LT	46	26	40	20	26	16	17	11	13	6
LU	18	43	13	23	22	13	16	13	15	5
HU	63	36	22	31	36	18	11	14	8	7
MT	38	18	24	24	10	21	14	27	26	34
NL	27	31	36	16	22	15	15	13	12	6
AT	48	51	27	32	18	10	16	12	16	12
PL	47	28	23	27	35	27	23	14	10	8
PT	46	35	34	31	13	19	20	18	14	13
RO	53	25	19	38	33	35	21	12	10	10
SI	54	23	32	30	29	29	10	8	15	9
SK	58	38	29	27	19	19	20	19	12	7
FI	61	38	28	30	17	6	19	16	11	8
SE	34	39	37	20	13	12	16	20	10	10

Note : Les réponses «Aucun d'entre eux» et «Ne sait pas» ne sont pas présentées.

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les villes, les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans plusieurs pays, les répondants ruraux sont plus susceptibles que les citadins de croire que la qualité des services publics est un aspect qui doit être amélioré là où ils vivent. Par exemple, en France, 46 % des personnes interrogées dans les zones rurales et dans les villes et banlieues le déclarent, contre 31 % des personnes interrogées dans les villes.

La tendance inverse est observée pour l'aspect de la sécurité et de la sûreté dans les espaces publics. Dans la plupart des pays, la proportion de répondants mentionnant la sécurité et la sûreté dans les lieux publics comme un aspect nécessitant une amélioration de l'endroit où ils vivent est plus élevée parmi les répondants vivant dans les villes que parmi les répondants vivant dans les villes et les banlieues, et dans les zones rurales. Les différences les plus importantes sont observées en Autriche (51 % dans les villes contre 27 % dans les villes et banlieues et 12 % dans les zones rurales) et en France (47 % dans les villes contre 30 % dans les villes et banlieues et 17 % dans les zones rurales).

En outre, dans 18 pays, les citadins sont plus susceptibles que ceux qui vivent dans les villes et les banlieues et ceux qui vivent dans les zones rurales de citer les mesures de lutte contre la pollution atmosphérique comme un aspect à améliorer. Par exemple, en Bulgarie, 41 % des personnes interrogées vivant dans les villes répondent que les mesures visant à lutter contre la pollution atmosphérique doivent être améliorées; cette part est de 20 % dans les villes et banlieues de Bulgarie et de 16 % dans les zones rurales du pays. De même, dans 11 pays, l'accès aux espaces verts et aux parcs est plus souvent mentionné par les citadins que par les répondants vivant dans des zones plus rurales.

D'autre part, le développement économique et les débouchés commerciaux sont généralement plus souvent cités par les répondants ruraux comme un aspect qui doit être amélioré. En Italie, par exemple, 47 % des répondants ruraux le mentionnent, contre 40 % dans les villes et les banlieues et 32 % dans les villes.

Cependant, la tendance inverse est observée en Bulgarie (43% des citadins contre 28%-33% des autres) et en Grèce (30% des citadins contre 25%-18% des autres).

De même, dans la plupart des pays, les répondants ruraux sont plus susceptibles de donner la priorité à la disponibilité d'options de transport public abordables et bien connectées. Les différences les plus importantes sont observées en Belgique (50 % dans les zones rurales contre 39 % dans les villes et banlieues et 34 % dans les villes), en Espagne (47 % contre 42 % et 31 %), en Croatie (45 % contre 29 % et 28 %), en Pologne (45 % contre 30 % et 23 %) et en Hongrie (37 % contre 26 % et 22 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les hommes vivant dans les villes (15 %) sont plus susceptibles que leurs homologues féminines (9 %) de citer la qualité des infrastructures numériques comme un aspect qui doit être amélioré dans leur ville. Inversement, les femmes sont plus susceptibles de donner la priorité à la qualité des services publics (44 % contre 40 % pour les hommes) et à l'accès aux activités culturelles et récréatives (14 % contre 11 % pour les hommes).

L'âge influence également les perceptions des citoyens sur les aspects qui ont le plus besoin d'être améliorés dans leur ville. Les répondants plus âgés sont plus susceptibles de mentionner la qualité des services publics (35 % des 15-24 ans contre 47 % des 55 ans et plus) et les possibilités de développement économique et d'affaires (25 % des 15-24 ans contre 29 à 31 % des groupes d'âge plus âgés). Cependant, les personnes âgées de 55 ans et plus sont moins susceptibles que les jeunes répondants de citer la qualité de l'infrastructure numérique (9 % contre 14 %-15 %) et l'accès aux activités culturelles et récréatives (10 % contre 13 %-16 %). Les répondants âgés de moins de 40 ans mentionnent l'accès aux espaces verts et aux parcs plus souvent que ceux âgés de 40 ans et plus (20 % à 22 % contre 11 % à 14 %).

Les différences par niveau d'éducation ont tendance à être plus mineures. Les répondants des villes qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de citer la sécurité et la sûreté dans les espaces publics comme un aspect qui doit être amélioré par rapport à ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (37 % contre 29 %). Les répondants plus instruits sont également un peu plus susceptibles de donner la priorité aux mesures de lutte contre la pollution atmosphérique que ceux qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans (22 % contre 19 %).

La proportion de personnes interrogées dans les villes qui mentionnent la qualité des infrastructures numériques est la plus faible parmi celles qui ne travaillent pas, par rapport à toutes les autres catégories professionnelles (9 % contre 12 %-16 %). Les mesures de lutte

contre la pollution atmosphérique sont moins souvent mentionnées par les travailleurs manuels (14 %) que par les répondants des autres catégories professionnelles (21 %-23 %).

Les citoyens qui ne font pas confiance à leurs autorités locales sont plus susceptibles que ceux qui le font de mentionner la qualité des services publics (49% contre 38%) et la sécurité et la sûreté dans les espaces publics (41% contre 33%) comme zones à améliorer dans leur ville. Ceux qui ont une image négative de l'UE sont également plus susceptibles de citer la qualité des services publics (47 % contre 41 % de ceux qui ont une image positive de l'UE) et la sécurité et la sûreté du public (49 % contre 30 %); une différence similaire est également observée pour le développement économique et les opportunités commerciales (32 % contre 27 %). À l'inverse, les répondants qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles de donner la priorité aux mesures visant à lutter contre la pollution atmosphérique (25 % contre 16 %-18 %), à l'accès aux activités culturelles et récréatives (15 % contre 10 %-11 %) et à la qualité des infrastructures numériques (15 % contre 10 %) que ceux qui ont une image négative ou neutre de l'UE.

2. Domaines d'investissement prioritaires

2.1. Actions visant à améliorer le caractère abordable des logements

Les répondants ont reçu une liste de mesures visant à améliorer l'abordabilité du logement et ont demandé à chacun s'il apporterait des avantages à l'endroit où ils vivent.

La perspective de l'UE

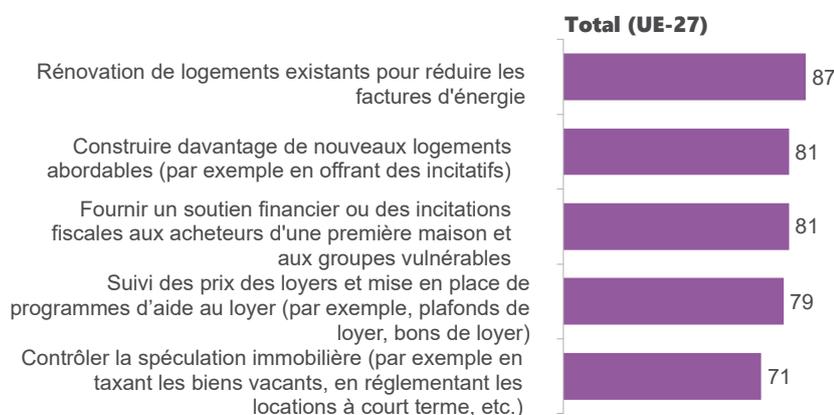
En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, près de neuf répondants sur dix (87 %) pensent que l'endroit où ils vivent bénéficierait «beaucoup» ou «un peu» de la rénovation de logements existants afin de réduire les factures d'énergie. De larges majorités pensent également que l'endroit où elles vivent bénéficierait de la construction d'un plus grand nombre de nouveaux logements abordables (par exemple, en fournissant des incitations) (81 % «bénéficierait beaucoup» ou «bénéficierait quelque peu»), en fournissant un soutien financier ou des incitations fiscales aux acheteurs d'une première maison et aux groupes vulnérables (81 %) ou en surveillant

les prix des loyers et en fournissant des programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer) (79 %).

Environ sept répondants sur dix (71 %) pensent que le contrôle de la spéculation immobilière (par exemple en taxant les propriétés vacantes, en réglementant les locations à court terme ou en plafonnant le nombre de touristes) améliorerait l'abordabilité du logement dans l'endroit où ils vivent.

Q5 Pour améliorer l'abordabilité du logement, dans quelle mesure pensez-vous que l'endroit où vous vivez bénéficierait des mesures suivantes?

% «Bénéficie beaucoup» ou «Bénéficie quelque peu»



(%) Base:n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Vues des citoyens vivant dans les villes

Près de neuf répondants sur dix vivant dans des villes (88 %) pensent que leur ville bénéficierait de la rénovation de logements existants pour réduire les factures d'énergie (43 % «bénéficient beaucoup» et 45 % «bénéficient quelque peu»). Moins d'une personne sur dix (8 %) ne pense pas qu'il y aurait des avantages à construire plus de nouveaux logements abordables.

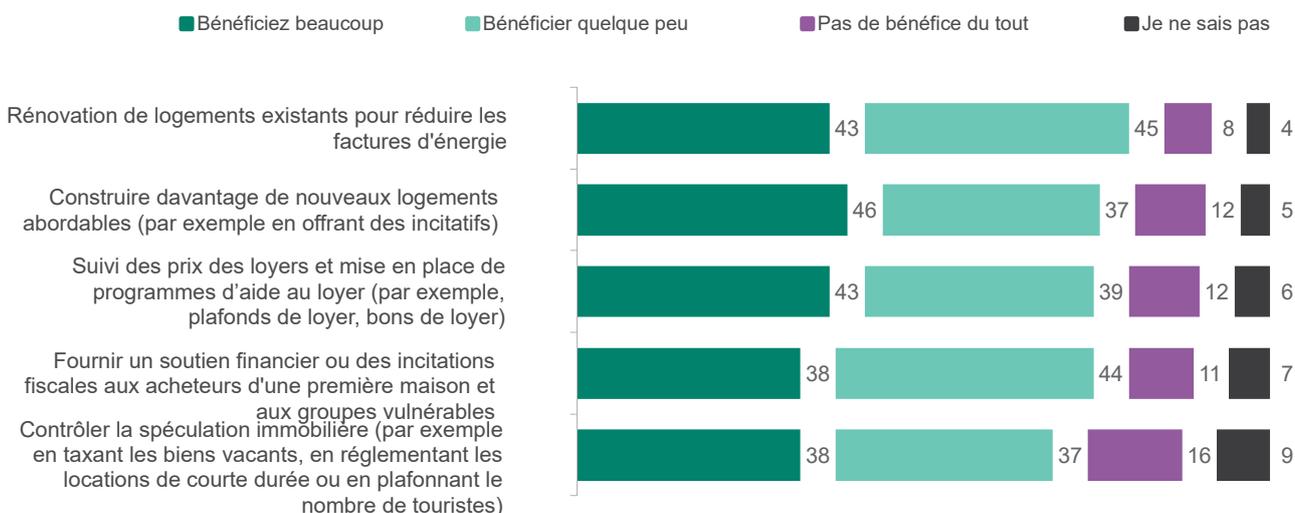
La majorité des répondants dans les villes pensent également que le caractère abordable du logement dans leur ville pourrait être amélioré en construisant davantage de nouveaux logements abordables (par exemple en fournissant des incitations) (46 % «bénéficient beaucoup» et 37 % «un peu»), en surveillant les prix des loyers et en fournissant des programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer) (43 % «bénéficient beaucoup» et 39 % «un peu») et en fournissant un soutien financier ou des incitations fiscales aux primo-accédants et aux groupes vulnérables (38 % «bénéficient beaucoup» et 44 % «bénéficient quelque peu»).

Les trois quarts des citoyens (75 %) pensent que leur ville bénéficierait d'actions visant à

contrôler la spéculation immobilière (par exemple en taxant les biens vacants, en réglementant les locations de courte durée ou en plafonnant le nombre de touristes) (38 % «bénéficient beaucoup» et 37 % «bénéficient quelque peu»).

Q5 Pour améliorer l'abordabilité du logement, dans quelle mesure pensez-vous que l'endroit où vous vivez bénéficierait des mesures suivantes?

Vues des citoyens vivant dans les villes



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

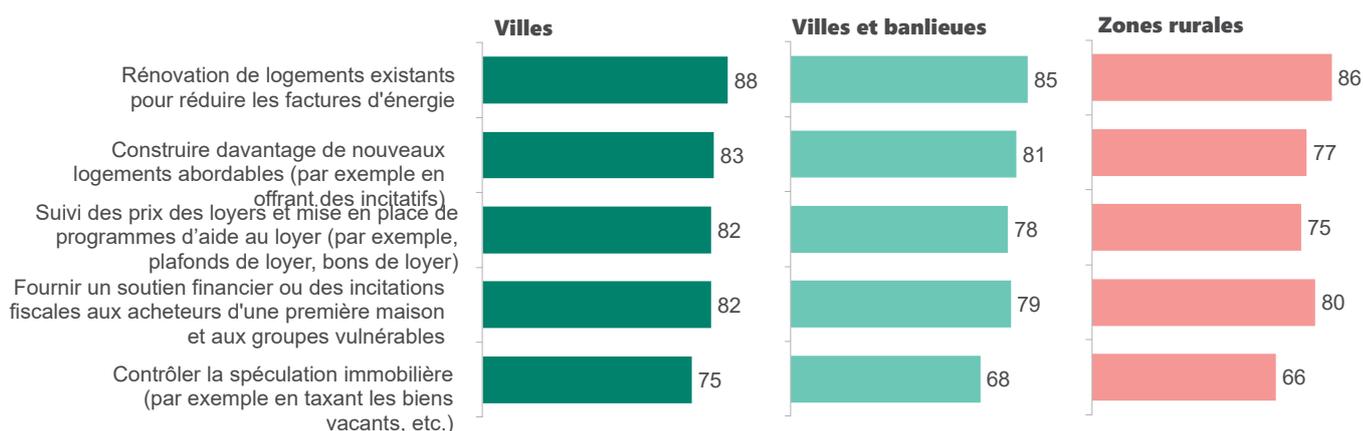
Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Les répondants des villes, des banlieues et des zones rurales ne diffèrent pas beaucoup quant à la part totale des avantages attendus des diverses mesures visant à améliorer l'accessibilité financière là où ils vivent. Par exemple, dans les villes, les banlieues et les zones rurales, environ huit répondants sur dix (79 % à 82 %) s'attendent à bénéficier d'un soutien financier ou d'incitations fiscales pour les primo-accédants et les groupes vulnérables.

Les répondants des villes, cependant, sont plus susceptibles que ceux des villes et des banlieues et des zones rurales de considérer que l'endroit où ils vivent bénéficierait «beaucoup». Par exemple, alors que 46 % des citadins pensent que leur ville bénéficierait beaucoup de la construction de nouveaux logements abordables, ce nombre diminue à 40 % pour les répondants vivant dans les villes et les banlieues et à 34 % pour ceux vivant dans les zones rurales.

Q5 Pour améliorer l'abordabilité du logement, dans quelle mesure pensez-vous que l'endroit où vous vivez bénéficierait des mesures suivantes?

% «Bénéficie beaucoup» ou «Bénéficie quelque peu»



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

La part totale des répondants dans les villes qui s'attendent à bénéficier des différentes mesures visant à améliorer le caractère abordable des logements dans leur ville varie peu d'un État membre à l'autre. Par exemple, entre 79 % des citoyens en Suède et 97 % à Malte pensent que l'accessibilité financière des ménages dans leur ville serait améliorée par la rénovation des logements existants afin de réduire les factures d'énergie.

Toutefois, des différences plus importantes peuvent être observées dans les proportions de citoyens qui pensent que leur ville bénéficierait «beaucoup» des différentes mesures.

Dans 11 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées dans les villes pensent que la rénovation de logements existants pour réduire les factures d'énergie apporterait de nombreux avantages à leur ville. Dans l'ensemble, la proportion de répondants indiquant cela varie de pas plus d'un tiers en Finlande (27 %) et en Allemagne (33 %) à environ deux tiers en Roumanie (65 %) et à Chypre (67 %).

De même, dans 12 États membres, au moins la moitié des répondants vivant dans des villes pensent que leur ville gagnerait beaucoup à construire davantage de nouveaux logements abordables (par exemple en fournissant des incitations), la part la plus élevée étant observée à Chypre (77 %). En comparaison, pas plus d'un tiers d'entre eux déclarent la même chose en France (28 %), en Belgique (34 %), en Estonie et en Italie (35 % dans les deux cas).

À Chypre, 82 % des citoyens pensent que le caractère abordable du logement dans leur ville gagnerait beaucoup à fournir un soutien financier ou des incitations fiscales aux acheteurs d'une première maison et aux groupes vulnérables. Des proportions élevées de répondants donnent également la même réponse au Portugal (64 %), en Croatie (62 %), en Lituanie, en Roumanie et en Slovénie (tous 61 %). En France (22%), au Danemark (24%) et en Allemagne (27%), pas plus d'un quart pensent la même chose.

La part des citoyens qui pensent que le suivi des prix des loyers et la mise en place de programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer) apporteraient de nombreux avantages à leur ville est la plus élevée à Chypre (69 %), au Portugal (62 %), en Slovénie (59 %) et en Roumanie (57 %) et la plus faible en Estonie (28 %) et en Lettonie (33 %).

Le Portugal (58 %), Chypre (53 %), la Slovénie (52 %), l'Espagne (51 %) et la Grèce (50 %) sont les pays dont les parts sont les plus élevées et qui s'attendent à beaucoup d'avantages en contrôlant la spéculation immobilière (par exemple en taxant les biens vacants, en réglementant les locations de courte durée ou en plafonnant le nombre de touristes). En revanche, la Suède (22 %), la Finlande (24 %) et l'Estonie (27 %) ont les parts les plus faibles pour cette mesure.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q5 Pour améliorer l'abordabilité du logement, dans quelle mesure pensez-vous que l'endroit où vous vivez bénéficierait des mesures suivantes? % «Bénéfice un lot» ou «Bénéfice quelque peu»

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Rénovation de logements existants pour réduire les factures d'énergie	Construire davantage de nouveaux logements abordables (par exemple en offrant des incitatifs)	Suivi des prix des loyers et mise en place de programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer)	Fournir un soutien financier ou des incitations fiscales aux acheteurs d'une première maison et aux groupes vulnérables	Contrôler la spéculation immobilière (par exemple en taxant les biens vacants, en réglementant les locations de courte durée ou en plafonnant le nombre de touristes)
UE-27	88	83	82	82	75
BE	85	74	78	78	70
BG	94	80	78	89	80
CZ	86	88	81	84	75
DK	84	80	78	65	62
DE	85	85	78	73	68
EE	93	80	71	84	59
IE	91	90	87	88	81
EL	92	92	92	94	91
ES	89	87	83	88	81
FR	90	74	83	78	76
HR	94	89	90	93	84
IT	84	77	84	90	78
CY	95	95	95	98	88
LV	92	88	75	91	75
LT	89	87	77	90	79
LU	88	83	84	82	83
HU	90	84	82	84	74
MT	97	98	99	99	98
NL	90	90	85	80	76
AT	84	76	80	74	73
PL	88	84	85	81	75
PT	90	89	89	89	87
RO	93	89	84	90	79
SI	92	93	90	91	83
SK	91	87	80	86	78
FI	82	85	80	85	69
SE	79	87	81	71	61

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans la plupart des États membres, les citadins sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les zones rurales de penser que l'endroit où ils vivent gagnerait beaucoup à construire davantage de nouveaux logements abordables (par exemple en fournissant des incitations). Les différences les plus importantes peuvent être observées en Croatie (62 % contre 45 %), en Slovaquie (53 % contre 35 %), en Allemagne (47 % contre 28 %) et au Danemark (40 % contre 24 %).

Dans plusieurs États membres, la même tendance peut être observée pour la rénovation de logements existants afin de réduire les factures d'énergie. Par exemple, en Bulgarie, 62 % des personnes interrogées dans les villes estiment que cette action apporterait de nombreux avantages à l'endroit où elles vivent, contre 41 % de celles vivant dans les zones rurales. De même, en Grèce, 48 % des citadins partagent cette opinion, contre 30 % des répondants dans les zones rurales.

De même, dans de nombreux États membres, les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de répondre que le suivi des prix des loyers et la mise en place de programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer) apporterait de nombreux avantages à l'endroit où ils vivent. Ce clivage urbain/rural est le plus prononcé en Croatie (53 % des personnes interrogées dans les villes le mentionnent, contre 36 % dans les zones rurales), en Autriche (49 % contre 32 %), en Hongrie (41 % contre 24 %) et en Finlande (36 % contre 20 %).

Cette division entre les répondants vivant dans les villes et les zones rurales est également présente dans presque tous les pays pour la mesure du contrôle de la spéculation immobilière (par exemple en taxant les biens vacants, en réglementant les locations de courte durée ou en plafonnant le nombre de touristes). À titre d'exemple, en Tchéquie, 40 % des personnes interrogées dans les villes pensent que cette mesure apporterait de

nombreux avantages à l'endroit où elles vivent, contre 23 % des personnes interrogées vivant dans les zones rurales.

En Grèce (53 % vs 38 %), en Bulgarie (53 % vs 36 %), en Tchéquie (47 % vs 37 %), en Slovaquie (45 % vs 34 %), en Estonie (42 % vs 31 %), en Belgique (33 % vs 21 %), en Suède (30 % vs 21 %) et au Danemark (24 % vs 16 %), les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de mentionner que l'endroit où ils vivent bénéficierait grandement d'un soutien financier ou d'incitations fiscales aux acheteurs d'une première habitation et aux groupes vulnérables. Aux Pays-Bas, cependant, la tendance inverse se dessine: 49 % des personnes interrogées dans les zones rurales le mentionnent, contre 40 % dans les villes et 38 % dans les villes et les banlieues.

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les différences les plus significatives entre les catégories sociodémographiques sont observées dans les proportions de répondants qui estiment que l'endroit où ils vivent bénéficierait «beaucoup» des actions visant à améliorer le caractère abordable des logements énumérées dans l'enquête.

Les femmes vivant dans les villes sont plus susceptibles que les hommes vivant dans les villes de considérer que leur ville gagnerait beaucoup à surveiller les prix des loyers et à fournir des programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer) (48% contre 38%) et à rénover les logements existants pour réduire les factures d'énergie (45% contre 40%).

Plus les répondants sont âgés, plus ils sont susceptibles d'indiquer que la rénovation de logements existants pour réduire les factures d'énergie profiterait à leur ville (37 % des 15-24 ans contre 47 % des 55 ans et plus). Une tendance similaire est observée pour contrôler la spéculation immobilière (citée par 41 % des personnes âgées de 40 ans et plus contre 31 % des personnes âgées de 15 à 24 ans).

Les citoyens qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (41 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (33 %) de répondre que le contrôle de la spéculation immobilière (par exemple en taxant les propriétés vacantes, en réglementant les locations à court terme ou en plafonnant le nombre de touristes) profiterait beaucoup à leur ville.

Enfin, les travailleurs manuels vivant dans les villes (29%) considèrent dans une moindre mesure que les citoyens d'autres catégories d'occupation (38%-40%) que le contrôle de la spéculation immobilière apporterait beaucoup d'avantages à leur ville.

2.2. Renforcer l'économie locale et le marché de l'emploi

On a demandé aux répondants quelles mesures seraient importantes pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans l'endroit où ils vivent.

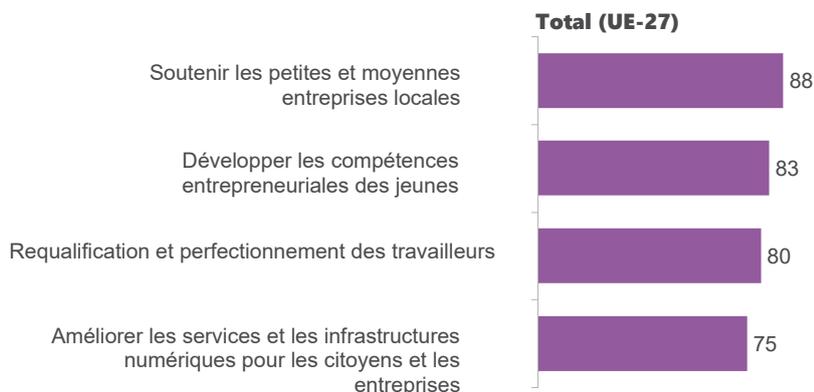
La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 88 % des citoyens répondent que, pour renforcer l'économie locale et le marché du travail là où ils vivent, il sera «très» ou «assez important» de soutenir les petites et moyennes entreprises locales.

Les trois autres actions énumérées dans l'enquête sont également considérées comme importantes par une large majorité; l'action bénéficiant du soutien le plus faible – mais toujours substantiel – (75 % «très» ou «assez important») est l'amélioration des services et infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises (par exemple, l'accès à l'internet à haut débit, le Wi-Fi, les services numériques).

Q4 Pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans l'endroit où vous vivez, dans quelle mesure pensez-vous que les actions suivantes sont importantes?

% «Très important» ou «assez important»



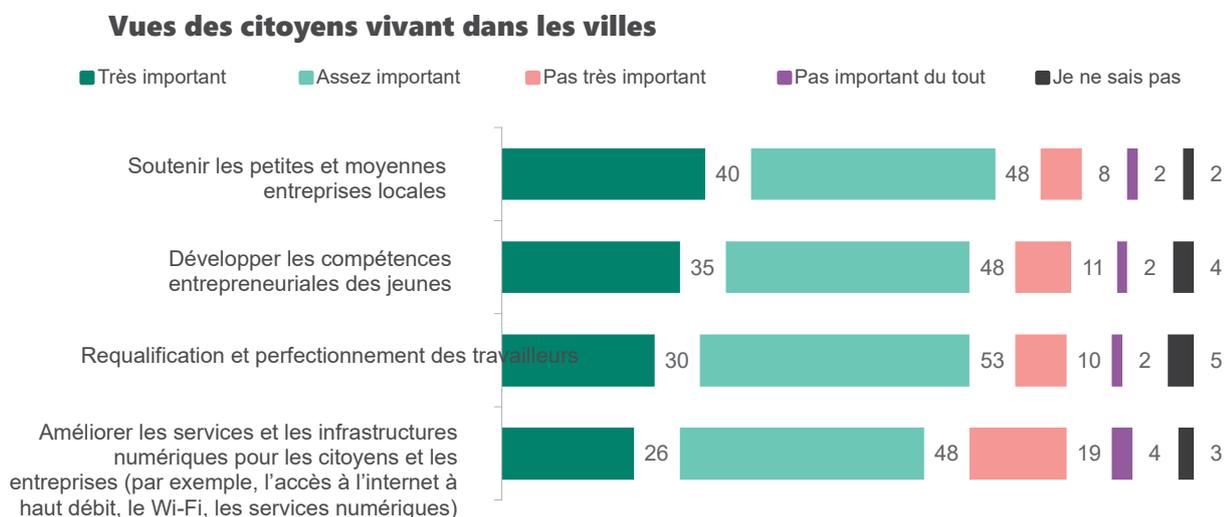
(%) Base:n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Vues des citoyens vivant dans les villes

Toutes les actions répertoriées dans l'enquête bénéficient d'un niveau élevé de soutien parmi les répondants vivant dans les villes. Près de neuf répondants sur dix vivant dans des villes (88 %) estiment que soutenir les petites et moyennes entreprises locales est une action «très» ou «assez importante» pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans leur ville. Des proportions un peu plus faibles estiment qu'il serait important de développer les compétences entrepreneuriales des jeunes (35 % «très important» et 48 % «assez important») ou de requalifier et de renforcer les compétences des travailleurs (30 % «très important» et 53 % «assez important»).

Environ trois quarts des répondants dans les villes (74 %) estiment que l'amélioration des services et des infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises est «très» ou «assez importante» pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans leur ville.

Q4 Pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans l'endroit où vous vivez, à quel point pensez-vous que les actions suivantes sont importantes?



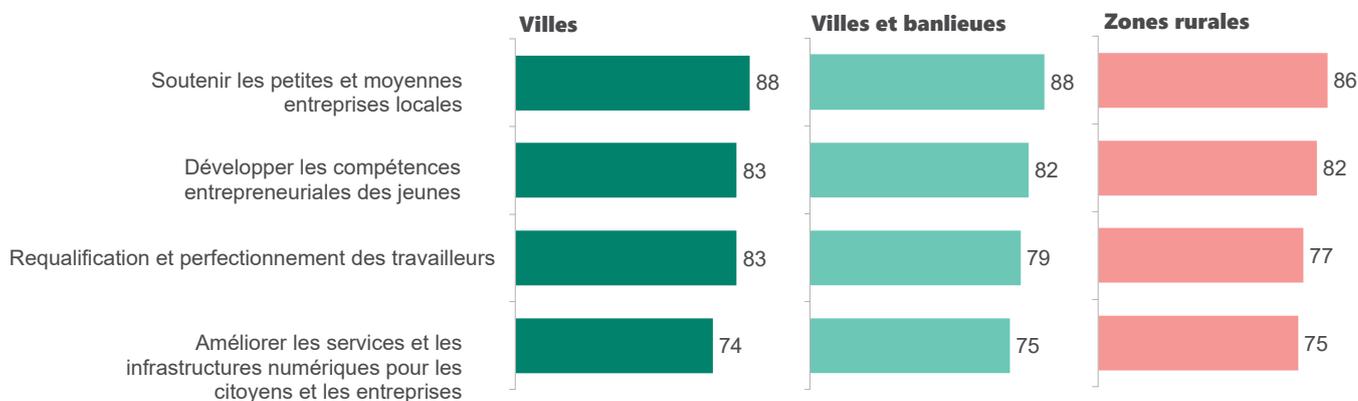
(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Les répondants vivant dans les villes, les banlieues et les zones rurales ne diffèrent pas beaucoup quant à l'importance qu'ils attachent aux différentes actions visant à renforcer l'économie locale et le marché du travail dans le lieu où ils vivent. Par exemple, dans les villes, les banlieues et les zones rurales, un peu plus de huit répondants sur dix (82 % à 83 %) s'attendent à ce qu'il soit important de développer les compétences entrepreneuriales des jeunes. La différence la plus importante est observée en ce qui concerne la reconversion et le perfectionnement professionnels des travailleurs; cette mesure est considérée comme importante par 83 % des répondants vivant dans les villes, contre 77 % dans les zones rurales et 79 % dans les villes et les banlieues.

Q4 Pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans l'endroit où vous vivez, dans quelle mesure pensez-vous que les actions suivantes sont importantes?

% «Très important» ou «assez important»



(%) Base: n= 11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

Une part presque universelle des répondants vivant dans les villes pensent que soutenir les petites et moyennes entreprises locales est une action importante pour renforcer l'économie locale et le marché de l'emploi à Chypre (97 %), à Malte et au Portugal (95 % dans les deux cas), en Bulgarie et en Lettonie (94 % dans les deux cas). En Estonie, en revanche, moins des trois quarts des citoyens choisissent cette réponse (72 %).

De même, la proportion de personnes interrogées dans les villes estimant que le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes est une action importante est la plus élevée à Chypre (96 %), en Bulgarie (94 %), en Croatie et à Malte (93 % dans les deux cas) et au Portugal (92 %). En revanche, cette part est la plus faible aux Pays-Bas (70 %) et au Danemark (71 %).

La reconversion et le perfectionnement professionnels des travailleurs sont les plus susceptibles d'être considérés comme importants à Chypre (95 %), à Malte (94 %), en Bulgarie et en Roumanie (92 % dans les deux cas), au Portugal (91 %) et en Italie (90 %). Au Danemark (63 %), aux Pays-Bas (72 %) et en Suède (74 %), moins des trois quarts des citoyens donnent cette réponse.

Les mesures visant à améliorer les services et les infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises varient davantage d'un pays à l'autre (par exemple, l'accès à l'internet à haut débit, le Wi-Fi et les services numériques), ce qui est considéré comme important par au moins huit répondants sur dix vivant dans des villes à Malte (92 %), en Grèce (84 %), en Irlande (83 %), en Bulgarie et en Roumanie (82 % dans les deux cas) et en Espagne (80 %), mais par moins de six résidents urbains sur dix au Danemark (49 %) et aux Pays-Bas (58 %).

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q4 Pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans l'endroit où vous vivez, à quel point pensez-vous que les actions suivantes sont importantes? % «Très important» ou «assez important»

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Soutenir les petites et moyennes entreprises locales	Développer les compétences entrepreneuriales des jeunes	Requalification et perfectionnement des travailleurs	Améliorer les services et les infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises (par exemple, l'accès à l'internet à haut débit, le Wi-Fi, les services numériques)
UE-27	88	83	83	74
BE	86	76	79	67
BG	94	94	92	82
CZ	84	76	78	65
DK	79	71	63	49
DE	88	80	79	79
EE	72	84	83	66
IE	91	91	87	83
EL	93	91	87	84
ES	92	89	87	80
FR	85	79	79	67
HR	90	93	85	74
IT	92	91	90	79
CY	97	96	95	78
LV	94	90	87	73
LT	84	89	87	73
LU	93	81	80	74
HU	86	87	84	78
MT	95	93	94	92
NL	79	70	72	58
AT	88	84	84	66
PL	87	86	82	74
PT	95	92	91	76
RO	93	91	92	82
SI	91	88	88	76
SK	88	87	81	67
FI	84	78	86	68
SE	80	74	74	65

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Bien que la perception des actions visant à renforcer l'économie locale et le marché du travail soit assez similaire pour les répondants vivant dans les villes, les banlieues et les zones rurales au niveau de l'UE, certaines différences peuvent être observées dans certains pays.

Le soutien aux petites et moyennes entreprises locales est une action qui est plus susceptible d'être jugée importante par les répondants dans les villes que par les répondants dans les zones rurales en Bulgarie (94 % contre 90 %), en Grèce (93 % contre 86 %), en Italie (92 % contre 86 %), en Belgique (86 % contre 78 %) et en France (85 % contre 79 %). Le contraire est observé en Estonie, 80 % des personnes interrogées dans les zones rurales l'ayant signalé, contre 72 % des personnes interrogées dans les villes.

Les citoyens sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les zones rurales de trouver que le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes est important pour leur économie locale en Grèce (91 % contre 85 %), en Lettonie (90 % contre 83 %), en Slovaquie (87 % contre 81 %) et en France (79 % contre 72 %). Cette tendance est inversée en Estonie (90 % des répondants dans les zones rurales contre 84 % des citoyens), en Finlande (87 % contre 78 %) et aux Pays-Bas (79 % contre 70 %).

En Autriche (84 % contre 68 %-74 %), en Allemagne (79 % contre 66 %-73 %), en France (79 % contre 67 %-74 %) et en Belgique (79 % contre 67 %-73 %), les répondants des villes sont plus susceptibles que ceux des villes et banlieues et des zones rurales de considérer la reconversion et le perfectionnement professionnels des travailleurs comme une action importante pour renforcer leur économie locale.

Dans plusieurs pays, les répondants vivant dans les zones rurales sont plus susceptibles que ceux vivant dans les villes de répondre que l'amélioration des services et infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises

(par exemple, l'accès à l'internet à haut débit, le Wi-Fi, les services numériques) est importante pour renforcer l'économie locale. C'est le cas en Irlande (93 % contre 83 %), en Croatie (85 % contre 75 %), au Portugal (85 % contre 76 %), en Pologne (83 % contre 73 %), en Estonie (78 % contre 66 %), en Autriche (75 % contre 66 %) et aux Pays-Bas (69 % contre 58 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les citoyens de différents âges perçoivent différemment certaines des actions visant à renforcer l'économie locale de leur ville. Par exemple, les citoyens âgés de 40 ans et plus sont un peu plus susceptibles que leurs homologues plus jeunes de trouver important de soutenir les petites et moyennes entreprises locales (90 % à 91 % contre 85 %).

L'éducation est également un facteur pertinent dans la façon dont les répondants dans les villes perçoivent certaines de ces actions. Les répondants des villes qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins sont moins susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études à un âge plus avancé de penser qu'il est important de soutenir les entreprises locales et de taille moyenne (81 % contre 89 % à 90 %); ils sont également moins susceptibles de penser la même chose en ce qui concerne la reconversion et le perfectionnement professionnels des travailleurs (78 % contre 83 % à 84 %).

Les répondants indépendants vivant dans les villes (88%) sont plus susceptibles que les travailleurs manuels vivant dans les villes (81%) de penser qu'il est important de développer les compétences entrepreneuriales des jeunes pour renforcer leur économie locale et leur marché du travail. La tendance inverse se dessine en ce qui concerne l'amélioration des services et des infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises, qui est plus susceptible d'être considérée comme importante par les employés et les travailleurs manuels vivant dans les villes (76 % dans les deux cas) que par les travailleurs indépendants interrogés vivant dans les villes (70 %).

Les citoyens qui font confiance à leurs autorités locales ou qui ont une image positive de l'UE sont généralement plus susceptibles de trouver importantes toutes les actions énumérées pour renforcer l'économie du lieu où ils vivent.

2.3. Actions visant à renforcer l'inclusion sociale

Il a été demandé aux répondants quels domaines d'investissement sur neuf devraient être prioritaires pour renforcer l'inclusion sociale dans leur lieu de vie.

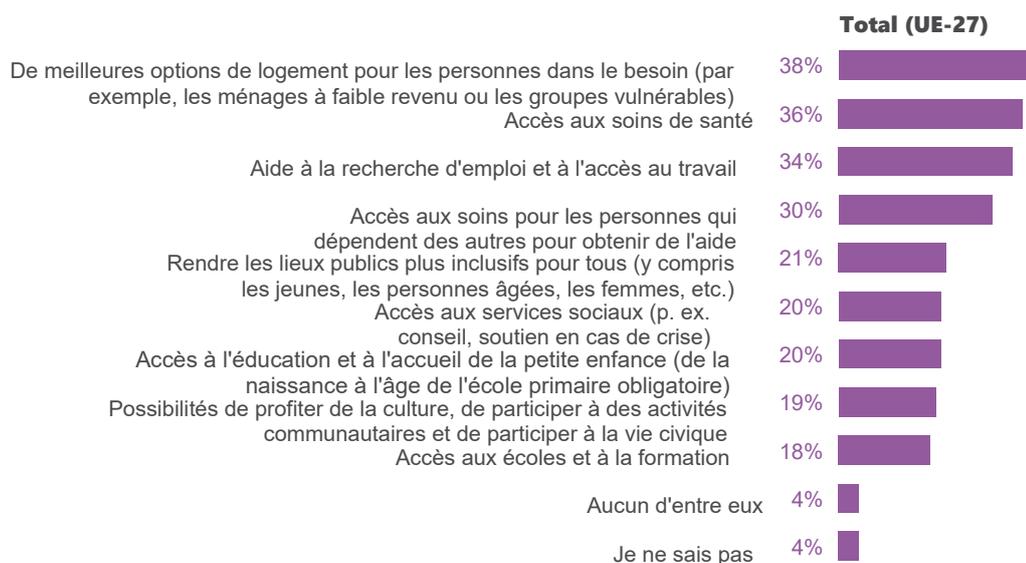
La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 38 % des citoyens choisissent de meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables), 36 % ont accès aux soins de santé et 34 % aident à trouver un emploi et l'accès au travail en tant que domaines d'investissement pour renforcer l'inclusion sociale là où ils vivent. Trois répondants sur dix dans l'ensemble de l'UE (30 %) citent l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent de l'aide d'autrui comme une mesure à privilégier dans leur lieu de vie.

Moins de répondants mentionnent: rendre les lieux publics plus inclusifs pour tous (y compris les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ) (21 %), l'accès aux services sociaux

(par exemple, conseils, soutien en cas de crise) (20 %), l'accès à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (de la naissance à l'âge de l'école primaire obligatoire) (20 %), les possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de participer à la vie civique (19 %), l'accès à l'école et à la formation (18 %).

Q6 Pour renforcer l'inclusion sociale dans l'endroit où vous vivez, quels sont, selon vous, les domaines d'investissement qui devraient être prioritaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses de MULTIPLE]



(%) Base:n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

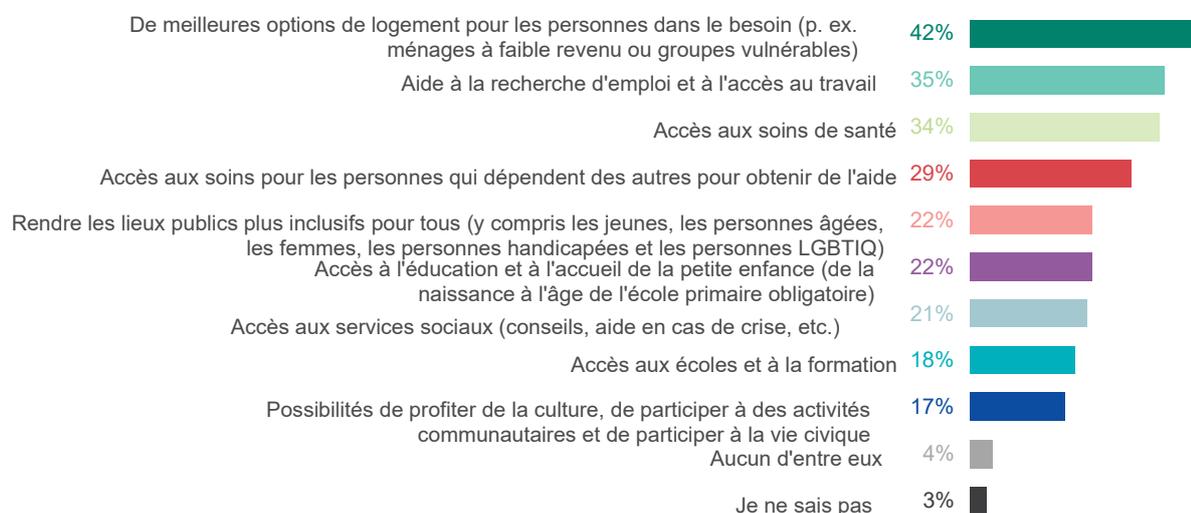
Vues des citoyens vivant dans les villes

Le domaine d'investissement visant à renforcer l'inclusion sociale choisi le plus par les répondants vivant dans les villes est celui des meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (42 %). Viennent ensuite l'aide à la recherche d'emploi et à l'accès au travail (35 %) et l'accès aux soins de santé (34 %), mentionnés chacun par environ un tiers des résidents de la ville, et l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide, cités par environ trois sur dix (29 %).

Rendre les lieux publics plus inclusifs pour tous (y compris les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ) (22 %), l'accès à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (de la naissance à l'âge de la scolarité primaire obligatoire) (22 %), l'accès aux services sociaux (par exemple, conseils, soutien en cas de crise) (21 %) et l'accès aux écoles et à la formation (18 %) sont cités par environ un habitant de la ville sur cinq. Enfin, 17 % considèrent les possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de participer à la vie civique comme un domaine d'investissement prioritaire.

Q6 Pour renforcer l'inclusion sociale dans l'endroit où vous vivez, quels sont, selon vous, les domaines d'investissement qui devraient être prioritaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes

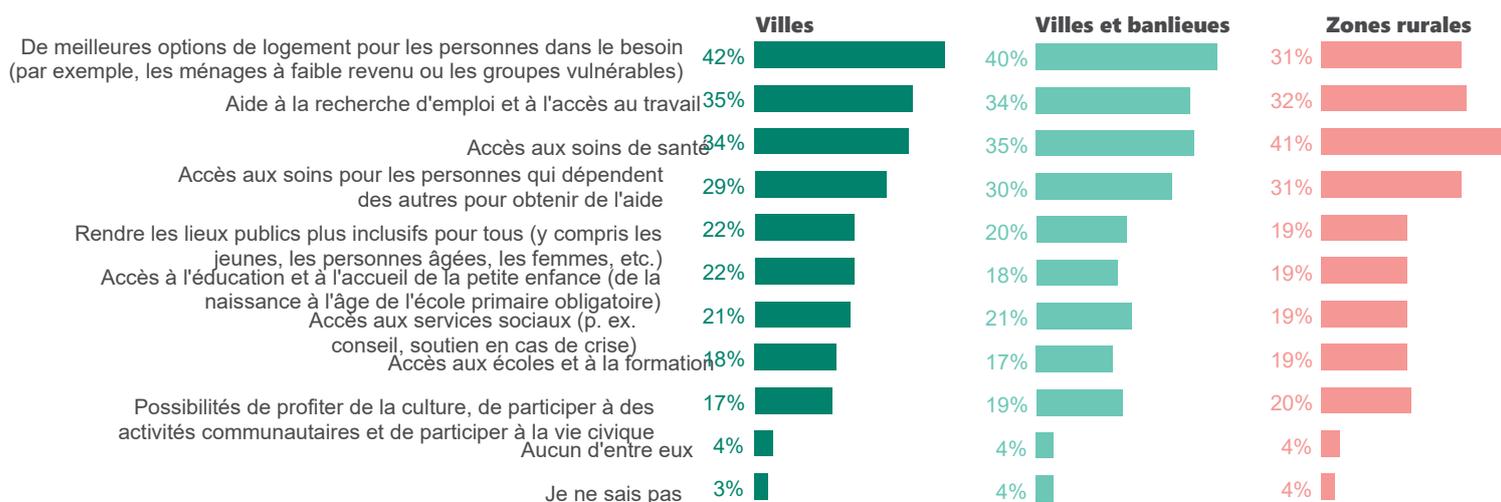


Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Une proportion plus élevée de personnes interrogées vivant dans les villes (42 %) et dans les villes et banlieues (40 %) mentionnent de meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin comme domaine d'investissement, par rapport à celles vivant dans les zones rurales (31 %). En revanche, les répondants des zones rurales (41 %) sont plus susceptibles que ceux des villes (34 %) et des villes et banlieues (35 %) de citer l'accès aux soins de santé comme un domaine d'investissement pour renforcer l'inclusion sociale là où ils vivent.

Q6 Pour renforcer l'inclusion sociale dans l'endroit où vous vivez, quels sont, selon vous, les domaines d'investissement qui devraient être prioritaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones.
[Réponses multiples]



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

Dans 16 États membres, de meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables) constituent le domaine d'investissement (conjoint) le mieux classé pour renforcer l'inclusion sociale des répondants vivant dans les villes. À Chypre (64 %), en Croatie (55 %), en Irlande (54 %), aux Pays-Bas (53 %), en Hongrie et au Luxembourg (52 % dans les deux cas), au Portugal et en Espagne (51 % dans les deux cas), la majorité des citoyens citent ce domaine d'investissement. En comparaison, environ un tiers donne la même réponse en Roumanie (32 %), en Autriche et en Bulgarie (34 % dans les deux cas).

L'aide à la recherche d'emploi et à l'accès au travail se classe au premier rang en Italie (45 %), en Bulgarie et en Roumanie (44 % dans les deux cas). En Espagne (48 %), à Chypre (44 %), en Croatie (41 %) et en Grèce (40 %), au moins quatre répondants sur dix vivant dans des villes considèrent la recherche d'un emploi et l'accès au travail comme un domaine d'investissement prioritaire (bien que ce domaine ne soit pas le mieux classé dans ces pays). Toutefois, pas plus d'un quart d'entre eux déclarent la même chose à Malte et en Autriche (22 % dans les deux cas), aux Pays-Bas (23 %), en Allemagne et en Slovaquie (24 % dans les deux cas) et en Lituanie (25 %).

L'accès aux soins de santé est le domaine d'investissement (conjoint) le plus mentionné dans neuf États membres. Néanmoins, la Hongrie (63%) est le seul pays où plus de la moitié des répondants vivant dans les villes mentionnent ce domaine. Dans les autres États membres, la proportion de ceux qui choisissent cette zone varie de moins d'un sur cinq à Malte (12 %), au Luxembourg (13 %) et aux Pays-Bas (17 %) à près de la moitié en Finlande (47 %).

La proportion de répondants choisissant l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent d'autres personnes comme domaine d'investissement prioritaire varie entre environ un citoyen sur cinq au Luxembourg (20 %) et en Suède (21 %) et environ quatre sur dix à

Chypre et en Croatie (39 % dans les deux cas), en Finlande (40 %) et en Slovénie (41 %).

À Malte, environ un tiers des personnes interrogées dans les villes (34 %) estiment que rendre les espaces publics plus inclusifs pour tous (y compris les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ) est un domaine d'investissement prioritaire pour renforcer l'inclusion sociale dans leur ville. En revanche, moins de la moitié des répondants choisissent cette réponse en Tchéquie (12 %), en Hongrie (13 %), au Danemark (15 %), en Estonie et en Slovénie (16 % dans les deux cas).

En Bulgarie (32 %), à Malte (31 %), en Grèce et en Roumanie (28 %), environ trois répondants sur dix dans les villes estiment que l'accès à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (de la naissance à l'âge de la scolarité primaire obligatoire) est un domaine d'investissement prioritaire. Pas plus d'un répondant sur sept pense la même chose en Hongrie (12 %), au Danemark (13 %) et en Slovénie (14 %).

La Finlande (36 %) est le pays où la proportion de personnes choisissant l'accès aux services sociaux est la plus élevée (par exemple, conseils, soutien en cas de crise). En revanche, pas plus d'un citoyen sur sept pense la même chose à Chypre (14 %), en France et en Suède (15 % dans les deux cas).

Dans tous les États membres, moins de trois répondants sur dix vivant dans des villes mentionnent l'accès à l'école et à la formation comme un domaine d'investissement prioritaire (de 12 % aux Pays-Bas et en Espagne à 29 % en Roumanie).

Les possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de participer à la vie civique sont les plus élevées à Malte, près de quatre répondants sur dix dans les villes (38%) citant ce domaine d'investissement. Dans les autres États membres, la proportion de citoyens choisissant cette réponse varie de 11 % en Tchéquie et en Hongrie à 25 % en Suède.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q6 Pour renforcer l'inclusion sociale dans l'endroit où vous vivez, quels sont, selon vous, les domaines d'investissement qui devraient être prioritaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes

	De meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables)	Aide à la recherche d'emploi et à l'accès au travail	Accès aux soins de santé	Accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide	Rendre les lieux publics plus inclusifs pour tous (y compris les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ)	Accès à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (de la naissance à l'âge de l'école primaire obligatoire)	Accès aux services sociaux (conseils, aide en cas de crise, etc.)	Accès aux écoles et à la formation	Possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de participer à la vie civique
UE-27	42	35	34	29	22	22	21	18	17
BE	40	31	29	25	19	21	20	16	17
BG	34	44	42	30	21	32	25	23	14
CZ	38	31	37	34	12	19	18	22	11
DK	38	29	26	32	15	13	23	18	15
DE	43	24	27	31	26	22	21	25	16
EE	42	37	42	38	16	24	21	20	17
IE	54	27	39	27	26	22	27	17	23
EL	45	40	30	30	28	28	20	17	23
ES	51	48	28	27	23	20	24	12	16
FR	35	30	40	25	21	23	15	19	16
HR	55	41	39	39	21	19	26	19	13
IT	36	45	39	25	25	23	19	18	21
CY	64	44	27	39	20	27	14	16	23
LV	35	27	45	36	22	24	21	13	14
LT	38	25	44	33	20	21	27	18	17
LU	52	34	13	20	17	22	21	19	23
HU	52	36	63	28	13	12	21	24	11
MT	36	22	12	24	34	31	26	13	38
NL	53	23	17	28	25	16	24	12	20
AT	34	22	36	34	21	26	22	23	16
PL	41	33	45	34	18	20	25	15	14
PT	51	37	39	33	19	24	23	16	20
RO	32	44	41	27	20	28	22	29	17
SI	44	26	44	41	16	14	30	14	15
SK	48	24	43	38	18	26	28	16	15
FI	42	31	47	40	17	18	36	14	15
SE	39	38	24	21	23	16	15	17	25

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans la plupart des États membres, de meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables) sont plus susceptibles d'être mentionnées comme un domaine d'investissement prioritaire pour renforcer l'inclusion sociale dans le lieu où elles vivent par les répondants vivant dans les villes que par les répondants vivant dans les zones rurales. Les différences les plus importantes sont observées en Grèce (45 % dans les villes contre 29 % dans les zones rurales) et en Allemagne (43 % contre 27 %). La tendance inverse est observée en Slovaquie, où les répondants vivant dans les zones rurales (54 %) sont plus susceptibles de choisir cette zone que ceux vivant dans les villes (44 %).

L'accès aux soins de santé est plus susceptible d'être mentionné comme un domaine d'investissement prioritaire par les répondants vivant dans les villes et les banlieues et dans les zones rurales que par les répondants vivant dans les villes de Tchéquie (44 % à 46 % contre 37 %), d'Allemagne (33 % à 40 % contre 27 %) et de Suède (31 % à 32 % contre 24 %). En France, les personnes interrogées vivant dans les zones rurales (52 %) sont plus enclines à mentionner ce domaine d'investissement que celles vivant dans les villes et banlieues (45 %) et dans les villes (40 %). Dans quelques pays, une image différente se dégage, les citadins étant plus susceptibles que les ruraux de choisir cette réponse. C'est le cas, par exemple, en Hongrie (63 % des répondants dans les villes et 58 % dans les villes de banlieue le mentionnent contre 38 % des répondants dans les zones rurales), en Bulgarie (42 % dans les villes, 29 % dans les villes de banlieue et 23 % dans les zones rurales) et en Grèce (30 % dans les villes, 20 % dans les banlieues et 18 % dans les zones rurales).

Dans plusieurs pays, les répondants des villes, des banlieues et des zones rurales ont une perception différente de la question de savoir si l'aide à la recherche d'emploi et à l'accès au

travail devrait être considérée comme un domaine d'investissement prioritaire. En Bulgarie (44% contre 32%), en Grèce (40% contre 30%), au Portugal (37% contre 29%), en Allemagne (24% contre 18%) et aux Pays-Bas (23% contre 16%), les citadins sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les zones rurales de penser cela. Toutefois, l'inverse s'applique à la Hongrie (48 % dans les zones rurales contre 36 % dans les villes), à la Lituanie (39 % contre 25 %), à la Slovaquie (39 % contre 24 %), à la Lettonie (38 % contre 27 %) et à la Slovaquie (35 % contre 27 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les femmes vivant dans les villes sont plus susceptibles que les hommes vivant dans les villes de mentionner de meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables) (44 % contre 40 %), l'accès aux soins de santé (37 % contre 31 %) et l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide (32 % contre 26 %) en tant que domaine d'investissement visant à renforcer l'inclusion sociale dans leur ville. La tendance inverse se dégage pour les occasions de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de prendre part à la vie civique, ce qui est un peu plus susceptible d'être mentionné par les hommes vivant dans les villes (19%) que par les femmes vivant dans les villes (15%).

Les citoyens âgés de 40 ans et plus sont plus susceptibles que leurs homologues plus jeunes de choisir l'accès aux soins de santé (35%-38% vs 28%-30%) et l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide (28%-37% vs 20%-22%) comme domaines d'investissement. D'autre part, les répondants vivant dans des villes de moins de 40 ans sont plus susceptibles que les répondants plus âgés de mentionner des possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de prendre part à la vie civique (22 % - 23 % contre 14 %) et à l'accès à l'école et à la formation (22 % - 26 % contre 14 % - 18 %).

La proportion de citoyens qui mentionnent l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide est plus élevée chez les répondants qui ont terminé leurs études âgés de 15 ans ou moins (40 %) que chez les répondants plus instruits (28 %-30 %).

Les répondants vivant dans des villes qui ne travaillent pas (47 %) sont plus susceptibles que les répondants des villes d'autres catégories professionnelles (35 % à 41 %)

d'envisager de meilleures options de logement pour les personnes qui ont besoin d'un domaine d'investissement prioritaire. Ils sont également plus susceptibles que les employés et les travailleurs manuels vivant dans les villes de mentionner l'accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide (33 % contre 25 %-27 %). L'accès aux soins de santé est moins souvent mentionné par les travailleurs manuels vivant dans les villes (25 %) que par les personnes interrogées dans les villes appartenant à d'autres catégories professionnelles (34 % à 36 %).

Les citoyens qui ont une image négative de l'UE sont plus susceptibles que ceux qui ont une image positive de considérer l'accès aux soins de santé comme un domaine d'investissement prioritaire (41% contre 32%-33%). Cependant, ils sont moins susceptibles de citer le fait de rendre les lieux publics plus inclusifs pour tous (16 % contre 26 %), l'accès aux services sociaux (18 % contre 24 %) et les possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de participer à la vie civique (13 % contre 20 %).

2.4. Investissements dans l'amélioration de la mobilité

pour voitures électriques (18 %) ou des zones exemptes de voitures (16 %).

On a demandé aux répondants dans quels domaines les investissements sont les plus nécessaires pour améliorer la mobilité dans leur lieu de résidence. Une liste de sept mesures leur a été fournie.

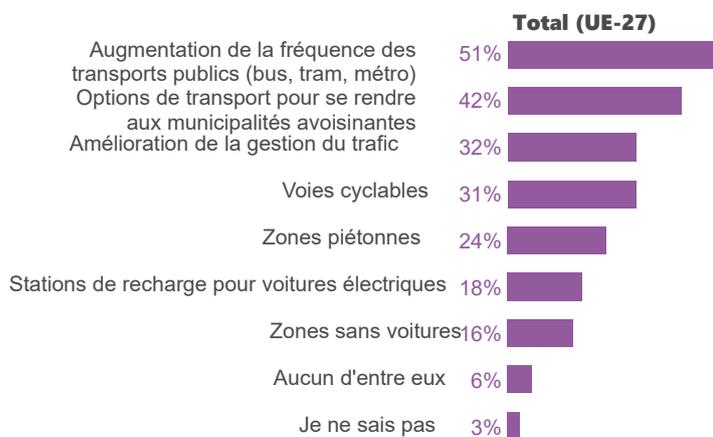
La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, environ la moitié des citoyens (51 %) choisissent l'augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tramway, métro) comme domaine d'investissement pour améliorer la mobilité là où ils vivent. Un peu plus de quatre sur dix (42 %) disent la même chose des options de transport pour se rendre aux municipalités environnantes. Les améliorations de la gestion du trafic (32 %) et des pistes cyclables (31 %) sont sélectionnées par un peu plus de trois répondants sur dix dans l'ensemble de l'UE.

Environ un quart des répondants (24%) citent les zones piétonnes comme un domaine d'investissement pour améliorer la mobilité dans leur ville.

Moins d'un répondant sur cinq dans l'ensemble de l'UE mentionne des bornes de recharge

Q9 Pour améliorer la mobilité dans l'endroit où vous vivez, dans quels domaines pensez-vous que les investissements sont les plus nécessaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses multiples]



(%) Base:n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Vues des citoyens vivant dans les villes

L'augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tramway, métro) est la zone la plus mentionnée par les répondants vivant dans les villes (51 %). Viennent ensuite les options de transport pour se rendre dans les municipalités avoisinantes (38 %) et l'amélioration de la gestion du trafic (38 %).

Les pistes cyclables (29%) et les zones piétonnes (27%) sont mentionnées par plus d'un quart des répondants vivant dans les villes. Moins de répondants choisissent les zones sans voitures (20%) et les bornes de recharge pour voitures électriques (18%) comme domaines d'investissement pour améliorer la mobilité dans leur ville.

Q9 Pour améliorer la mobilité dans l'endroit où vous vivez, dans quels domaines pensez-vous que les investissements sont les plus nécessaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes

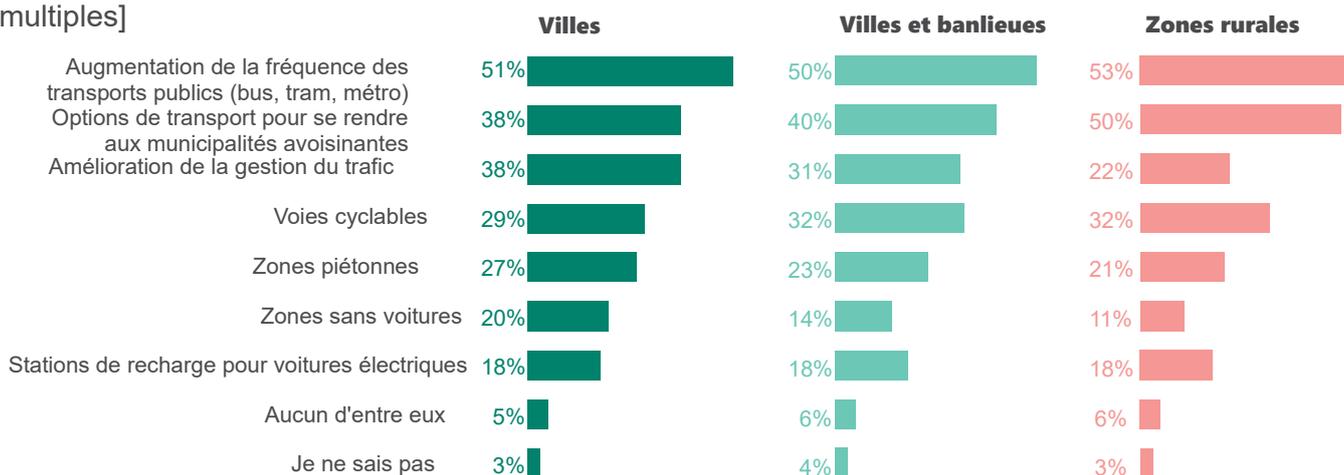


(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Les répondants vivant dans les zones rurales (50 %) sont plus susceptibles de mentionner que les investissements sont les plus nécessaires dans les options de transport pour se rendre dans les municipalités environnantes, par rapport à ceux vivant dans les villes et les banlieues (40 %) ou les villes (38 %). Inversement, les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les villes et les banlieues et dans les zones rurales de mentionner comme domaines d'investissement prioritaires: amélioration de la gestion du trafic (38 % contre 22 %-31 %), des zones piétonnes (27 % contre 21 %-23 %) et des zones sans voitures (20 % contre 11 %-14 %).

Q9 Pour améliorer la mobilité dans l'endroit où vous vivez, dans quels domaines pensez-vous que les investissements sont les plus nécessaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses multiples]



(%) Base: n=11 998 – **Répondants vivant en ville** / n=11 882 – **Villes et banlieues** / n=7 975 – **Zones rurales**

Résultats par pays axés sur les villes

Dans 23 États membres, la plus grande partie des citoyens mentionnent l'augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tramway, métro) comme un domaine dans lequel les investissements sont les plus nécessaires pour améliorer la mobilité dans leur ville. Au Portugal (63 %), en Croatie (62 %), en Irlande (61 %), en Grèce et en Italie (60 % dans les deux cas), au moins six répondants sur dix vivant dans des villes choisissent cette réponse, contre moins de quatre répondants sur dix au Luxembourg (34 %) et en Tchéquie (37 %).

Environ la moitié des personnes interrogées vivant dans des villes mentionnent des options de transport pour se rendre aux municipalités environnantes de Chypre (50 %) et d'Espagne (48 %); cette part tombe à moins de trois sur dix aux Pays-Bas (23 %), au Danemark (26 %) et en Suède (28 %).

L'amélioration de la gestion du trafic est la réponse la plus importante en Bulgarie (55 %), au Luxembourg (52 %), en Roumanie (48 %) et en Lituanie (47 %). Cette réponse est également sélectionnée par au moins la moitié des résidents des villes de Chypre (55 %), de Croatie (53 %), d'Irlande (51 %) et d'Italie (50 %). À titre de comparaison, moins de trois répondants sur dix dans les villes de Pologne et de Suède (26 % dans les deux cas), du Danemark (27 %), de Lettonie (28 %) et de Slovaquie (29 %) choisissent cette réponse.

Environ quatre citoyens sur dix en Slovénie (39%) indiquent que, pour améliorer la mobilité dans leur ville, les investissements sont les plus nécessaires pour créer davantage de pistes cyclables, tandis qu'environ la moitié d'entre eux déclarent la même chose au Portugal et en Espagne (21%) et en Irlande (22%).

En Estonie (41 %) et à Chypre (40 %), environ quatre répondants sur dix vivant dans des villes mentionnent les zones piétonnières comme un domaine d'investissement le plus nécessaire. L'Autriche (18 %), le Luxembourg (19 %), la Belgique et Malte (20 % dans les deux cas), l'Allemagne et les Pays-Bas (21 % dans les deux cas) sont les pays où la proportion de

répondants ayant répondu à cette question est la plus faible.

Dans l'ensemble des États membres, moins d'un tiers des répondants vivant dans les villes citent les bornes de recharge pour voitures électriques (de 14 % en Lituanie à 32 % en Croatie et en Slovaquie) et moins d'un quart choisissent des zones sans voiture (de 7 % en Estonie à 24 % au Luxembourg et à Malte) comme zones dans lesquelles des investissements sont nécessaires pour améliorer la mobilité dans leur ville.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q9 Pour améliorer la mobilité dans l'endroit où vous vivez, dans quels domaines pensez-vous que les investissements sont les plus nécessaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tram, métro)	Options de transport pour se rendre aux municipalités avoisinantes	Amélioration de la gestion du trafic	Voies cyclables	Zones piétonnes	Zones sans voitures	Stations de recharge pour voitures électriques
UE-27	51	38	38	29	27	20	18
BE	48	31	42	37	20	18	13
BG	54	38	55	26	37	29	15
CZ	37	33	30	29	29	29	9
DK	41	26	27	34	23	17	18
DE	50	33	38	34	21	18	19
EE	48	34	47	31	41	21	7
IE	61	42	51	22	30	19	21
EL	60	44	47	25	35	31	20
ES	59	48	31	21	28	19	21
FR	47	40	38	29	25	15	20
HR	62	37	53	32	35	32	10
IT	60	37	50	29	29	19	17
CY	59	50	55	36	40	16	10
LV	45	31	28	23	34	24	13
LT	46	41	47	28	31	14	11
LU	34	31	52	33	19	22	24
HU	53	39	33	32	29	28	14
MT	52	45	39	30	20	26	24
NL	42	23	31	31	21	20	15
AT	47	33	42	24	18	25	18
PL	45	43	26	34	28	23	16
PT	63	36	46	21	32	22	17
RO	46	34	48	33	35	28	18
SI	54	32	40	39	24	22	15
SK	48	38	29	36	37	32	8
FI	46	37	30	29	29	21	16
SE	43	28	26	30	29	20	21

Les réponses «Aucun d'entre eux» et «Ne sait pas» ne sont pas présentées.

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans la plupart des pays, une tendance claire se dégage, les répondants vivant dans les zones rurales étant plus susceptibles que ceux vivant dans les villes ou dans les villes et les banlieues de croire que, pour améliorer la mobilité dans le lieu où ils vivent, des investissements sont nécessaires dans les options de transport pour se rendre aux municipalités environnantes. Cette tendance est plus prononcée en France (57% contre 40%-48%), en Belgique (51% contre 29%-31%), en Croatie (57% contre 37%-42%) et en Roumanie (57% contre 34%-46%).

La plupart des pays affichent une tendance plus élevée pour les répondants vivant dans les villes à mentionner l'amélioration de la gestion du trafic comme un domaine d'investissement prioritaire, par rapport à ceux vivant dans des zones plus rurales. La différence dans la proportion de répondants mentionnant cette zone est d'au moins 20 points de pourcentage par rapport aux habitants des villes par rapport aux habitants des zones rurales en Croatie (53 % dans les villes contre 28 % dans les zones rurales), en Italie (50 % contre 21 %), en Roumanie (48 % contre 27 %), en Lituanie (47 % contre 21 %), en Estonie (47 % contre 26 %), au Portugal (46 % contre 22 %), en Belgique (42 % contre 21 %), en France (38 % contre 17 %) et en Hongrie (33 % contre 12 %).

D'autres différences importantes entre les niveaux d'urbanisation peuvent être observées dans certains pays en ce qui concerne les domaines suivants: zones piétonnes et zones sans voitures. Par exemple, en Allemagne, les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de mentionner les zones piétonnes (21 % contre 6 %) et les zones sans voiture (18 % contre 7 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les femmes vivant dans les villes (41%) sont plus susceptibles que leurs homologues masculins dans les villes (34%) de répondre que les options de transport pour se rendre aux municipalités environnantes sont un domaine d'investissement prioritaire pour améliorer la mobilité dans leur ville. Inversement, les hommes vivant dans les villes sont plus enclins à mentionner les pistes cyclables (31% contre 27% des femmes) et les bornes de recharge pour voitures électriques (22% contre 14%).

Certaines variations peuvent également être notées selon les groupes d'âge. Par exemple, les citoyens âgés de 55 ans et plus sont moins susceptibles que leurs homologues plus jeunes (26 % contre 30 %-32 %) de citer les pistes cyclables comme un domaine d'investissement prioritaire.

Les citoyens ayant des niveaux d'éducation différents ne diffèrent pas beaucoup dans la façon dont ils perçoivent les domaines d'investissement les plus nécessaires. La seule exception est l'amélioration de la gestion du trafic, qui est un domaine plus susceptible d'être mentionné par les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 16 ans ou plus (39 %) que par ceux qui terminent leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (28 %).

Les travailleurs manuels vivant dans les villes sont moins susceptibles que les citoyens d'autres catégories professionnelles de mentionner l'augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tramway, métro) (37 % contre 52 %-53 %) et l'amélioration de la gestion du trafic (30 % contre 38 %-41 %).

La perception qu'ont les citoyens des zones qui ont besoin d'investissements est en corrélation avec leur image de l'UE. Par exemple, les citoyens qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles que ceux qui ont une image négative de mentionner les pistes cyclables (31 % contre 23 %), les bornes de recharge pour voitures électriques (22 % contre 13 %) et les zones sans voitures (23 % contre 16 %).

3. Défis liés au changement climatique et à l'environnement

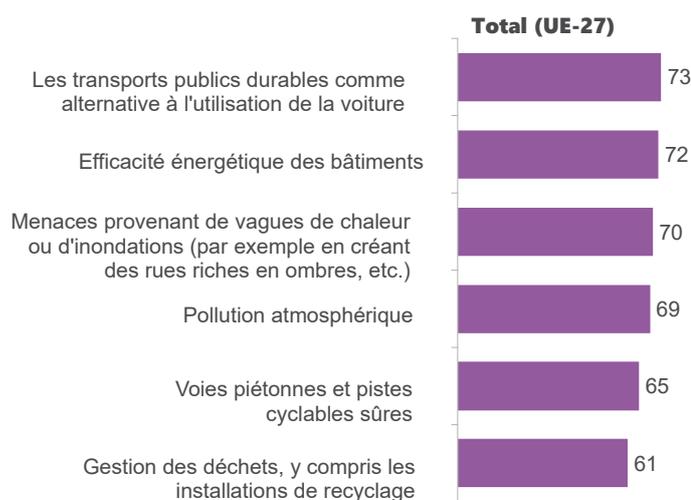
Les répondants ont également été interrogés sur les mesures prises pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement dans l'endroit où ils vivent.

La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, pour chacune des actions visant à lutter contre le changement climatique et l'environnement énumérées dans l'enquête, plus de six citoyens sur dix déclarent que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure ou ne prennent pas suffisamment de mesures – de 61 % pour la gestion des déchets, y compris les installations de recyclage, à 73 % pour la gestion des déchets, y compris les installations de recyclage, à 73 % pour l'efficacité énergétique des bâtiments.

Q8 Pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement dans l'endroit où vous vivez, pensez-vous que les autorités locales prennent suffisamment de mesures dans chacun des domaines suivants?

% «Ne pas agir du tout» ou «Prendre des mesures, mais pas assez»



(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, banlieues et zones rurales)

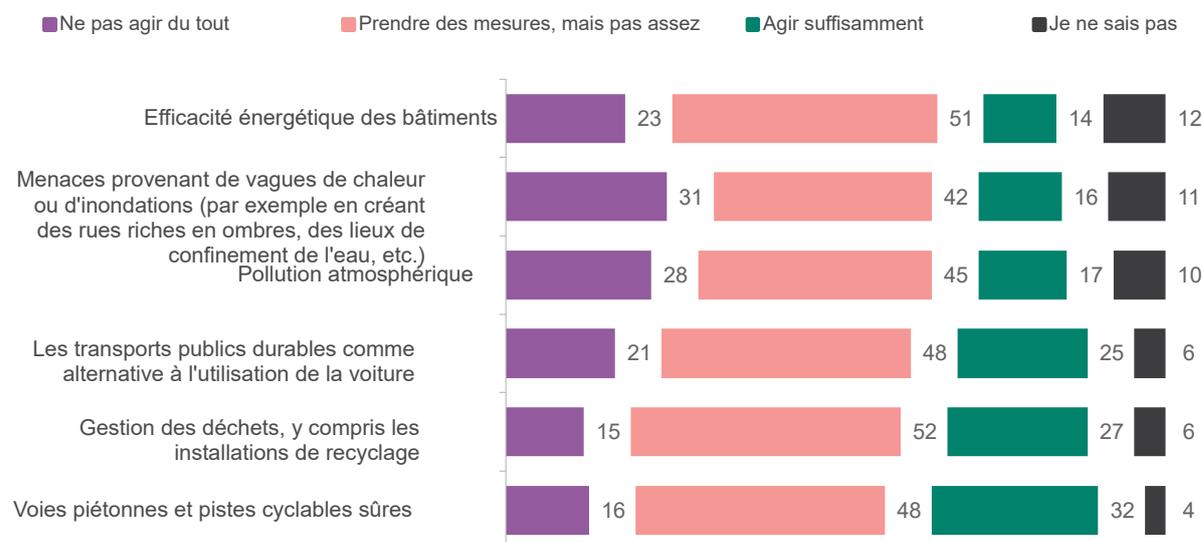
Vues des citoyens vivant dans les villes

Environ trois quarts des répondants vivant dans les villes (74 %) déclarent que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour lutter contre l'efficacité énergétique des bâtiments (23 % «pas d'action» et 51 % «pas assez d'action»). De même, près des trois quarts (73 %) des répondants dans les villes, au total, répondent qu'aucune mesure n'est prise (31 %) ou qu'aucune mesure suffisante n'est prise (42 %) pour faire face aux menaces provenant des vagues de chaleur ou des inondations (par exemple, en créant des rues riches en ombres, des lieux de confinement de l'eau, etc.); la même proportion (73 %) est également observée pour les actions visant à lutter contre la pollution atmosphérique (28 % «pas d'action» et 45 % «pas assez d'action»).

Pour les autres zones, la proportion de répondants indiquant qu'aucune mesure n'est prise ou qu'une mesure insuffisante n'est prise dans leur ville varie entre 64 % pour les voies piétonnes et les pistes cyclables sûres et 69 % pour les transports publics durables en tant qu'alternative à l'utilisation de la voiture.

Q8 Pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement dans l'endroit où vous vivez, pensez-vous que les autorités locales prennent suffisamment de mesures dans chacun des domaines suivants?

Vues des citoyens vivant dans les villes



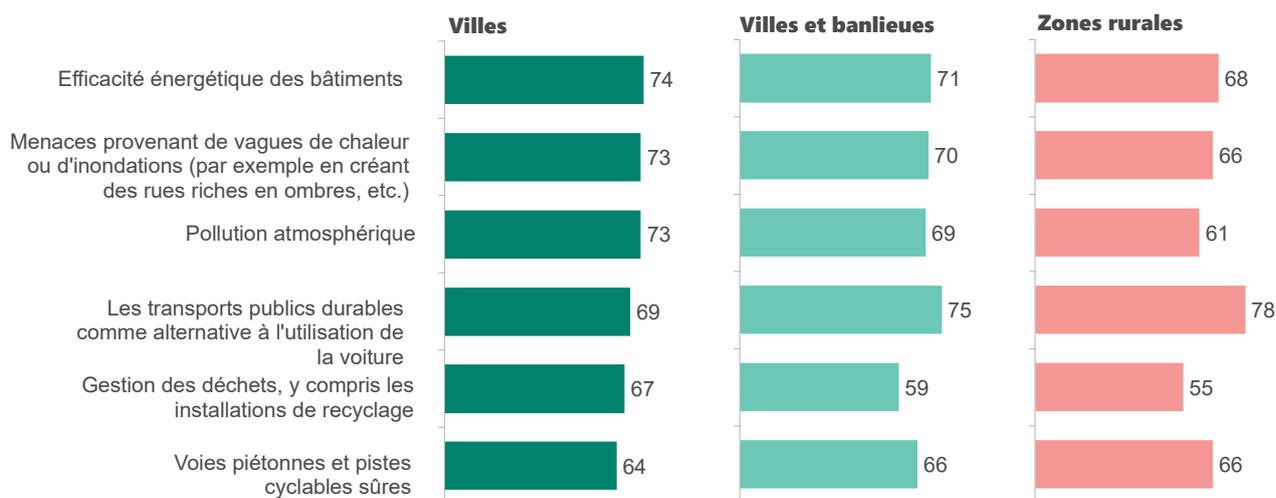
(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Les répondants vivant dans les villes, les banlieues et les zones rurales ont des perceptions différentes quant à savoir si leurs autorités locales prennent suffisamment de mesures pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement là où ils vivent. Par exemple, les citadins (73 %) sont plus susceptibles que les répondants des villes et des banlieues (69 %) et des zones rurales (61 %) de répondre que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour lutter contre la pollution atmosphérique. À l'inverse, les répondants vivant dans les villes (69 %) sont moins susceptibles que ceux vivant dans les villes et les banlieues (75 %) et dans les zones rurales (78 %) de penser qu'aucune mesure n'est prise ou que des mesures insuffisantes sont prises dans le domaine des transports publics durables en tant qu'alternative à l'utilisation de la voiture.

Q8 Pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement dans l'endroit où vous vivez, pensez-vous que les autorités locales prennent suffisamment de mesures dans chacun des domaines suivants?

% «Ne pas agir du tout» ou «Prendre des mesures, mais pas assez»



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

La proportion de répondants vivant dans des villes qui pensent que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou prennent certaines mesures, mais pas assez, pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments est supérieure à huit sur dix en Bulgarie (91 %), en Roumanie (86 %), en Hongrie (85 %), en Croatie (84 %), en Slovénie (83 %), au Portugal (82 %) et en Espagne (81 %). En revanche, ce point de vue est partagé par moins de six répondants sur dix à Malte (56 %), au Luxembourg (57 %), aux Pays-Bas et en Suède (59 % chacun).

En Croatie et à Chypre (89 % dans les deux cas), en Bulgarie (87 %) et en Roumanie (86 %), près de neuf répondants sur dix vivant dans des villes estiment que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour faire face aux menaces provenant des vagues de chaleur ou des inondations (par exemple en créant des rues riches en ombres, des lieux de confinement de l'eau, etc.). À titre de comparaison, environ la moitié des répondants partagent ce point de vue dans les villes du Danemark (49 %) et de la Finlande (52 %).

Environ neuf répondants sur dix dans les villes de Bulgarie (91 %), de Roumanie (90 %) et de Croatie (88 %) estiment que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou prennent certaines mesures, mais pas assez, pour lutter contre la pollution atmosphérique. La proportion de répondants déclarant ce chiffre est nettement plus faible en Finlande (59 %), en Estonie (60 %), à Malte et en Suède (61 % dans les deux cas), au Danemark et aux Pays-Bas (62 % dans les deux cas).

La proportion de citoyens indiquant que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, dans le domaine des transports publics durables en remplacement de l'utilisation de la voiture varie de moins de la moitié au Luxembourg (46 %) à au moins huit sur dix en Bulgarie (80 %), en Italie (81 %), en Croatie (85 %) et à Chypre (89 %).

Environ neuf répondants sur dix vivant dans des villes en Bulgarie (91 %) indiquent que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, dans le domaine de la gestion des déchets, y compris les installations de recyclage. La proportion de citoyens partageant ce point de vue est également élevée en Roumanie (83 %), en Croatie (82 %) et à Chypre (81 %). En comparaison, moins de la moitié des répondants vivant dans les villes expriment ce point de vue en Finlande (43 %) et au Luxembourg (48 %).

Plus de huit répondants sur dix vivant dans des villes de Chypre (87 %) et de Bulgarie (83 %) estiment que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour créer des voies piétonnes et des pistes cyclables sûres. En revanche, la moitié des citoyens pensent la même chose en Autriche et aux Pays-Bas (50 % dans les deux cas).

Q8 Pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement dans l'endroit où vous vivez, pensez-vous que les autorités locales prennent suffisamment de mesures dans chacun des domaines suivants?

% «Ne pas agir du tout» ou «Prendre des mesures, mais pas assez»

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Efficacité énergétique des bâtiments	Menaces provenant de vagues de chaleur ou d'inondations (par exemple en créant des rues riches en ombres, des lieux de confinement de l'eau, etc.)	Pollution atmosphérique	Les transports publics durables comme alternative à l'utilisation de la voiture	Gestion des déchets, y compris les installations de recyclage	Voies piétonnes et pistes cyclables sûres
UE-27	74	73	73	69	67	64
BE	70	70	72	72	62	67
BG	91	87	91	80	91	83
CZ	66	81	72	63	61	62
DK	63	49	62	66	51	63
DE	70	67	67	67	59	69
EE	72	69	60	60	60	67
IE	78	69	75	77	71	64
EL	75	75	77	74	72	77
ES	81	77	77	72	76	66
FR	73	70	69	60	60	53
HR	84	89	88	85	82	80
IT	80	81	84	81	76	70
CY	79	89	86	89	81	87
LV	79	70	70	66	67	69
LT	75	74	79	75	65	57
LU	57	72	69	46	48	65
HU	85	74	84	76	71	70
MT	56	60	61	57	59	61
NL	59	59	62	64	54	50
AT	72	67	68	59	50	50
PL	73	77	75	68	71	67
PT	82	81	81	76	73	69
RO	86	86	90	77	83	79
SI	83	81	84	76	74	75
SK	72	80	75	71	71	72
FI	61	52	59	55	43	58
SE	59	60	61	67	61	56

La mesure présentant la part globale la plus élevée de réponses «Ne pas agir du tout» et «Prendre des mesures, mais pas assez» pour chaque pays est indiquée en caractères vert foncé et blanc.

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Les différences dans la manière dont les répondants des villes, des banlieues et des zones rurales perçoivent les actions de leurs autorités locales dans les zones énumérées dans l'enquête suivent généralement le même schéma entre les pays que celui observé au niveau de l'UE-27.

Dans la plupart des États membres, les répondants vivant dans les zones rurales sont plus susceptibles que ceux vivant dans les villes de penser que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou prennent certaines mesures, mais pas assez, dans le domaine des transports publics durables en tant qu'alternative à l'utilisation de la voiture. Ce fossé est le plus prononcé aux Pays-Bas (81 % dans les zones rurales contre 64 % dans les villes), en France (78 % contre 60 %) et en Finlande (76 % contre 55 %).

Dans plusieurs États membres, la proportion de répondants estimant que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou ne prennent pas suffisamment de mesures, pour lutter contre la pollution atmosphérique est plus élevée chez les répondants vivant dans les villes que chez les répondants vivant dans les zones rurales. Les différences les plus importantes sont observées en France (72% dans les villes contre 49% dans les zones rurales) et en Lettonie (60% contre 42%). La tendance inverse est observée en Grèce (89 % dans les zones rurales contre 61 % dans les villes), aux Pays-Bas (70 % contre 54 %) et au Portugal (68 % contre 51 %).

Une tendance similaire est observée en ce qui concerne la gestion des déchets, y compris le recyclage. Dans la plupart des États membres, les répondants dans les villes sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les zones rurales de penser que leurs autorités locales ne prennent aucune mesure, ou prennent certaines mesures, mais pas assez, dans ce domaine. La différence entre ces deux groupes est de 20 points de pourcentage en Bulgarie (91 % contre 71 %) et en Allemagne (59 % contre 39 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les femmes vivant dans les villes (67%) sont plus susceptibles que les hommes vivant dans les villes (62%) de considérer que leurs autorités locales n'agissent pas du tout, ou prennent des mesures, mais pas assez, dans le domaine des voies piétonnes et des pistes cyclables sûres.

Pour la plupart des zones répertoriées dans l'enquête, les travailleurs manuels vivant dans les villes sont moins enclins que les citoyens d'autres catégories professionnelles à penser que leurs autorités locales n'agissent pas du tout, ou prennent certaines mesures, mais pas assez. Par exemple, 70 % des travailleurs manuels pensent cela en ce qui concerne l'efficacité énergétique des bâtiments, contre 75 % des répondants dans d'autres catégories professionnelles.

4. Coopération entre les zones urbaines et rurales

Les répondants ont reçu une liste de sept formes de coopération urbaine-rurale. On leur a demandé de choisir jusqu'à trois formes qui seraient les plus bénéfiques pour les gens de l'endroit où ils vivent.

La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 48 % des citoyens pensent que l'amélioration des liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins serait la plus bénéfique pour les habitants de l'endroit où ils vivent. Environ quatre personnes sur dix (41 %) affirment qu'il serait bénéfique d'améliorer l'accès coordonné et suffisant aux services de santé. Il s'agit ensuite de remédier aux pénuries sur le marché du travail en attirant davantage de personnes de la région (30 %) et en améliorant l'accès à des produits alimentaires de haute qualité produits à proximité (30 %).

Q7 Le niveau de vie des habitants des villes et villages peut s'améliorer lorsqu'il existe une coopération entre les différentes localités environnantes.

Selon vous, laquelle des formes suivantes de coopération urbaine-rurale serait la plus bénéfique pour les habitants de votre lieu de résidence? Veuillez sélectionner jusqu'à trois formes de coopération.

[Réponses multiples]



(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Vues des citoyens vivant dans les villes

La forme de coopération urbaine-rurale la plus choisie par les répondants vivant dans les villes améliore les liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins (46 %).

L'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé est la deuxième forme de coopération urbaine-rurale la plus élevée (mentionnée par 39 %). Il s'agit ensuite de remédier aux pénuries sur le marché du travail en attirant davantage de personnes de la région (32 %) et en améliorant l'accès à des produits alimentaires de haute qualité produits à proximité (32 %).

L'amélioration de l'accès coordonné à des services d'éducation et de formation de qualité (27 %), la mise en commun des ressources pour améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité (26 %) et l'investissement dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en améliorant l'accès à l'éducation en ligne et aux possibilités de commerce électronique) (22 %) sont considérés

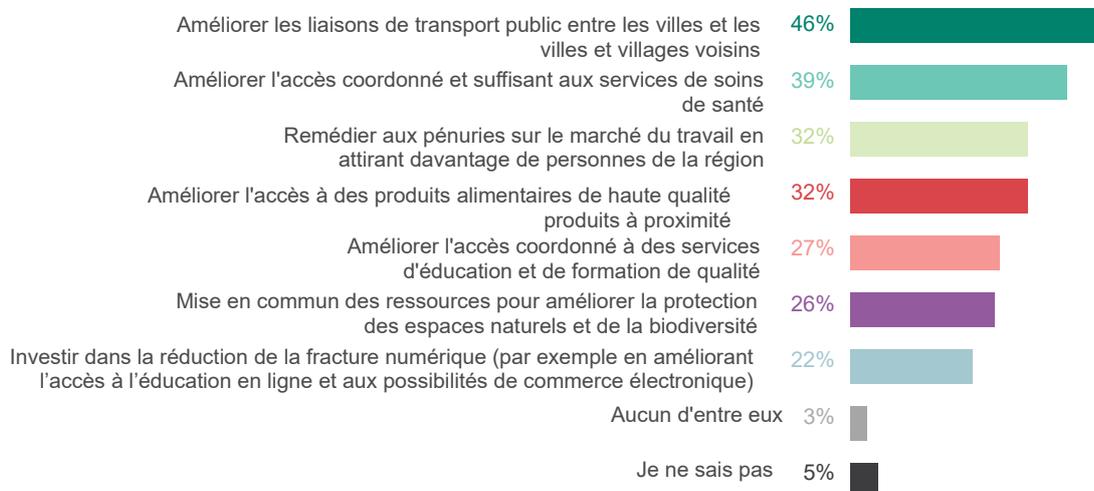
comme bénéfiques par environ un quart des habitants de la ville.

Q7 Le niveau de vie des habitants des villes et villages peut s'améliorer lorsqu'il existe une coopération entre les différentes localités environnantes.

Selon vous, laquelle des formes suivantes de coopération urbaine-rurale serait la plus bénéfique pour les habitants de votre lieu de résidence?

Veillez sélectionner jusqu'à trois formes de coopération. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes



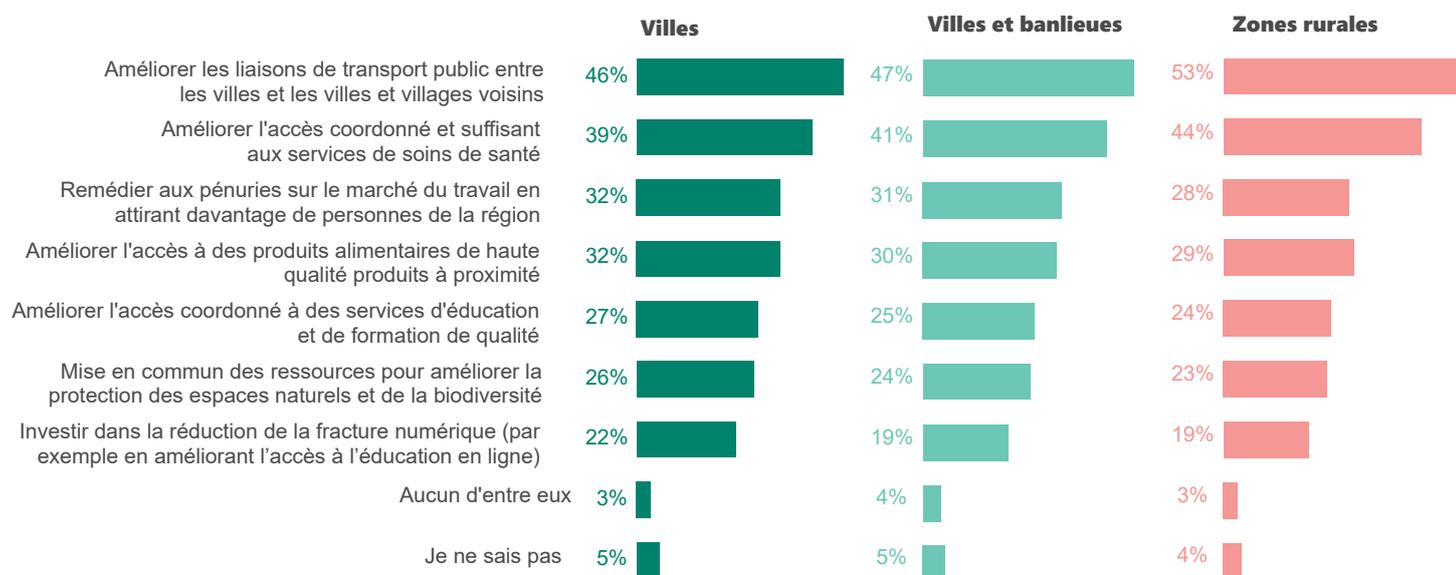
(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Les répondants des zones rurales (53 %) sont plus susceptibles que ceux des villes et banlieues (47 %) et des villes (46 %) de penser que l'amélioration des liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins serait bénéfique pour la coopération entre les zones urbaines et rurales. Une tendance similaire est observée en ce qui concerne l'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé. Toutes les autres formes de coopération sont plus susceptibles d'être citées par les répondants vivant dans les villes que par les répondants vivant dans les zones rurales.

Q7 Le niveau de vie des habitants des villes et villages peut s'améliorer lorsqu'il existe une coopération entre les différentes localités environnantes. Selon vous, laquelle des formes suivantes de coopération urbaine-rurale serait la plus bénéfique pour les habitants de votre lieu de résidence? Veuillez sélectionner jusqu'à trois formes de coopération. [Réponses multiples]



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

Dans 16 pays, l'amélioration des liaisons de transport public entre les villes et les villages voisins est la forme de coopération urbaine-rurale la plus mentionnée par les répondants vivant dans les villes. À Chypre et en Espagne (59 % dans les deux cas), en Croatie (58 %), en Bulgarie et en Irlande (52 % dans les deux cas), en Estonie (51 %), au moins la moitié des répondants dans les villes mentionnent cette forme de coopération. Au Luxembourg (33 %) et en Grèce (35 %), environ un tiers des personnes interrogées dans les villes déclarent la même chose.

L'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de santé est l'élément le mieux classé dans dix pays. En Hongrie, 60% des personnes interrogées dans les villes donnent cette réponse. La Finlande (52 %), la Lituanie et la Slovénie (49 % dans les deux cas) ont également une part élevée dans le choix de cette réponse. Environ la moitié des répondants choisissent cette réponse aux Pays-Bas (26 %) et en Belgique (27 %).

À Chypre (46 %), en Roumanie (43 %), en Grèce (41 %) et en Estonie (40 %), au moins quatre répondants sur dix dans les villes estiment qu'il serait bénéfique de remédier aux pénuries sur le marché du travail en attirant davantage de personnes de la région dans le cadre de la coopération entre les zones urbaines et rurales. À titre de comparaison, pas plus d'un quart des répondants dans les villes déclarent la même chose au Danemark (19 %), en France (22 %), au Luxembourg et aux Pays-Bas (25 % dans les deux cas).

Près d'un habitant de la ville sur deux en Bulgarie et en Croatie (47 % dans les deux cas) répond que l'amélioration de l'accès à des produits alimentaires de haute qualité est une forme de coopération urbaine-rurale qui serait bénéfique pour les habitants de leur ville. À Chypre (21 %) et en Irlande (22 %), en revanche, moins d'un quart des répondants vivant dans les villes choisissent cette réponse.

La proportion de répondants vivant dans des villes qui mentionnent l'amélioration de l'accès coordonné à des services d'éducation et de

formation de qualité varie de pas plus d'un répondant sur cinq dans les villes des Pays-Bas (15 %), de Slovénie et de Suède (tous deux 18 %), du Danemark et de la France (tous deux 19 %) à près de quatre répondants sur dix en Irlande (38 %).

Au moins un tiers des répondants dans les villes de Croatie (35 %) et du Luxembourg (34 %) choisissent la mise en commun des ressources pour améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité en tant que forme bénéfique de coopération entre zones urbaines et rurales. Cette proportion est la plus faible en Tchéquie (16 %), en Lettonie et en Lituanie (17 % dans les deux cas).

Investir dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en améliorant l'accès à l'éducation en ligne et les possibilités de commerce électronique) est sélectionné par un peu plus d'un tiers des répondants dans les villes de Grèce (35 %) et de Malte (34 %). Le Danemark (13 %), l'Autriche et la Tchéquie (14 % dans les deux cas) et l'Estonie (15 %) affichent les pourcentages les plus faibles de répondants ayant choisi cette forme de coopération entre zones urbaines et rurales.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q7 Le niveau de vie des habitants des villes et villages peut s'améliorer lorsqu'il existe une coopération entre les différentes localités environnantes. Selon vous, laquelle des formes suivantes de coopération urbaine-rurale serait la plus bénéfique pour les habitants de votre lieu de résidence? Veuillez sélectionner jusqu'à trois formes de coopération. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Améliorer les liaisons de transport public entre les villes et les villages voisins	Améliorer l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé	Remédier aux pénuries sur le marché du travail en attirant davantage de personnes de la région	Améliorer l'accès à des produits alimentaires de haute qualité produits à proximité	Améliorer l'accès coordonné à des services d'éducation et de formation de qualité	Mise en commun des ressources pour améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité	Investir dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en améliorant l'accès à l'éducation en ligne et aux possibilités de commerce électronique)
UE-27	46	39	32	32	27	26	22
BE	46	27	30	33	23	26	21
BG	52	44	35	47	35	24	19
CZ	40	32	30	37	23	16	14
DK	47	29	19	26	19	29	13
DE	46	32	39	28	29	23	25
EE	51	46	40	31	34	23	15
IE	52	48	31	22	38	23	24
EL	35	42	41	33	31	30	35
ES	59	31	37	26	30	24	26
FR	40	42	22	36	19	30	19
HR	58	42	34	47	27	35	18
IT	45	48	28	30	32	27	22
CY	59	42	46	21	35	24	26
LV	46	45	32	35	24	17	17
LT	46	49	29	25	33	17	23
LU	33	29	25	36	25	34	16
HU	45	60	31	33	36	23	22
MT	42	35	33	28	34	31	34
NL	42	26	25	28	15	31	17
AT	46	41	38	35	28	30	14
PL	39	47	29	33	25	26	20
PT	47	48	33	35	36	28	23
RO	38	44	43	44	35	25	24
SI	44	49	26	43	18	24	20
SK	46	44	36	39	25	29	22
FI	41	52	32	34	23	30	20
SE	40	35	32	33	18	25	20

Les réponses «Aucun d'entre eux» et «Ne sait pas» ne sont pas présentées.

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans la plupart des États membres, les répondants vivant dans les zones rurales sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les villes d'indiquer que l'amélioration des liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins serait la plus bénéfique pour les habitants de l'endroit où ils vivent. Les différences les plus importantes sont observées en Allemagne (60 % contre 46 %-51 %), en France (59 % contre 40 %-43 %), en Estonie (59 % contre 46 %-51 %), en Roumanie (47 % contre 38 %-39 %) et en Suède (58 % contre 40 %-45 %). La tendance inverse peut être observée en Bulgarie, où les répondants des villes (52 %) sont plus susceptibles que ceux des villes et des banlieues (42 %) et ceux des zones rurales (39 %) de donner cette réponse.

De même, l'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé est une forme de coopération urbaine-rurale qui est mentionnée plus souvent par les répondants vivant dans les zones rurales que par les répondants vivant dans les villes de la plupart des pays. Cette tendance est plus prononcée en France (52% contre 42%), en Allemagne (46% contre 32%) et en Tchéquie (42% contre 32%). En Grèce, cependant, les répondants vivant dans les villes (42%) sont plus susceptibles que ceux vivant dans les villes et les banlieues (31%) ou dans les zones rurales (30%) de mentionner l'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de santé. De même, en Bulgarie (44 % contre 32 %) et en Slovénie (49 % contre 41 %), les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de choisir cette réponse.

En ce qui concerne les autres formes de coopération entre zones urbaines et rurales, la fracture entre les répondants urbains et ruraux observée au niveau de l'UE est visible dans la plupart des pays, les pourcentages les plus élevés mentionnant la forme de coopération entre les répondants vivant dans des zones plus urbaines.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Lorsqu'on leur demande quelles formes de coopération urbaine-rurale seraient les plus bénéfiques pour les habitants de leur ville, les femmes vivant dans les villes sont plus susceptibles que les hommes vivant dans les villes d'indiquer un accès coordonné et suffisant aux services de santé (42 % contre 36 %) et l'amélioration de l'accès à des produits alimentaires de haute qualité produits à proximité (34 % contre 30 %). Au contraire, les hommes vivant dans les villes sont plus susceptibles que les femmes vivant dans les villes de choisir la mise en commun des ressources pour améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité (28% contre 24%) et d'investir dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en créant un meilleur accès à l'éducation en ligne, des opportunités de commerce électronique) (26% contre 18%).

La proportion de répondants qui mentionnent l'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé comme une forme bénéfique de coopération entre les zones urbaines et rurales augmente avec l'âge: de 32 % des citoyens âgés de moins de 25 ans à 43 % des citoyens âgés de 55 ans et plus. Les jeunes répondants vivant dans les villes sont toutefois plus susceptibles que les plus âgés de mentionner la mise en commun des ressources afin d'améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité (30 % des 15-24 ans contre 24 % des 55 ans et plus) et d'investir dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en améliorant l'accès à l'éducation en ligne et aux possibilités de commerce électronique) (26 % à 31 % des répondants âgés de moins de 40 ans contre 17 % à 20 % des répondants plus âgés).

Plus les répondants sont instruits, plus ils sont susceptibles de considérer que l'amélioration des liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins est une forme bénéfique de coopération entre les villes et les campagnes (de 40 % des citoyens qui ont terminé leurs études à 15 ans ou moins à 48 %

de ceux qui ont terminé leurs études à 20 ans ou plus).

L'amélioration des liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins est considérée comme une forme bénéfique de coopération entre les zones urbaines et rurales dans une moindre mesure par les travailleurs manuels vivant dans les villes (37 %), par rapport à ceux qui ne travaillent pas (46 %), aux salariés (46 %) et aux travailleurs indépendants (48 %). Les citoyens qui ne travaillent pas (44 %) sont plus susceptibles que les travailleurs manuels (31 %) et les employés (36 %) de choisir l'amélioration de l'accès coordonné et suffisant aux services de santé comme forme de coopération entre les villes et les campagnes.

Les citoyens qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles que ceux qui ont une image négative de mentionner les formes suivantes de coopération urbaine-rurale: mettre en commun les ressources pour améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité (30 % contre 20 %) et investir dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en améliorant l'accès à l'éducation en ligne et aux possibilités de commerce électronique) (26 % contre 16 %).

5. Participation à la prise de décision locale

5.1. Perceptions sur la prise de décision locale

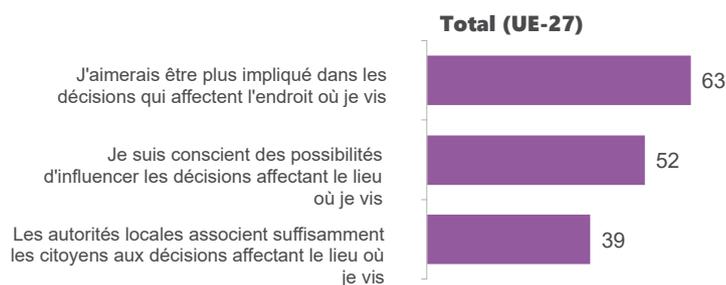
On a demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou en désaccord avec trois énoncés sur la prise de décision locale où ils vivent.

La perspective de l'UE

Plus de six citoyens sur dix dans l'ensemble de l'UE (63 %) sont «totalement d'accord» ou «un peu d'accord» pour dire qu'ils aimeraient être plus impliqués dans les décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent. Une part plus faible de 52 % s'accorde à dire qu'ils sont conscients des possibilités d'influencer les décisions qui affectent le lieu où ils vivent. Enfin, environ quatre personnes sur dix (39 %) s'accordent à dire que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent.

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant la participation à la prise de décision locale?

% « Totalement d'accord » ou « Plutôt d'accord »



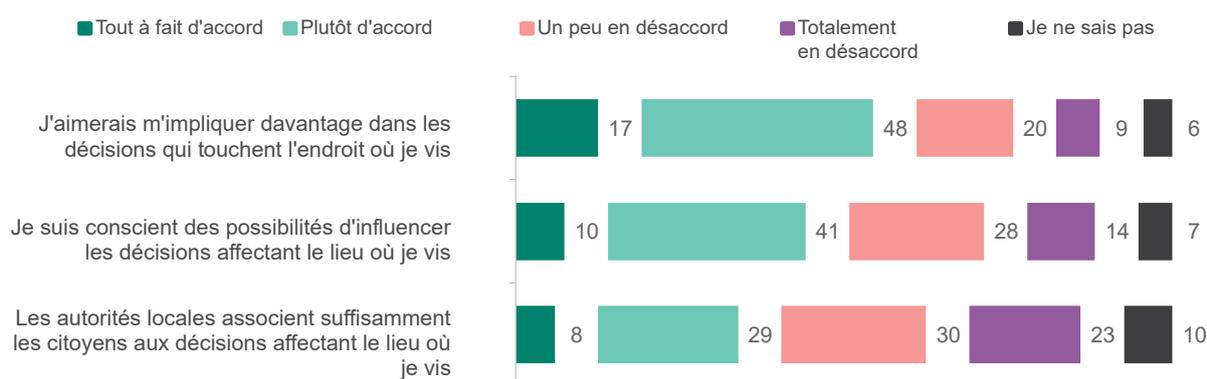
(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Vues des citoyens vivant dans les villes

Bien qu'une grande majorité des citoyens vivant dans les villes soient d'accord lorsqu'on leur demande s'ils souhaitent être plus impliqués dans les décisions affectant le lieu où ils vivent (17 % sont «totalement d'accord» et 48 % sont «un peu d'accord»), une minorité convient que leurs autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions (8 % sont «totalement d'accord» et 29 % sont «un peu d'accord»). En outre, 42 % des personnes interrogées dans les villes ne sont pas d'accord lorsqu'on leur demande si elles sont conscientes des possibilités d'influencer les décisions qui affectent leur lieu de résidence; environ un sur deux confirme être au courant (10 % sont «totalement d'accord» et 41 % sont «un peu d'accord»).

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant la participation à la prise de décision locale?

Vues des citoyens vivant dans les villes



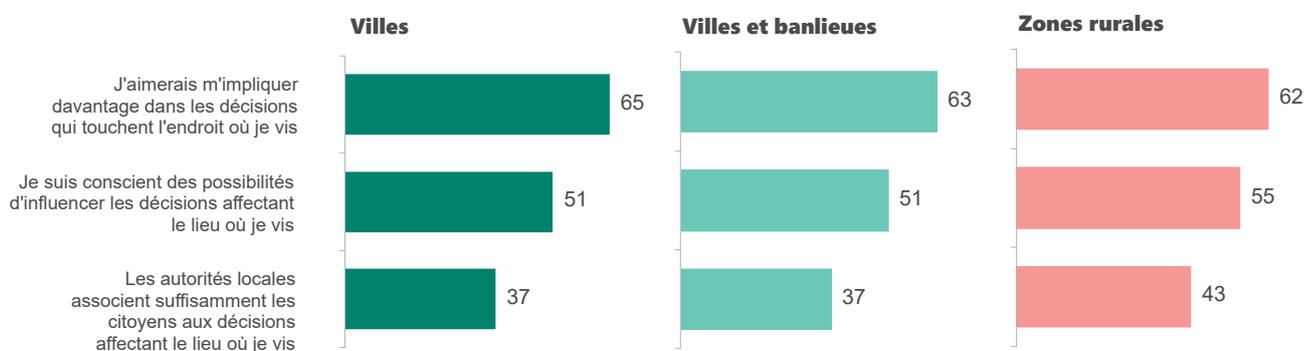
(%) Base: n=11 998 – **Répondants vivant en ville**

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Le niveau d'accord pour les déclarations sur la prise de décision locale ne varie pas beaucoup pour les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues, et les zones rurales. Cela dit, les personnes interrogées dans les zones rurales sont un peu plus susceptibles de convenir que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur leur lieu de résidence (43 % contre 37 % dans les villes et les banlieues).

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant la participation à la prise de décision locale?

% « **Totalement d'accord** » ou « **Plutôt d'accord** »



(%) Base: n=11 998 – **Répondants vivant en ville** / n=11 882 – **Villes et banlieues** / n=7 975 – **Zones rurales**

Résultats par pays axés sur les villes

Dans presque tous les États membres, au moins la moitié des personnes interrogées vivant dans les villes conviennent qu'elles aimeraient être davantage associées aux décisions ayant une incidence sur le lieu où elles vivent, les pourcentages les plus élevés étant observés à Chypre (87 %), en Grèce (84 %), en Bulgarie (82 %), en Roumanie (81 %) et au Portugal (80 %). Au Danemark (38%) et aux Pays-Bas (45%), cependant, moins de la moitié des citoyens sont d'accord avec cette affirmation.

Dans 17 États membres, au moins la moitié des répondants vivant dans les villes s'accordent à dire qu'ils sont conscients des possibilités d'influencer les décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent. À Malte, 94 % des personnes interrogées dans les villes partagent cet avis; la part des accords est également élevée en Grèce (69 %) et au Portugal (66 %). En revanche, pas plus de quatre citoyens sur dix au Danemark (39%) sont d'accord avec cette affirmation.

À Malte, plus de huit citoyens sur dix (83 %) s'accordent à dire que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent. Dans un autre pays (Grèce), la majorité des répondants (55 %) sont d'accord avec cette affirmation. Chypre (23%), la Tchéquie (25%) et l'Estonie (27%), en revanche, ont environ un quart des résidents de la ville exprimant leur accord.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant la participation à la prise de décision locale? % « Totalelement d'accord » ou « Plutôt d'accord »

Vues des citoyens vivant dans les villes

	J'aimerais m'impliquer davantage dans les décisions qui touchent l'endroit où je vis	Je suis conscient des possibilités d'influencer les décisions affectant le lieu où je vis	Les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions affectant le lieu où je vis
UE-27	65	51	37
BE	55	42	30
BG	82	59	34
CZ	58	49	25
DK	38	39	35
DE	61	53	37
EE	70	43	27
IE	73	62	39
EL	84	69	55
ES	73	55	37
FR	54	44	42
HR	77	62	31
IT	74	43	30
CY	87	56	23
LV	73	55	39
LT	76	45	28
LU	65	43	34
HU	58	54	37
MT	79	94	84
NL	45	48	37
AT	65	52	28
PL	73	49	35
PT	80	66	32
RO	81	59	41
SI	63	50	36
SK	74	63	33
FI	55	60	41
SE	60	54	41

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans les États membres, il n'y a pas de grandes différences entre les répondants vivant dans les villes, les banlieues et les zones rurales en ce qui concerne leur désir d'être plus impliqués dans les décisions affectant leur région.

Dans plusieurs États membres, les répondants vivant dans les zones rurales sont toutefois plus susceptibles que ceux vivant dans les villes de convenir qu'ils sont conscients des possibilités d'influencer les décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent. Les différences les plus importantes peuvent être observées en Grèce (87 % contre 69 %), en Bulgarie (85 % contre 59 %) et aux Pays-Bas (67 % contre 48 %).

En outre, dans la plupart des États membres, une proportion plus élevée de répondants vivant dans les zones rurales, par rapport à ceux vivant dans les villes, conviennent que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur leur région. La différence entre les répondants dans les zones rurales et les répondants vivant dans les villes est d'au moins 20 points de pourcentage en Grèce (74 % dans les zones rurales contre 54 % dans les villes), aux Pays-Bas (58 % contre 37 %) et au Portugal (55 % contre 32 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les hommes vivant dans les villes sont plus susceptibles que les femmes vivant dans les villes de convenir qu'ils sont conscients des possibilités d'influencer les décisions affectant le lieu où ils vivent (56 % contre 46 %) et de convenir que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions affectant le lieu où ils vivent (41 % contre 33 %).

Plus les personnes interrogées sont âgées, moins elles sont susceptibles de convenir que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur

le lieu où elles vivent (30 % des personnes âgées de 55 ans et plus l'indiquent, contre 37 % à 45 % des citoyens d'autres catégories d'âge).

Les répondants vivant dans des villes qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles d'être d'accord avec les trois énoncés. Par exemple, 55 % de ces répondants s'accordent à dire qu'ils sont conscients des possibilités d'influencer les décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent, comparativement à 46 % des citoyens ayant un niveau d'éducation inférieur.

Les parts d'accord avec les trois déclarations sur la participation à la prise de décision locale varient également selon les catégories professionnelles. Par exemple, les répondants des villes qui ne travaillent pas (46 %) sont moins susceptibles que les citoyens d'autres catégories professionnelles (54 %-56 %) d'être d'accord pour dire qu'ils sont conscients des possibilités d'influencer les décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent.

Il existe une forte corrélation entre la perception qu'ont les citoyens de l'UE et leur accord sur le fait que les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions ayant une incidence sur le lieu où ils vivent. Près de la moitié des personnes interrogées vivant dans des villes ayant une image positive de l'UE (48 %) sont d'accord avec cette affirmation, contre 21 % des personnes ayant une image négative. Une relation similaire peut être notée pour l'affirmation selon laquelle les répondants sont conscients des possibilités d'influencer les décisions affectant le lieu où ils vivent.

5.2. Façons d'être impliqué dans la prise de décision locale

On a demandé aux répondants dans quelles formes de prise de décision locale ils ont été impliqués au cours des cinq dernières années pour améliorer l'endroit où ils vivent. Ils pourraient sélectionner plusieurs réponses à partir d'une liste de dix formes de prise de décision.

La perspective de l'UE

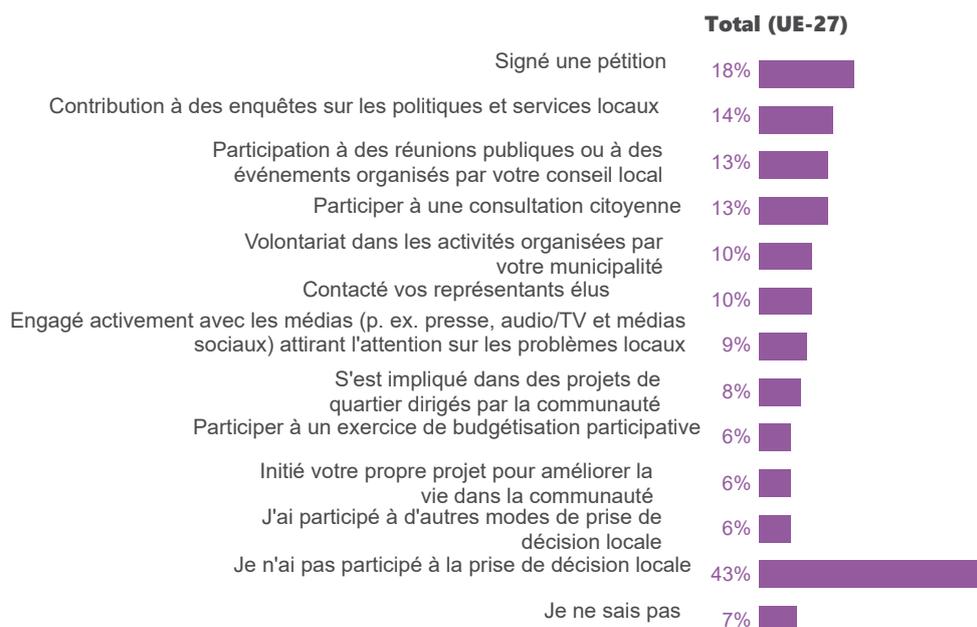
La forme de prise de décision locale la plus mentionnée par les répondants dans l'ensemble de l'UE est la signature d'une pétition (18 %). Elle a ensuite contribué à des enquêtes sur les politiques et services locaux (14 %), participé à des réunions publiques ou à des événements organisés par le conseil local (13 %) et participé à une consultation citoyenne (13 %).

Moins de répondants sélectionnent les réponses: s'est porté volontaire dans le cadre d'activités organisées par le conseil local (10 %), a contacté ses représentants élus (10 %),

s'est engagé activement auprès des médias (par exemple, la presse, l'audio/télévision et les médias sociaux) pour attirer l'attention sur les questions locales (9 %), s'est impliqué dans des projets de quartier menés par la communauté (8 %), a participé à un exercice de budgétisation participative (6 %) ou a lancé un projet visant à améliorer la vie dans la communauté (6 %).

Une grande partie des répondants dans l'ensemble de l'UE (43 %) déclarent ne pas avoir participé à la prise de décision au niveau local au cours des cinq dernières années.

Q10 Quand il s'agit d'améliorer l'endroit où vous vivez, dans lequel des moyens suivants de prise de décision locale avez-vous été impliqué au cours des 5 dernières années? Sélectionnez tout ce qui s'applique. [Réponses multiples]



(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales)

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Vues des citoyens vivant dans les villes

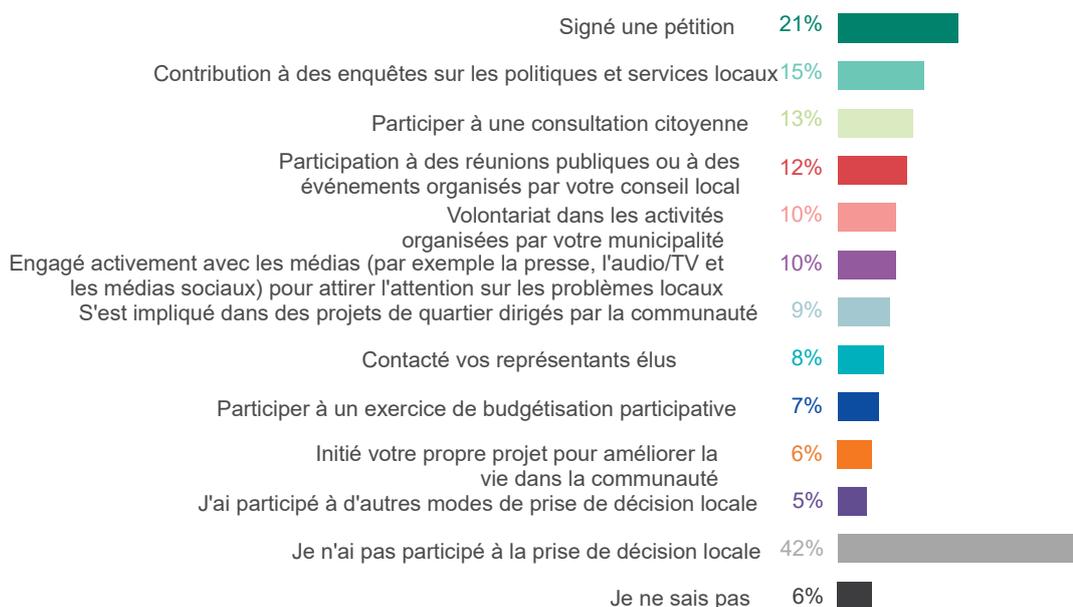
Environ un répondant sur cinq (21 %) dans les villes a signé une pétition. Des parts plus

lancé leur propre projet visant à améliorer la vie dans la communauté (6 %).

Environ quatre répondants sur dix vivant dans

Q10 Quand il s'agit d'améliorer l'endroit où vous vivez, dans lequel des moyens suivants de prise de décision locale avez-vous été impliqué au cours des 5 dernières années? Sélectionnez tout ce qui s'applique.
[Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes



(%) Base: n=11 998 – **Répondants vivant en ville**

modestes, bien que toujours supérieures à 10 % chacune, ont contribué à des enquêtes sur les politiques et services locaux (15 %), ont participé à une consultation citoyenne (13 %) ou ont participé à des réunions publiques ou à des événements organisés par le conseil local (12 %).

Les autres formes de participation à la prise de décision locale ne sont pas énumérées par plus d'un citoyen sur dix: avoir fait du bénévolat dans des activités organisées par le conseil local (10 %), avoir activement collaboré avec les médias (par exemple, la presse, l'audio/la télévision et les médias sociaux) pour attirer l'attention sur les problèmes locaux (10 %), s'être impliqué dans des projets de quartier menés par la communauté (9 %), avoir contacté leurs représentants élus (8 %), avoir participé à un exercice de budgétisation participative (7 %) et

les villes (42 %) indiquent ne pas avoir participé à la prise de décision locale au cours des cinq dernières années.

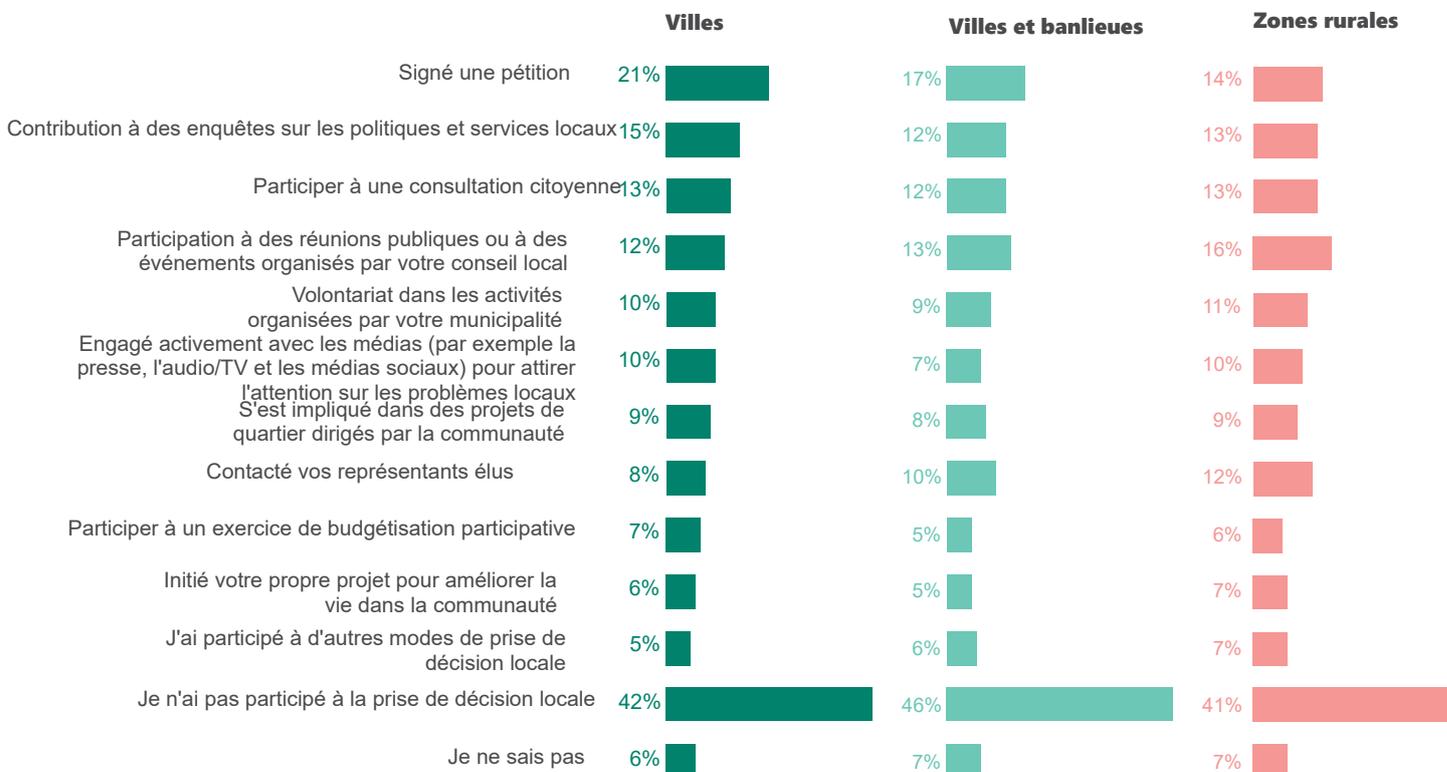
Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Les répondants des zones rurales sont un peu plus susceptibles de déclarer avoir assisté à une réunion ou à un événement public organisé par leur conseil local (16 % contre 12 % à 13 % dans les villes et les banlieues) ou avoir contacté leurs représentants élus (12 % contre 8 % à 10 %). Toutefois, il n'y a pas de différence entre les villes et les zones rurales en ce qui concerne la proportion de répondants répondant qu'ils n'ont participé à aucune forme de prise de décision locale au cours des cinq dernières années (41 % à 42 %); ce chiffre est toutefois légèrement plus élevé dans les villes et les banlieues (46 %).

Q10 Quand il s'agit d'améliorer l'endroit où vous vivez, dans lequel des moyens suivants de prise de décision locale avez-vous été impliqué au cours des 5 dernières années? Sélectionnez tout ce qui s'applique.

[Réponses multiples]



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville / n=11 882 – Villes et banlieues / n=7 975 – Zones rurales

Résultats par pays axés sur les villes

Au Danemark (53%) et aux Pays-Bas (50%), au moins la moitié des répondants dans les villes indiquent ne pas avoir participé à la prise de décision locale au cours des cinq dernières années. En comparaison, pas plus d'un quart des habitants de la ville déclarent cela à Malte (12%), en Bulgarie et en Grèce (tous deux 26%).

Dans 17 États membres, la forme la plus citée de participation des citoyens à la prise de décision locale est la signature d'une pétition. Dans l'ensemble, la proportion de répondants dans les villes qui mentionnent ce phénomène varie de moins d'un répondant sur six à Malte (12 %), au Danemark et en Grèce (14 % dans les deux cas), à Chypre et en Allemagne (16 % dans les deux cas) et en Lettonie (17 %) à environ un tiers en Slovaquie (32 %) et en Croatie (35 %).

Dans six États membres, le fait d'avoir contribué à des enquêtes sur les politiques et services locaux est la forme la plus mentionnée de prise de décision locale à laquelle les répondants vivant dans les villes ont participé au cours des cinq dernières années. La proportion de répondants ayant répondu à cette question est la plus élevée en Roumanie (31 % dans les deux cas) et en Croatie (30 %). L'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas (tous les 9%) ont la plus faible proportion de répondants donnant cette réponse.

Le fait d'avoir participé à une consultation citoyenne est mentionné par environ trois répondants sur dix vivant dans des villes en Bulgarie (31 %) et en Autriche (30 %). Dans ces deux États membres, c'est la participation à la prise de décision locale qui occupe le premier rang. La proportion de répondants dans les villes ayant sélectionné cette réponse est la plus faible en Suède (4 %), en Tchéquie, au Danemark et en Finlande (6 % dans l'ensemble).

Le fait d'avoir activement collaboré avec les médias (par exemple, la presse, l'audio/la télévision et les médias sociaux) pour attirer l'attention sur les problèmes locaux occupe la

première place à Malte (36 %) et en Grèce (26 %). Cependant, très peu de répondants choisissent cette réponse aux Pays-Bas (4 %), en Tchéquie, en France et au Luxembourg (5 % chacun).

Dans tous les pays, pas plus d'un quart des répondants dans les villes mentionnent les autres formes de participation à la prise de décision locale:

- Participation à des réunions publiques ou à des manifestations organisées par le conseil local: de 8% en Finlande à 24% en Grèce
- Volontaires dans les activités organisées par le conseil local: de 5 % en Lituanie à 23 % à Malte
- Participation à des projets de voisinage menés par des acteurs locaux: de 5% en Estonie et au Luxembourg à 19% en Grèce
- Contacté leurs représentants élus: de 4 % au Danemark et en Lettonie à 24 % à Malte
- A participé à un exercice de budgétisation participative: de 1% à Chypre et au Luxembourg à 25% en Pologne
- A lancé son propre projet pour améliorer la vie dans la communauté: de 2 % à Chypre, en Hongrie et au Luxembourg à 21 % à Malte.

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Q10 Quand il s'agit d'améliorer l'endroit où vous vivez, dans lequel des moyens suivants de prise de décision locale avez-vous été impliqué au cours des 5 dernières années? Sélectionnez tout ce qui s'applique. [Réponses multiples]

Vues des citoyens vivant dans les villes

	Signé une pétition	Contribution à des enquêtes sur les politiques et services locaux	Participer à une consultation citoyenne	Participation à des réunions publiques ou à des événements organisés par votre conseil local	Volontariat dans les activités organisées par votre municipalité	Engagé activement avec les médias (p. ex. presse, audio/TV et médias sociaux) pour attirer l'attention	S'est impliqué dans des projets de quartier dirigés par la communauté	Contacté vos représentants élus	Participer à un exercice de budgétisation participative	Initié votre propre projet pour améliorer la vie dans la communauté	J'ai participé à d'autres formes de prise de décision locale	Je n'ai pas participé à la prise de décision locale
UE-27	21	15	13	12	10	10	9	8	7	6	5	42
BE	21	13	12	12	10	7	9	8	4	7	5	41
BG	27	16	31	18	19	15	16	16	8	9	10	25
CZ	22	15	6	11	8	5	8	7	8	3	4	43
DK	14	15	6	10	8	8	9	4	3	5	4	53
DE	16	9	14	11	11	13	7	9	8	9	5	42
EE	26	19	7	12	8	7	5	10	8	4	6	39
IE	29	24	10	19	14	13	15	23	7	7	9	29
EL	14	19	11	24	17	26	19	14	11	10	6	25
ES	20	17	14	12	11	11	10	7	7	6	4	42
FR	20	13	16	10	7	5	8	7	5	4	5	46
HR	35	30	11	15	12	8	8	15	2	4	8	35
IT	20	17	11	12	7	10	9	6	2	6	3	47
CY	16	28	8	14	10	7	7	19	1	2	6	45
LV	17	22	11	12	9	15	12	4	4	6	7	37
LT	25	27	7	9	5	7	11	7	3	4	8	34
LU	28	23	13	11	9	5	5	9	1	2	7	36
HU	27	14	8	11	7	6	6	13	4	2	5	45
MT	12	20	13	19	23	36	18	24	17	21	0	12
NL	20	9	7	11	6	4	9	6	3	4	5	50
AT	21	9	30	11	7	7	9	10	4	4	5	36
PL	26	23	17	14	10	11	8	8	25	8	4	30
PT	27	22	10	10	12	7	11	11	9	5	6	38
RO	27	31	13	11	14	13	12	11	3	8	6	34
SI	25	23	13	12	12	11	10	10	8	8	6	32
SK	32	20	7	17	11	7	8	13	5	4	7	35
FI	21	22	6	8	8	13	9	11	7	8	4	38
SE	18	13	4	14	7	15	6	7	7	7	6	47

La réponse «Ne sait pas» n'est pas affichée.

(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Dans plusieurs pays, les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les villes ou les banlieues ou dans les zones rurales de répondre qu'ils ont signé une pétition au cours des cinq dernières années. La différence entre les répondants des villes et ceux des villes et banlieues et des zones rurales est la plus importante dans les pays suivants: Bulgarie (28% contre 12%-13%), Hongrie (27% contre 16%-20%), Estonie (26% contre 17%-18%), Lituanie (25% contre 16%-18%), Belgique (21% contre 10%-14%) et Allemagne (16% contre 10%-11%).

Inversement, les répondants vivant dans les zones rurales sont généralement plus susceptibles que les répondants des villes et banlieues et des villes d'indiquer avoir assisté à des réunions publiques ou à des événements organisés par leur conseil local. Cette tendance est plus prononcée en Tchéquie (26% contre 11%-16%), en Hongrie (24% contre 11%-14%), au Portugal (20% contre 10%-11%), en Roumanie (19% contre 11%-12%) et en Slovénie (19% contre 12%).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les femmes vivant dans les villes (45%) sont plus susceptibles que les hommes vivant dans les villes (38%) d'indiquer ne pas avoir participé à la prise de décision locale au cours des cinq dernières années pour améliorer l'endroit où elles vivent. Une tendance similaire peut être trouvée pour les citoyens âgés de 55 ans et plus qui sont plus susceptibles que leurs homologues plus jeunes (51% vs 32%-40%) de mentionner ne pas avoir participé à la prise de décision locale.

Les répondants qui vivent dans des villes et qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans mentionnent plus souvent que les répondants moins scolarisés et plus scolarisés vivant dans des villes qu'ils n'ont pas participé à la prise de décision locale au cours des cinq dernières années (49 % contre 39 %-40 %).

La proportion de répondants vivant dans les villes indiquant qu'ils n'ont pas participé à la prise de décision locale est plus élevée chez les citoyens qui ne travaillent pas (51 %), comparativement aux répondants indépendants (30 %), aux travailleurs manuels (31 %) et aux employés (38 %) vivant dans les villes.

La probabilité que les citoyens participent à la prise de décision locale est corrélée à l'image qu'ils ont de l'UE, les répondants qui ont une image négative de l'UE (48 %) étant plus susceptibles que ceux qui ont une image positive (37 %) d'indiquer qu'ils n'ont pas participé à la prise de décision locale.

6. Soutenir la qualité de vie des villes

6.1. Changements récents dans la qualité de vie

La perspective de l'UE

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 35 % des citoyens pensent que la qualité de vie dans leur lieu de résidence s'est «fortement» ou «légèrement» améliorée au cours des cinq dernières années.³ En revanche, 27 % estiment que la qualité de vie s'est «fortement» ou «légèrement» détériorée. Les 37% restants n'ont vu aucun changement dans la qualité de vie là où ils vivent au cours des cinq dernières années.

Vues des citoyens vivant dans les villes

Plus d'un tiers des citoyens vivant dans les villes (36 %) répondent que la qualité de vie dans leur ville s'est améliorée (12 % «fortement améliorée» et 24 % «légèrement améliorée»).

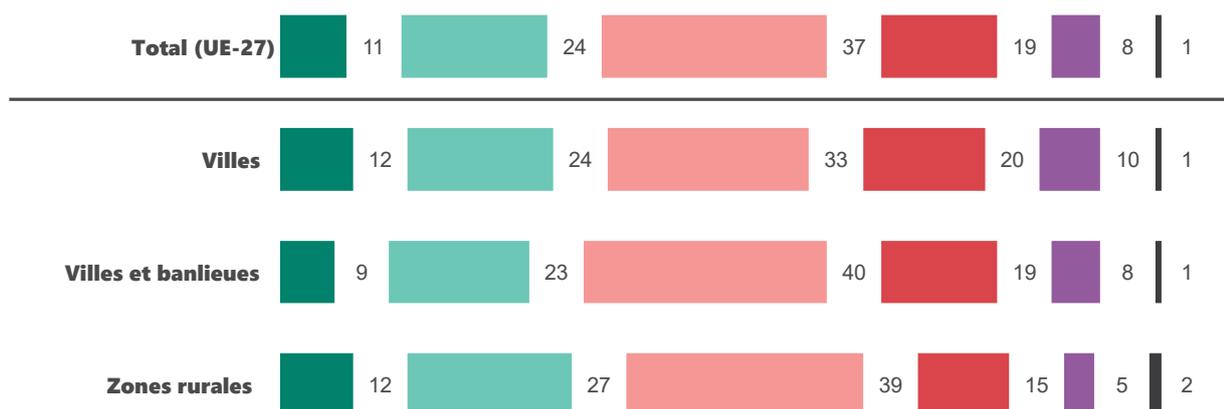
Un tiers des répondants (33 %) n'ont constaté aucun changement, tandis que trois sur dix (30 %) signalent une détérioration de la qualité de vie de leur ville (10 % «fortement détériorée» et 20 % «un peu détériorée»).

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

La perception de l'habitabilité est un peu moins positive dans les villes et les banlieues, où une part plus faible a vu une amélioration de l'habitabilité (32% contre 36% dans les villes). Dans l'ensemble, les répondants des zones rurales sont les plus positifs, environ deux fois plus d'entre eux déclarant que la qualité de vie là où ils vivent s'est améliorée plutôt que détériorée (39 % contre 20 %).

Q1 Dans l'endroit où vous vivez, comment diriez-vous que la qualité de vie a changé par rapport à il y a cinq ans (depuis que vous y avez déménagé)?

■ Fortement amélioré ■ Légèrement amélioré ■ Resté le même ■ Légèrement détériorée ■ Fortement détériorée ■ Je ne sais pas



(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales) / n=11 998 – **Répondants vivant dans les villes** / n=11 882 – **Villes et banlieues** / n=7 975 – **Zones rurales**

3 On a demandé aux répondants d'évaluer l'évolution de la qualité de vie au cours des cinq dernières années. Ceux qui avaient déménagé il y a moins de cinq ans ont été invités à envisager des changements depuis qu'ils y ont déménagé.

Différences entre les pays axées sur les villes

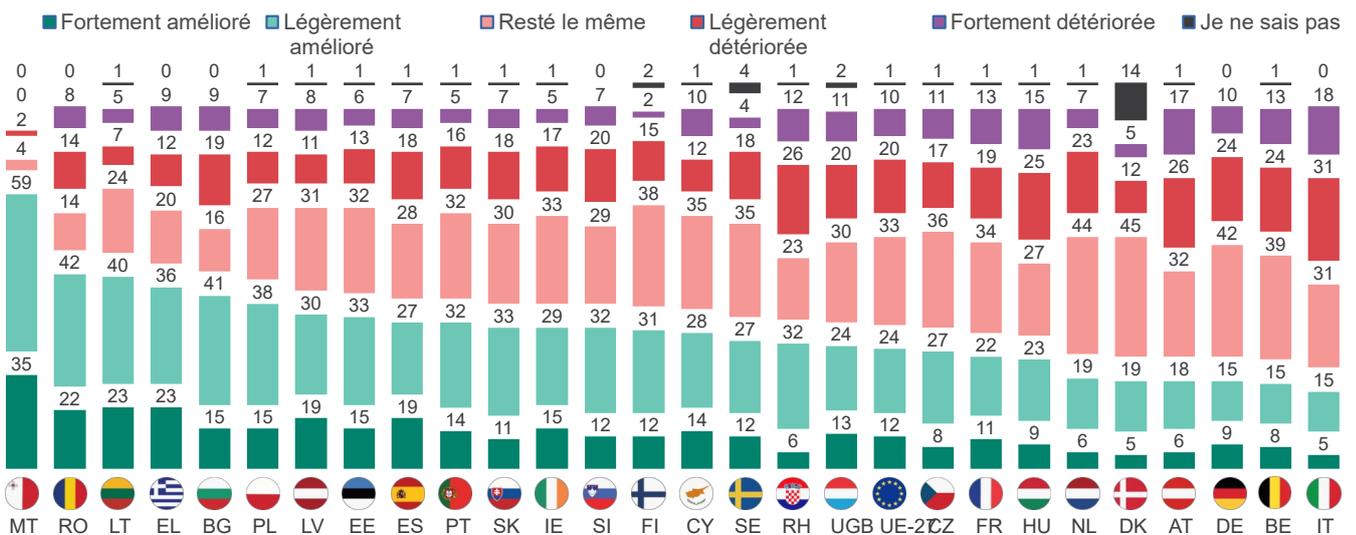
La majorité des habitants des villes de Roumanie (64 %), de Lituanie (63 %), de Grèce (59 %), de Bulgarie (56 %) et de Pologne (53 %) déclarent que la qualité de vie dans leur ville s'est «fortement» ou «légèrement» améliorée au cours des cinq dernières années; Malte se distingue avec 94 % des répondants signalant une amélioration.⁴

D'autre part, dans six pays, pas plus d'un quart des personnes interrogées estiment que la qualité de vie dans leur ville s'est améliorée; cela s'applique à l'Italie (20 %), à la Belgique (23 %), à l'Allemagne (24 %), à l'Autriche et au Danemark (tous deux 24 %), ainsi qu'aux Pays-Bas (25 %).

La part des citoyens qui ont constaté une détérioration de la qualité de vie de leur ville au cours des cinq dernières années est la plus élevée en Italie (49 % se sont «fortement» ou «légèrement» détériorés). D'autres pays où au moins quatre citoyens sur dix signalent une détérioration sont l'Autriche (43%) et la Hongrie (40%).

Q1 Dans l'endroit où vous vivez, comment diriez-vous que la qualité de vie a changé par rapport à il y a cinq ans (depuis que vous y avez déménagé)?

Vues des citoyens vivant dans les villes



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

4 Il convient de faire preuve de prudence lors de l'interprétation de ce chiffre en raison de la taille plus petite de l'échantillon à Malte.

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

Des différences significatives de perception entre les répondants vivant dans les villes et ceux vivant dans les villes et les banlieues sont observées dans certains États membres. Cette disparité est plus marquée en Bulgarie, où 73 % des répondants des villes et des banlieues estiment que l'habitabilité s'est améliorée au cours des cinq dernières années, contre 56 % des citadins, et en Grèce, où 74 % des personnes vivant dans les villes et les banlieues partagent ce point de vue, contre 59 % des répondants dans les villes. Cependant, en Suède, les citadins (39%) sont plus susceptibles que les répondants vivant dans les villes et les banlieues (23%) d'indiquer que la qualité de vie dans l'endroit où ils vivent s'est améliorée.

Dans plusieurs États membres, la perception selon laquelle la qualité de vie s'est améliorée est plus répandue chez les personnes vivant dans les zones rurales que chez celles vivant dans les villes. Les différences les plus importantes sont observées aux Pays-Bas (40 % dans les zones rurales contre 25 % dans les villes) et en Belgique (43 % contre 23 %), en Grèce (76 % contre 59 %) et en Bulgarie (78 % contre 56 %). La tendance inverse est observée en Irlande (44 % dans les villes contre 31 % dans les zones rurales) et en Finlande (43 % contre 31 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les hommes vivant dans les villes (39 %) sont plus susceptibles que les femmes vivant dans les villes (33 %) de répondre que la qualité de vie dans l'endroit où ils vivent s'est améliorée au cours des cinq dernières années.

Un écart important peut également être noté entre les catégories d'âge, les citadins âgés de moins de 40 ans étant plus susceptibles d'avoir vu une amélioration de la qualité de vie que leurs homologues plus âgés (42%-46% vs 29%-33%).

Le niveau d'éducation est également un facteur important dans la façon dont les répondants dans les villes perçoivent la qualité de vie à l'endroit où ils vivent: 38 % des citadins qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus ont constaté une amélioration, comparativement à 31 % à 32 % des répondants qui ont terminé leurs études à un âge plus précoce.

Les employés et les travailleurs autonomes qui vivent dans les villes (40 % dans les deux cas) sont plus susceptibles que les travailleurs manuels (35 %) et ceux qui ne travaillent pas (28 %) de répondre que la qualité de vie dans l'endroit où ils vivent s'est améliorée au cours des cinq dernières années.

6.2. Sensibilisation au soutien de l'UE pour améliorer la qualité de vie dans les villes

La perspective de l'UE

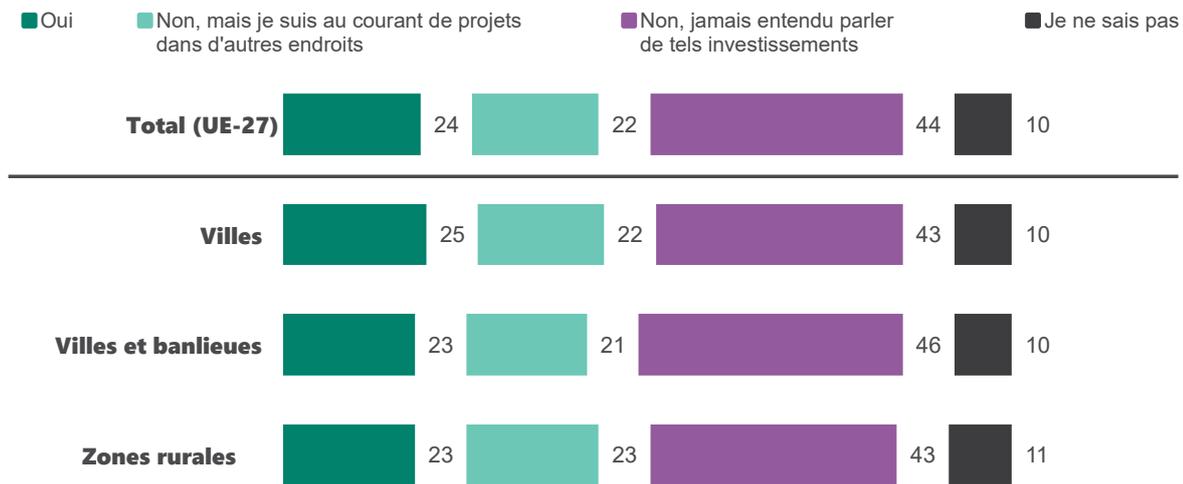
En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, 46 % des citoyens répondent par l'affirmative lorsqu'on leur demande s'ils ont connaissance de projets ou d'interventions de l'UE visant à soutenir la qualité de vie et le développement

Près d'un répondant sur deux vivant dans des villes (47 %) déclare être au courant de projets ou d'interventions de l'UE visant à soutenir la qualité de vie et le développement durable (dont 25 % sont au courant de ces projets et interventions dans leur propre ville et 22 % des projets et interventions dans d'autres endroits, mais pas dans leur propre ville).

Villes, villes et banlieues, et zones rurales

Q12 L'Union européenne investit dans les villes et autres zones urbaines pour soutenir un développement viable et durable.

Avez-vous entendu parler de projets ou d'interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans la ville dans laquelle vous vivez ou dans les villes proches de chez vous?



(%) Base: n=31 855 – **Tous les répondants** (villes, villes et banlieues, et zones rurales) / n=11 998 – **Répondants vivant dans les villes** / n=11 882 – **Villes et banlieues** / n=7 975 – **Zones rurales**

durable dans les villes ou les zones urbaines. Plus précisément, 24 % des citoyens ont entendu parler de projets ou d'interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans la ville où ils vivent ou dans les villes proches d'eux et 22 % de projets dans d'autres villes ou dans des villes plus éloignées. Plus de quatre citoyens sur dix (44 %) ne sont pas au courant des investissements de l'UE dans les villes ou les zones urbaines.

La sensibilisation au soutien de l'UE en faveur de l'amélioration de la qualité de vie dans les villes se situe au même niveau dans les villes, les villes et les banlieues, ainsi que dans les zones rurales.

Vues des citoyens vivant dans les villes

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Différences entre les pays axés sur les villes

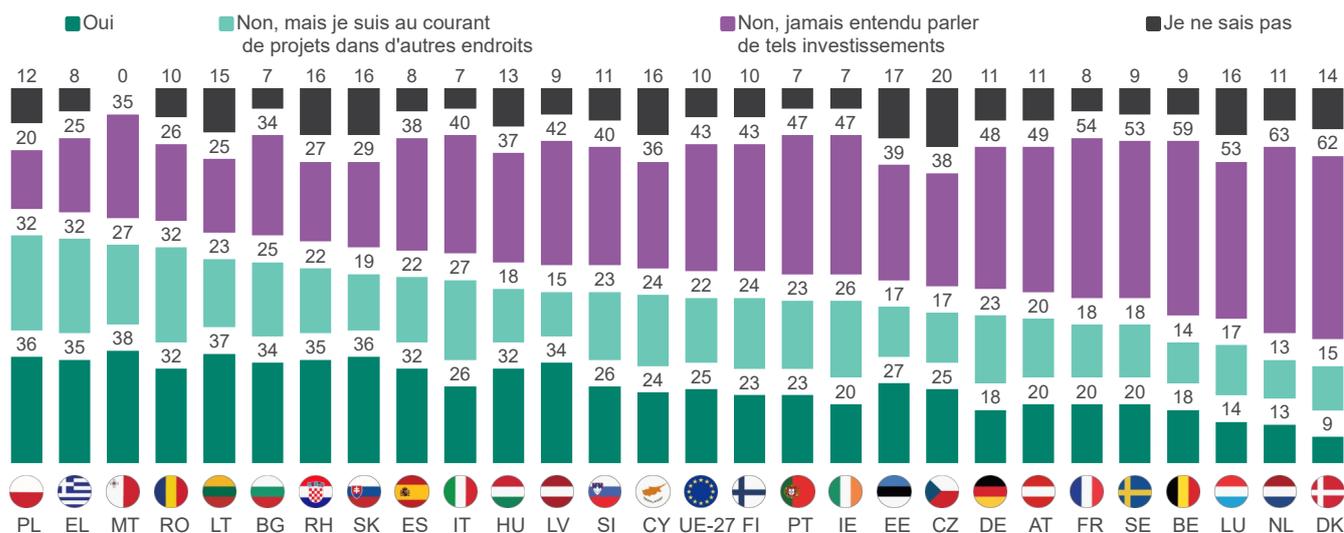
Au niveau national, en mettant l'accent sur les répondants vivant dans les villes, le niveau total de sensibilisation aux projets et interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans leur propre ville ou dans d'autres villes est le plus élevé en Pologne (68 %) et le plus faible au Danemark (24 %).

Plus précisément, entre 9 % des habitants de la ville au Danemark et 38 % à Malte déclarent avoir entendu parler de projets ou d'interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans la ville où ils vivent. La proportion de citoyens au courant de ce type de projets ou d'interventions dans d'autres endroits, mais pas dans leur propre ville, varie de 13 % aux Pays-Bas à 32 % en Grèce, en Pologne et en Roumanie.

Q12 L'Union européenne investit dans les villes et autres zones urbaines pour soutenir un développement viable et durable.

Avez-vous entendu parler de projets ou d'interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans la ville dans laquelle vous vivez ou dans les villes proches de chez vous?

Vues des citoyens vivant dans les villes



(%) Base: n=11 998 – Répondants vivant en ville

Différences entre les répondants vivant dans les villes, les villes et les banlieues et les zones rurales d'un pays à l'autre

En moyenne, dans l'ensemble de l'UE, la connaissance des projets ou des interventions de l'UE visant à soutenir la qualité de vie et le développement durable dans les villes ou les zones urbaines est similaire dans les villes, les villes et les banlieues, ainsi que dans les zones rurales. Dans certains États membres, toutefois, il existe des différences notables dans la sensibilisation par niveau d'urbanisation.

Dans plusieurs États membres, la connaissance des projets et interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans les villes ou les zones urbaines est plus élevée dans les zones rurales que dans les villes. Cette différence de sensibilisation est supérieure à dix points de pourcentage en Grèce (81 % dans les zones rurales contre 67 % dans les villes), en Bulgarie (75 % contre 59 %), au Portugal (58 % contre 46 %), en Belgique (44 % contre 32 %) et aux Pays-Bas (43 % contre 26 %).

La tendance inverse est observée en Allemagne et en France, où les répondants vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de déclarer être au courant de ce type d'investissement de l'UE (Allemagne: 42 % dans les villes contre 30 % dans les zones rurales; France : 38 % contre 28 %).

Différences sociodémographiques axées sur les citoyens vivant dans les villes

Les hommes vivant dans les villes (53 %) sont plus susceptibles que les femmes vivant dans les villes (42 %) d'être au courant des projets ou des interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans leur propre ville ou dans d'autres villes. La sensibilisation est également plus élevée chez les citoyens âgés de moins de 40 ans (54%-57%), par rapport à leurs homologues plus âgés (40%-44%).

Les travailleurs manuels (41 %) vivant dans les villes sont moins sensibilisés aux projets ou interventions de l'UE visant à améliorer la

qualité de vie dans leur propre ville ou dans d'autres villes que ceux appartenant à d'autres catégories professionnelles (49 % à 56 %).

Les personnes interrogées dans les villes qui font confiance à leurs autorités locales sont plus susceptibles que celles qui ne font pas confiance d'être au courant de ce type d'investissement de l'UE (53 % contre 44 %). De même, la sensibilisation est plus élevée chez les citoyens qui ont une image positive de l'UE que chez ceux qui ont une image négative (60 % contre 33 %).

Spécifications techniques

Entre le 26 mars et le 8 avril 2025, Ipsos European Public Affairs a réalisé l'Eurobaromètre Flash 561 sur «L'opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes», à la demande de la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne. Il s'agit d'une enquête grand public coordonnée par l'unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la direction générale de la communication. L'Eurobaromètre Flash 561 couvre la population des citoyens de l'UE, des résidents de l'un des 27 États membres de l'UE et des personnes âgées de 15 ans et plus. La même chose dans chaque pays a été divisée en trois groupes, en fonction du degré d'urbanisation.⁵ Le degré d'urbanisation (DEGURBA) est une classification qui indique le caractère d'une zone. Il classe le territoire d'un pays sur un continuum urbain-rural. DEGURBA combine la taille de la population et les seuils de densité de population pour établir trois classes distinctes:

- villes
- villes et banlieues
- zones rurales⁶

Tous les entretiens ont été réalisés via Computer-Assisted Web Interviewing (CAWI), à l'aide de panels en ligne Ipsos et de leur réseau de partenaires. Les répondants ont été sélectionnés parmi des panels d'accès en ligne, des groupes de personnes prérecrutées qui ont accepté de participer à la recherche. Le quota d'échantillonnage a été établi en fonction de l'âge (15-24 ans, 25-34 ans, 25-44 ans, 45-54 ans, 55-64 ans et 65 ans et plus), du sexe et du DEGURBA.

5 À Chypre, au Luxembourg et à Malte, les échantillons ne couvraient que les villes, les banlieues et les villes.

6 Pour de plus amples informations, voir:

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/degree-of-urbanisation/information-data>

Marge d'erreur

Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage. La «marge d'erreur» quantifie l'incertitude relative aux résultats d'une enquête (ou la confiance dans ceux-ci). En règle générale, plus il y a d'entrevues (taille de l'échantillon), plus la marge d'erreur est faible. Un échantillon de 500 unités produira une marge d'erreur ne dépassant pas 4,4 points de pourcentage et un échantillon de 1 000 unités produira une marge d'erreur ne dépassant pas 3,1 points de pourcentage.

Marges statistiques dues aux tolérances d'échantillonnage (au niveau de confiance de 95 %)							
Différentes tailles d'échantillons sont en rangées	divers résultats observés sont en colonnes						
	5 %	10 %	25 %	50 %	75 %	90 %	95 %
n=50	± 6,0	± 8,3	±12,0	±13,9	±12,0	± 8,3	± 6,0
n=100	±4,3	±5,9	± 8,5	± 9,8	± 8,5	±5,9	±4,3
n=200	±3,0	±4,2	± 6,0	± 6,9	± 6,0	±4,2	±3,0
n=500	±1,9	±2,6	±3,8	±4,4	±3,8	±2,6	±1,9
n=1000	± 1,4	±1,9	±2,7	±3,1	±2,7	±1,9	± 1,4
n=1500	±1,1	±1,5	±2,2	±2,5	±2,2	±1,5	±1,1
n=2000	±1,0	±1,3	±1,9	±2,2	±1,9	±1,3	±1,0

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

	Dates des travaux sur le terrain	Villes	Nombre d'entretiens	
			Villes et banlieues	Zones rurales
UE-27	26.3-8.4.2025	11998	11882	7975
BE	26.3-3.4.2025	453	453	340
BG	26.3-3.4.2025	463	461	384
CZ	26.3-3.4.2025	443	456	319
DK	26.3-2.4.2025	451	458	297
DE	26.3-2.4.2025	513	520	401
EE	26.3-4.4.2025	456	444	304
IE	26.3-8.4.2025	478	412	324
EL	26.3-7.4.2025	486	443	321
ES	26.3-3.4.2025	528	511	422
FR	26.3-1.4.2025	508	513	425
HR	26.3-4.4.2025	469	448	286
IT	26.3-3.4.2025	522	537	390
CY	26.3-8.4.2025	279	224	-
LV	26.3-5.4.2025	448	447	305
LT	26.3-4.4.2025	470	445	310
LU	26.3-8.4.2025	258	255	-
HU	26.3-2.4.2025	460	436	310
MT	26.3-2.4.2025	292	263	-
NL	26.3-5.4.2025	464	462	309
AT	26.3-3.4.2025	457	457	312
PL	26.3-3.4.2025	448	462	306
PT	26.3-3.4.2025	455	459	349
RO	26.3-3.4.2025	459	463	289
SI	26.3-3.4.2025	417	473	324
SK	26.3-2.4.2025	451	460	306
FI	26.3-4.4.2025	427	462	319
SE	26.3-3.4.2025	443	458	323

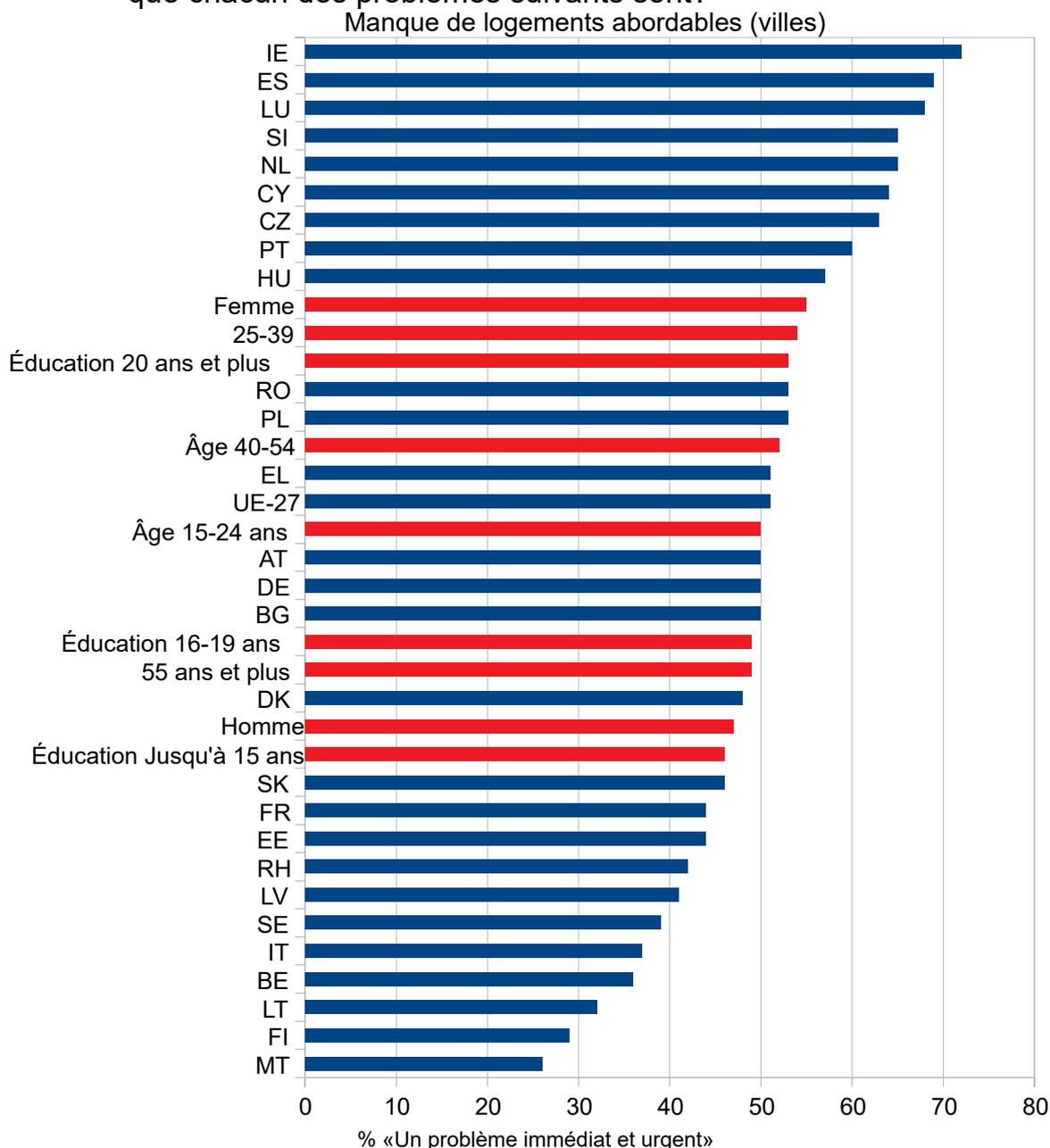
Commentaires

(Pierre Dieumegard)

Comme d'habitude (encore plus que d'habitude), les différences sont plus importantes entre les pays qu'entre les groupes sociaux.

La première question (Q2) était «où vous vivez, quels sont les problèmes immédiats et urgents?», et la réponse la plus fréquente pour les citoyens était «le manque de logements abordables».

Q2 Dans l'endroit où vous vivez, à quel point un problème, le cas échéant, pensez-vous que chacun des problèmes suivants sont?



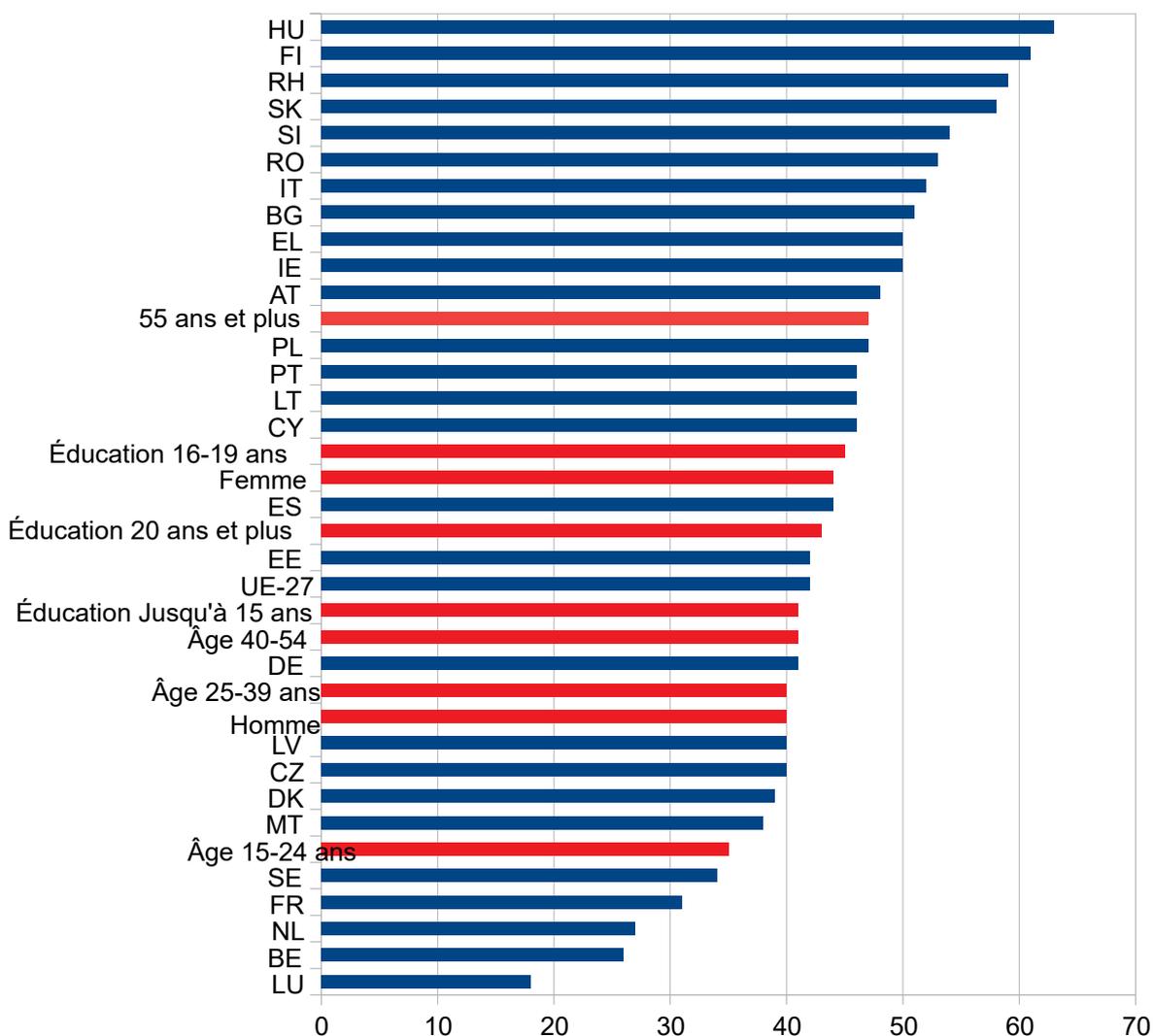
Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Dans certains pays, le manque de logements abordables est fortement ressenti (Irlande, Espagne, Luxembourg), alors qu'il est moins ressenti dans d'autres (Malte, Finlande, Lituanie). En revanche, les groupes sociaux (par sexe, âge ou niveau d'éducation) diffèrent beaucoup moins dans leur perception du manque de logements abordables.

De même, lorsqu'on les interroge sur la nécessité d'une amélioration, avec un maximum de trois choix à partir d'une liste, les réponses des différents pays varient considérablement. Exemple au troisième trimestre («T3 À l'endroit où vous vivez, lequel des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration? Veuillez sélectionner jusqu'à trois aspects.»)

Q3 ...quels des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration?

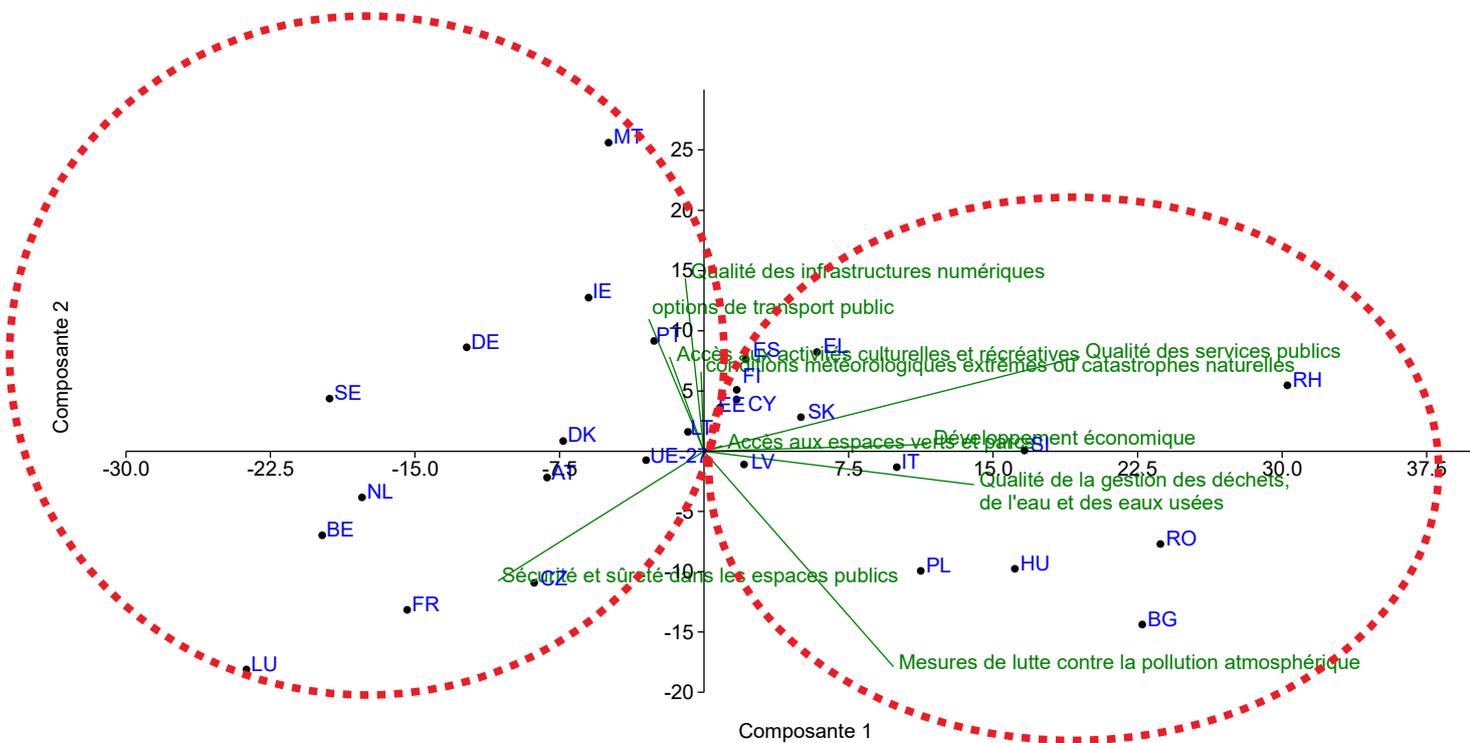
Qualité des services publics (par exemple, soins de santé, services de garde d'enfants, services d'éducation et de soins pour les personnes âgées)



Les priorités pour améliorer la vie des gens varient d'un pays à l'autre.

En ce qui concerne la question 3, «Quels sont les domaines qui nécessitent le plus d'améliorations?», nous pouvons procéder à une analyse des principales composantes des réponses des différents pays.

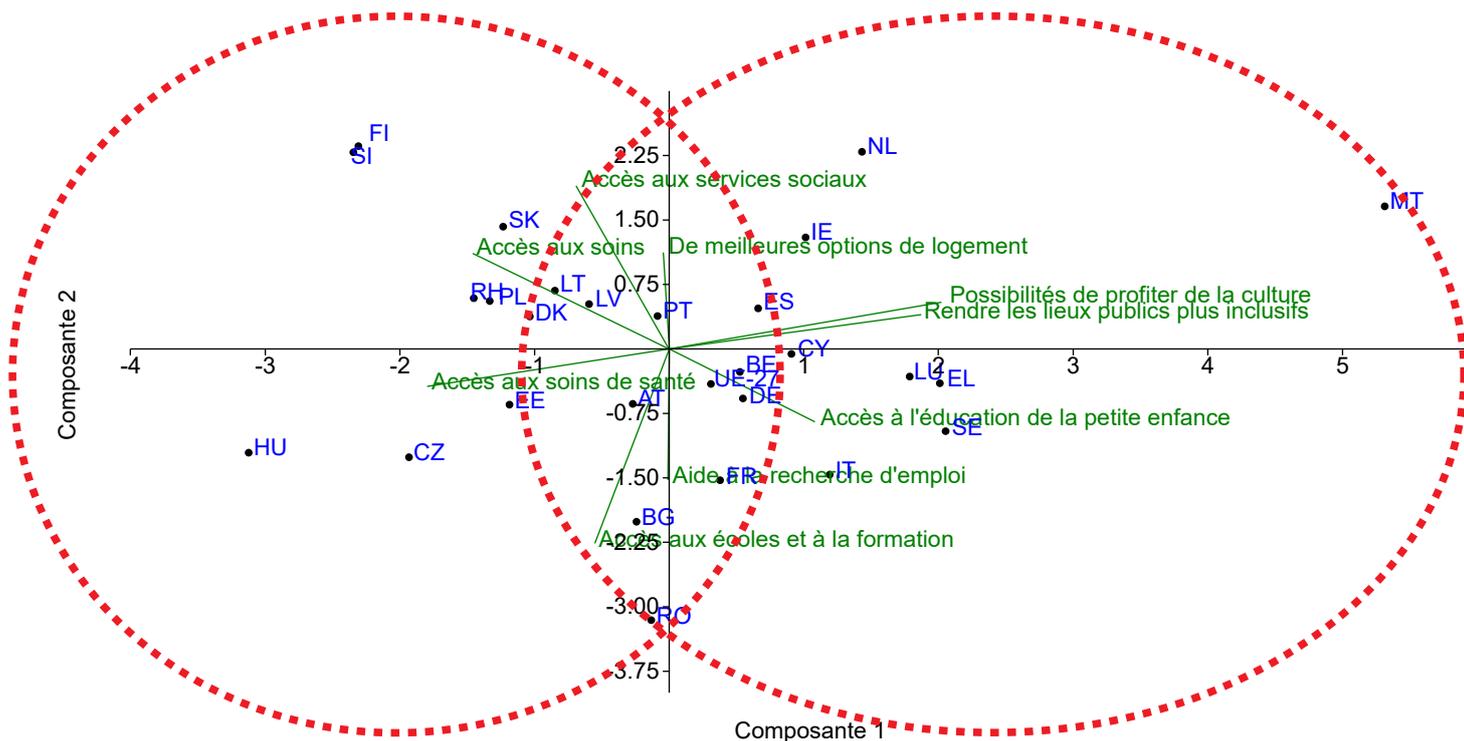
En gros, deux groupes de pays peuvent être identifiés. Sur le côté droit du diagramme, les «pays de l'Est» (bien que l'Italie fasse partie de ce groupe) veulent principalement des mesures pour leur environnement physique: la lutte contre la pollution atmosphérique, la gestion de l'eau et des déchets. À gauche du diagramme, les «pays occidentaux» (bien que la République tchèque fasse partie de ce groupe) s'intéressent davantage à la sécurité dans leur environnement humain: la sûreté et la sécurité dans les espaces publics (principalement les résidents français et du Benelux) et les transports publics.



Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

La question 6 propose également des choix (3 maximum) en termes d'investissements à réaliser («Pour renforcer l'inclusion sociale dans le lieu où vous vivez, quels domaines d'investissement devraient, selon vous, être prioritaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones»).

Ici aussi, les souhaits des résidents varient considérablement d'un pays à l'autre. À droite, les pays occidentaux veulent des espaces publics plus inclusifs et des activités culturelles et communautaires. À gauche, les pays d'Europe de l'Est veulent avoir accès aux soins de santé et aux services sociaux.



Pour les prochaines élections municipales ou régionales, les candidats proclameront qu'ils veulent faire plaisir à leurs futurs électeurs. Mais combien d'entre eux auront effectivement lu ce rapport Eurobaromètre, qui pourrait leur dire ce que leurs concitoyens veulent?

Questionnaire

DEMANDEZ À TOUS

Q1 [IF DX1=1 ou 2] À l'endroit où vous vivez, comment diriez-vous que la qualité de vie a changé depuis que vous y avez déménagé?

[IF DX1>2] À l'endroit où vous vivez, comment diriez-vous que la qualité de vie a changé par rapport à il y a cinq ans?

(Réponse unique)

Fortement amélioré 1

Légèrement amélioré 2

Resté le même 3

Légèrement détériorée 4

Fortement détériorée 5

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q2 Dans l'endroit où vous vivez, à quel point un problème, le cas échéant, pensez-vous que chacun des problèmes suivants sont?

(DÉCLARATIONS RANDOMIQUES 1 à 8)

(Déclarations)

Q2_1 Chômage ou manque d'opportunités d'emploi 1

Q2_2 Commodités locales (magasins, restaurants, etc.) abandonnant le centre [INFO BUTTON: «Le centre» fait référence au centre de l'endroit où vous vivez. Si vous vivez dans une zone rurale, il s'agit de l'établissement le plus proche avec des magasins.] 2

Q2_3 Faible réutilisation des bâtiments vacants ou abandonnés 3

Q2_4 Manque de logements abordables 4

Q2_5 Gentrification ou touristisation dans le centre [INFO BUTTON: «Le centre» fait référence au centre de l'endroit où vous vivez. Si vous vivez dans une zone rurale, il s'agit de l'établissement le plus proche avec des magasins.] 5

Q2_6 Possibilités insuffisantes pour les migrants et les réfugiés de s'intégrer 6

Q2_7 Pauvreté ou sans-abri 7

Q2_8 Manque de services publics de qualité (par exemple, soins de santé, garde d'enfants, éducation et soins aux personnes âgées) 8

(ÉCHELLE DE RÉPONSE)

Un problème immédiat et urgent 1

Un problème à traiter à l'avenir 2

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Pas grand-chose d'un problème 3

Je ne sais pas 998

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

DEMANDEZ À TOUS

Q3 Dans l'endroit où vous vivez, lequel des aspects suivants pensez-vous avoir le plus besoin d'amélioration? Veuillez sélectionner jusqu'à trois aspects.

(jusqu'à trois réponses autorisées) (points 1 à 10 de l'ordre du jour) (CODE 11 ET CODE 998 SONT EXCLUSIFS)

Développement économique et opportunités d'affaires 1

Qualité de l'infrastructure numérique (par exemple, couverture à haut débit et accès à l'internet) 2

Disponibilité d'options de transport public abordables et bien desservies 3

Accès aux activités culturelles et récréatives 4

Sécurité et sûreté dans les espaces publics 5

Accès aux espaces verts et parcs 6

Mesures visant à faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes ou aux catastrophes naturelles 7

Mesures de lutte contre la pollution atmosphérique 8

Qualité de la gestion des déchets, de l'eau et des eaux usées 9

Qualité des services publics (par exemple, soins de santé, garde d'enfants, éducation et soins aux personnes âgées) 10

Aucun de ces 11

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q4 Pour renforcer l'économie locale et le marché du travail dans l'endroit où vous vivez, à quel point pensez-vous que les actions suivantes sont importantes?

(DÉCLARATIONS GÉNÉRALES 1 à 4)

(Déclarations)

Q4_1 Soutien aux petites et moyennes entreprises locales 1

Q4_2 Développer les compétences entrepreneuriales des jeunes 2

Q4_3 Requalification et perfectionnement des travailleurs 3

Q4_4 Améliorer les services et les infrastructures numériques pour les citoyens et les entreprises (par exemple, l'accès à l'internet à haut débit, le Wi-Fi, les services numériques) 4

(ÉCHELLE DE RÉPONSE)

Très important 1

Assez important 2

Pas très important 3

Pas important du tout 4

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q5 Pour améliorer l'abordabilité du logement, dans quelle mesure pensez-vous que l'endroit où vous vivez bénéficierait des mesures suivantes?

(DÉCLARATIONS GÉNÉRALES 1 à 5)

(Déclarations)

Q5_1 Construire davantage de nouveaux logements abordables (p. ex. en offrant des incitatifs) 1

Q5_2 Rénovation de logements existants pour réduire les factures d'énergie 2

Q5_3 Suivi des prix des loyers et mise en place de programmes d'aide au loyer (par exemple, plafonds de loyer, bons de loyer) 3

Q5_4 Fournir un soutien financier ou des incitatifs fiscaux aux acheteurs d'une première maison et aux groupes vulnérables 4

Q5_5 Contrôler la spéculation immobilière (p. ex. en taxant les biens vacants, en réglementant les locations de courte durée ou en plafonnant le nombre de touristes) 5

(ÉCHELLE DE RÉPONSE)

Bénéficiez d'un lot 1

Bénéficiaire quelque peu 2

Pas d'avantage du tout 3

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q6 Pour renforcer l'inclusion sociale dans l'endroit où vous vivez, quels sont, selon vous, les domaines d'investissement qui devraient être prioritaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones

(jusqu'à trois réponses autorisées) (points 1 à 9 de l'ordre du jour) (CODE 10 et CODE 998)

SONT EXCLUSIFS)

Accès aux soins de santé 1

Accès à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance (de la naissance à l'âge de l'école primaire obligatoire) 2

Accès aux écoles et à la formation 3

Accès aux soins pour les personnes qui dépendent des autres pour obtenir de l'aide 4

De meilleures options de logement pour les personnes dans le besoin (par exemple, les ménages à faible revenu ou les groupes vulnérables) 5

Rendre les lieux publics plus inclusifs pour tous (y compris les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes handicapées et les personnes LGBTIQ) 6

Aide à la recherche d'emploi et à l'accès au travail 7

Accès aux services sociaux (conseils, aide en cas de crise, etc.) 8

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Possibilités de profiter de la culture, de participer à des activités communautaires et de participer à la vie civique 9

Aucun de ces 10

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q7 Le niveau de vie des habitants des villes et villages peut s'améliorer lorsqu'il existe une coopération entre les différentes localités environnantes. Selon vous, laquelle des formes suivantes de coopération urbaine-rurale serait la plus bénéfique pour les habitants de votre lieu de résidence? Veuillez sélectionner jusqu'à trois formes de coopération.

(jusqu'à trois réponses autorisées) (points 1 à 7 de l'ordre du jour) (les codes 8 et 998 sont exclusifs)

Améliorer l'accès à des produits alimentaires de haute qualité produits à proximité 1

Remédier aux pénuries sur le marché du travail en attirant davantage de personnes de la région 2

Améliorer les liaisons de transport public entre les villes et les villes et villages voisins 3

Mise en commun des ressources pour améliorer la protection des espaces naturels et de la biodiversité 4

Investir dans la réduction de la fracture numérique (par exemple en améliorant l'accès à l'éducation en ligne, aux possibilités de commerce électronique) 5

Améliorer l'accès coordonné et suffisant aux services de soins de santé 6

Améliorer l'accès coordonné à des services d'éducation et de formation de qualité 7

Aucun de ces 8

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q8 Pour relever les défis du changement climatique et de l'environnement dans l'endroit où vous vivez, pensez-vous que les autorités locales prennent suffisamment de mesures dans chacun des domaines suivants?

(DÉCLARATIONS GÉNÉRALES 1 à 6)

(Déclarations)

Q8_1 Efficacité énergétique des bâtiments 1

Q8_2 Voies piétonnes et pistes cyclables sûres 2

Q8_3 Les transports publics durables comme alternative à l'utilisation de la voiture 3

Q8_4 Pollution atmosphérique 4

Q8_5 Menaces provenant de vagues de chaleur ou d'inondations (par exemple, en créant des rues riches en ombres, des lieux de confinement de l'eau, etc.) 5

Q8_6 Gestion des déchets, y compris les installations de recyclage 6

(ÉCHELLE DE RÉPONSE)

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Agir suffisamment 1

Prendre des mesures, mais pas assez 2

Ne pas agir du tout 3

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q9 Pour améliorer la mobilité dans l'endroit où vous vivez, dans quels domaines pensez-vous que les investissements sont les plus nécessaires? Veuillez sélectionner jusqu'à trois zones.

(jusqu'à trois réponses autorisées) (points 1 à 7 de l'ordre du jour) (les codes 8 et 998 sont exclusifs)

Zones piétonnes 1

Voies cyclables 2

Options de transport pour se rendre aux municipalités avoisinantes 3

Amélioration de la gestion du trafic 4

Stations de recharge pour voitures électriques 5

Augmentation de la fréquence des transports publics (bus, tram, métro) 6

Zones exemptes de voitures 7

Aucun de ces 8

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q10 Quand il s'agit d'améliorer l'endroit où vous vivez, dans lequel des moyens suivants de prise de décision locale avez-vous été impliqué au cours des 5 dernières années? Sélectionnez tout ce qui s'applique.

(RÉPONSES MULTIPLES AUTORISÉES) (POINTS RANDOMIQUES 1 à 10) (CODE 12 ET CODE 998 SONT EXCLUSIFS)

Participer à une consultation citoyenne 1

S'est impliqué dans des projets de quartier dirigés par la communauté 2

Participation à des réunions publiques ou à des événements organisés par votre conseil local 3

Contacté vos représentants élus 4

Signé une pétition 5

A collaboré activement avec les médias (presse, audio/TV et médias sociaux, par exemple) pour attirer l'attention sur les problèmes locaux 6

Volontariat dans les activités organisées par votre conseil local 7

Participation à un exercice de budgétisation participative 8

Eurobaromètre Flash 561 --- Opinion publique sur les défis urbains et l'investissement dans les villes

Initié votre propre projet pour améliorer la vie dans la communauté 9

Contribution à des enquêtes sur les politiques et services locaux 10

J'ai participé à d'autres modes de prise de décision locale 11

Je n'ai pas participé à la prise de décision locale 12

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant la participation à la prise de décision locale?

(NE PAS RANDOMISER LES DÉCLARATIONS)

(Déclarations)

Q11_1 Je suis conscient des possibilités d'influencer les décisions affectant le lieu où je vis 1

Q11_2 J'aimerais m'impliquer davantage dans les décisions touchant l'endroit où je vis 2

Q11_3 Les autorités locales associent suffisamment les citoyens aux décisions concernant le lieu où je vis 3

(ÉCHELLE DE RÉPONSE)

Totalement d'accord 1

Plutôt d'accord 2

Plutôt en désaccord 3

Totalement en désaccord 4

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q12 L'Union européenne investit dans les villes et autres zones urbaines pour soutenir un développement viable et durable. Avez-vous entendu parler de projets ou d'interventions de l'UE visant à améliorer la qualité de vie dans la ville dans laquelle vous vivez ou dans les villes proches de chez vous?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Oui 1

Non, mais je suis au courant de projets dans d'autres endroits 2

Non, jamais entendu parler de tels investissements 3

Je ne sais pas 998